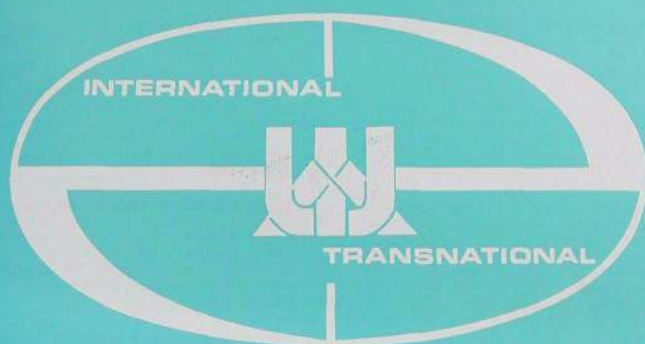


INTERNATIONAL
TRANSNATIONAL
ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS
TRANSNATIONALES
INTERNATIONALES



Transcultural
Associative communication
in Africa



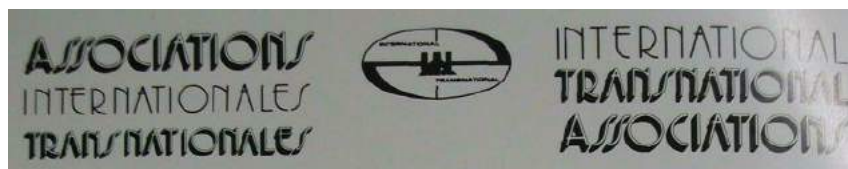
La communication
associative transculturelle
en Afrique

view of international
associations and meetings

1985 - N° 1

Revue bimestrielle Jan.-Fév.

La revue des associations
et des réunions internationales



Revue bimestrielle

This publication, produced by the UIA, appears with six issues per year.

The purpose of the studies, surveys and information included in this periodical concerning the international and transnational networks of nongovernmental organizations is to promote understanding of the associative phenomenon in a human society which continues to grow and evolve heedless of the implications.

The programme of the review, in accordance with the principles of the UIA, is intended to clarify general awareness concerning the associative phenomenon within the framework of international relations and, in particular, to inform associations about aspects of the problems which they tend to share or which are of common interest to them.

The columns of this review are open both to officers of associations, researchers and specialists of associative questions. The articles do not of course necessarily reflect the point of view of the publisher.

Cette publication, éditée par l'UIA, se présente à ses lecteurs sous la forme d'une revue de période bimestrielle.

Son objet associatif d'études, d'enquêtes, d'informations, au service des réseaux internationaux et transnationaux d'organisations non gouvernementales, s'attache aux idées et aux faits d'un phénomène de société humaine en expansion continue et en évolution hâtée.

Son programme, conforme aux principes et aux méthodes de l'UIA, vise, en général, à éclairer les connaissances du grand public sur la vie associative dans la perspective des relations internationales et, en particulier, à informer les associations des divers aspects de leurs problèmes propres et d'intérêt commun.

Les colonnes de la revue sont ouvertes à la fois aux responsables d'associations, chercheurs, spécialistes des matières associatives, dont les articles n'expriment pas nécessairement le point de vue de l'éditeur.

UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS
EXECUTIVE COUNCIL COMITE DE DIRECTION
Président :
F.A. CASADIO, Directeur, Società Italiana per la
Organizzazione Internazionale (Italie)
Vice-Président : Vice -
Présidents :
S.A. SAXENA (India)
Former Director of the International Cooperative
Alliance.
Auguste VANISTENDAELE (Belgique)
Secrétaire général de Coopération et Solidarité.
Trésorier général : Trésaurier General
Paul E. HIERNAUX (Belgique)
Président honoraire de la Conférence permanente
des Chambres de commerce et d'industrie de la
Communauté économique européenne.
Secrétaire général : Secretary-General :
Robert FENIAUX (Belgique) Ambassadeur honoraire.

Members:
F. W. G. BAKER (UK)
Executive Secretary. International Council of
Scientific Unions

Christian DE LAET (Canada)
Secretary. Canadian Plains Research Centre.
University of Regina.
Johan GALTUNG (Norway)
Vice-recteur
de l'Université transnationale. Paris.
Vladimir HERCIK (Tchécoslovaquie)
Nikola A. KOVALSKY (URSS)
Directeur adjoint de l'Institut du mouvement ouvrier
international de l'Académie des sciences de l'URSS.
Marcel MERLE (France) Professeur à l'Université de
Paris 1.
Andrew E. RICE (U.S.A.)
Former Executive Secretary of the Society for
International Development.
Cyril RITCHIE (Ireland)
Institutions established in Geneva.
Albert TEVOEDJIRE (Benin)
Secrétaire général de l'Association mondiale de
prospective sociale.

UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

REPRESENTATIONS PERMANENTES DE L'UIA
UIA REPRESENTATIVES
Organisation des Nations-Unies : New York :
Andrew RICE
New York : Andrew RICE
Genève : Cyril RITCHIE
UNESCO : Vladimir HERCIK
Paris : Maryvonne STEPHAN



1985 - N° 1
Janvier-Fevrier

Redaction/Editorial
Robert FENAU
Georges Patrick SPEECKAERT
Geneviève DEVILLE
Anthony J.N. JUDGE
Ghislaine de CONINCK
Paul GHILS

Published by/Publié par :
Union of International Associations - UAI
(founded 1910)
Issn-0020-6059

Editorial and Administration :
Rue Washington 40, 1050 Brussels (Belgium)
Tel (02) 640 18 08 - 640 41 09
Tx 65080 INAC B

Editeur responsable : R. Fénaux,
Rue Washington 40, 1050 Bruxelles (Belgique)
Tel (02) 640 18 08 - 640 41 09

Publicité/Advertising : Union of International Associations, Rue Washington 40, 1050 Brussels, Belgium. Tel. (02) 640 18 08 - 64041 09. Tx 65080 INAC B.

OU/OR
France: Roger Ranson, délégué-Directeur de publicité, 18 avenue du 19 janvier, 92380 Garches, Tél. 741 81 80.

U.K. : Maureen Wingham Media Representations Ltd, 2 High Gate Av. London NGS Rx. Tel. 3489111

Subscription rate: BF 1.100, or equivalent per year (6 issues) + postage BF 150.
Abonnement: FB 1-100 ou équivalent, par an (6 numéros) + Frais de port FB 150.

Method of payment :
Mode de paiement à utiliser :

Bruxelles : Compte-chèque postal n° 000-0034699-70 ou Compte n° 210-0508283-55 à la Société Générale de Banque, 253, Avenue Louise, 1050 Bruxelles
London: Account n° 04552334, National Westminster Bank Ltd., 1 Princes street.
Genève : Compte courant n° 472.043.30 Q à l'Union des Banques Suisses.
Paris : par virement compte n° 545150-42 au Crédit du Nord, Boulevard Haussmann, 6-8, Paris 75009.

Copyright 1984 by Union of International Associations All rights reserved. No part of this work may be reproduced or copied in any form or by any means - graphic, electronic, of mechanical, including photocopying, recording, taping, of information and retrieval systems - without written permission of the Secretary General, Union of International Associations

SOMMAIRE

CONTENTS

Editorial 2

par Paul Ghils

| Colloque UAI Colloquium Bruxelles 1984 |
- Transnational Associative Communication,
by Hamdy Kandil

4

- Intercultural Communication within International Non Governmental Organizations,
by Vladimir Hercik

6

- Les ONG et l'enseignement en Afrique,
par Michel Descamps

17

- Identité culturelle, jeunesse et éducation permanente,
par Marc-Henri Janne

21

- La Société africaine de culture,
par Voahangy Rajaonah

23

- La Société européenne de culture et l'Afrique,
par Jean Morand

25

- La communication associative interculturelle,
par Charlotte Borga

26

- African Languages and African Styles of Organization,
by Anthony Judge

28

- Vie associative, cultures, développements,
par André L. Jaumotte et Maurice Beutler

33

- Teacher Organizations as NGOs in African Development.

by Raymond J. Smyke

36

- Message du Comité français ONG/ONU, par Suzanne Gueydon de Dives

41

- L'Association d'études linguistiques interculturelles africaines.

par Willy Bal

42

- Participation des ONG au développement économique et social de l'Afrique (2e partie),
par Paul Ghils

43

News on Associative Affairs-Echos de la vie associative

54

IAPCO News

Geographical Distribution of International Meetings (1983)/
Répartition géographique des réunions internationales (1983)

58

Yearbook of International Organizations - 21st edition : 3rd supplement

60

LA COMMUNICATION EN

Nous abordons avec le thème de la « communication associative transculturelle » le troisième des grands thèmes de notre colloque d'octobre dernier sur - l'identité associative et la participation des organisations non gouvernementales au développement de l'Afrique en vue d'un nouvel ordre mondial » (*).

Les phénomènes de la communication sont certes de ceux qui mobilisent fortement les esprits et sollicitent la réflexion de nos contemporains. Réelles ou imaginaires, les composantes de la société *communication nette* à la fois tant attendue et tant redoutée des acteurs sociaux font l'objet de vastes débats d'où ne sont absents ni les intérêts les plus sordides, ni les idéaux les plus éthérés.

Les associations se considèrent comme concernées au premier chef par les bouleversements affectant les relations sociales et veulent voir dans l'avènement d'une société de plus en plus *relationnelle* l'occasion d'influer sur le processus en cours. Leur capacité de maîtriser le changement social est toutefois subordonnée à deux grandes exigences. Il leur faudra d'abord se libérer de l'idée que le progrès scientifique est le produit d'une nécessité absolue, autonome, et que les techniques de l'information et de la communication possèdent une dynamique propre dont la puissance et le caractère inéluctable les destinent à devenir l'unique moteur de l'histoire. D'autre part, il faudra rechercher de nouvelles représentations sociales propres à redonner un sens - signification et direction - à des événements qui effectivement semblent souvent échapper à la volonté humaine.

Le fantasme d'une science rédemptrice nous vient en droite ligne des schémas mécanistes qui réglaient les sociétés issues des Lumières du XVIII^e siècle, et

« dont la rationalité prétendait régenter l'ensemble des manifestations humaines. C'est la même vision des choses qui imprègne les conceptions dominantes du XIX^e siècle, liées à la thermodynamique, à la révolution industrielle et à l'idéologie du progrès à sens unique et de la raison cartésienne triomphante.

De nos jours, l'idée que la science moderne constitue un savoir en droit universel, valable pour toutes les cultures et réalisant un partage définitif entre les cultures - pré-scientifiques » et les autres reste courante. Or, la thèse qui transparaît à travers la conception d'une communication associative et transculturelle est à peu près l'inverse du projet *uniculturel* : la science est reconnue, dans l'optique associationniste, comme relative à un contexte social. C'est cette relativité qui conditionne la possibilité d'une pluralité, d'un choix, d'une maîtrise sociale qui refusent l'acceptation passive d'un développement fatal et inéluctable des sciences et des techniques de communication. La *contextualisation* de la science revendiquée par des scientifiques comme Isabelle Stengers remet en question toute ambition unificatrice et nous invite à réajuster constamment, en accord avec les ouvertures permises par les sciences contemporaines, nos schémas de description et d'interprétation des relations sociales.

Ce sont les sciences dites exactes qui ont été les premières à adopter cette nouvelle approche de la rationalité. Les physiciens d'abord, les mathématiciens et les biologistes ensuite ont eu recours à des rationalités internes adaptées aux réalités locales.

Dans l'ordre social, les théoriciens manipulent aujourd'hui des métaphores empruntées à ces sciences : *Vauto-organisation*, le *désordre créateur d'ordre*, la *non-séparabilité* ou la *contradiction* tentent de rendre compte des tensions qui président au vaste réajustement des relations

(*) Les actes du colloque feront l'objet d'une publication séparée actuellement en préparation

EN CONTEXTE

sociales. Les changements en cours forcent chaque individu ou groupe organisé d'individus à concilier l'universalité des grands ordres anciens, eux-mêmes en mutation, et la relativité des relations sociales qu'il faut sans cesse réinventer au niveau local. Le rôle des Etats se trouve modifié en conséquence, et s'ils restent chargés de préserver les ordres politiques, économiques et idéologiques, ils devront dorénavant permettre l'émergence de nouvelles formations sociales et notamment associatives qui constitueront, constituant déjà, le tissu social de demain.

La redistribution des pouvoirs que cette évolution entraîne s'accompagne tout naturellement d'une reorganisation de l'espace de communication collective. Les nouvelles techniques de communication étant l'un des enjeux primordiaux de ces réajustements constants, il s'agira sans doute de déterminer le sens de l'influence de ces techniques sur les individus et leurs associations, mais aussi et surtout de définir l'usage qui en sera fait. Si en effet c'est la maîtrise des schémas communicatifs qui est visée, il importe d'investir dès à présent ces nouveaux schémas de projets autonomes qui ne soient pas dictés par les impératifs des grands ordres étatiques, économiques et financiers.

Le succès d'une telle entreprise n'est envisageable que si ses promoteurs résistent à deux tentations: d'une part l'attrait des utopies de la modernité, et d'autre part les fantasmes de retour à une socialité " primordiale " antérieure à l'emballement des histoires des civilisations contemporaines. Communiquer revient alors à rechercher des équilibres nécessairement précaires sans tomber ni dans le dogmatisme des académies, des idéologues ou des Etats, ni dans le jeu d'une culture *spontanéiste* où la communication entre les individus s'atomise au point d'échouer dans l'indifférenciation jusqu'à l'indifférence. L'abandon des véri-

tés monothéistes des ordres uniques doit permettre la mise en place d'ordres multiples sans déboucher pour autant sur une prolifération anarchique d'initiatives non concertées.

La communication généralisée ne doit cependant pas faire illusion : qu'ils soient reliés par voie des ondes ou par ordinateurs personnels, les individus risquent de rester irrémédiablement isolés les uns des autres. On oublie en effet trop souvent que la société *communicationnelle* ne développe que l'un des aspects de la communication, qu'elle soit intra ou transculturelle : son aspect instrumental. De là la confusion à laquelle a donné lieu la métaphore *communicationnelle*, passée indûment des techniques de la communication instrumentale au champ des sciences sociales. Le développement indéfini du support matériel ne saurait en effet faire oublier que la communication humaine est un processus global et direct : elle fait appel à tous nos sens, à notre imagination, à notre sensibilité, à notre intelligence des choses et des êtres. Au contraire de la communication instrumentale qui, par le biais de ses supports médiatiques, informatiques et autres, spécialise et amplifie une modalité partielle et indirecte d'une relation qu'on ne continue à appeler communication que par une extension métaphorique abusive du terme.

On aperçoit dès lors que le concept évoqué recouvre des réalités distinctes et donc le danger qu'il y aurait à réduire l'ensemble complexe de la communication humaine à sa seule composante instrumentale, fût-elle la plus envahissante ou la plus manifeste.

La dimension universelle de la communication globale ne peut se concevoir que dans la pluralité des contextes intraculturels et transculturels, ce qui suppose l'acceptation de contradictions liées à l'interpénétration des espaces, des temps, des dynamismes locaux.

L'autre type d'universalité, celui d'une communication instrumentale unique et homogène, risque d'occulter la diversité des cultures et des individus en confondant le tout avec l'une de ses parties. Ce dérapage symbolique est dû à la croyance en une explication rationnelle unique de l'univers et s'inscrit dans la ligne du progrès à sens unique qui, parti de la mécanique newtonienne, a produit l'utopie scientiste du XIX^e siècle et abouti aux dérives totalitaires de l'idéologie technicienne contemporaine.

Par bonheur, le schéma simpliste d'une communication où les interlocuteurs indifférenciés baigneraient dans un pseudo-consensus est loin d'avoir ébloui tous les esprits de notre temps. Nombreux sont en effet les acteurs sociaux, et parmi eux les associations, qui refusent l'imposition d'une communication universelle " éclairée ».

Prendre la mesure du mouvement des sciences et des techniques contemporaines sans se laisser imposer des critères absolus, telle est la condition essentielle que le mouvement associatif se doit de respecter s'il veut préserver, ou mieux, élargir ses espaces de liberté. C'est en effet l'autonomie des projets mis sur pied qui garantira leur pluralité et fera obstacle à l'ambition « unificatrice » d'une idéologie technicienne totalitaire. La communication globale ainsi conçue n'est pas réductible à un simple échange d'informations homogénéisées et calculables en *bits*, dont on décrètera ensuite qu'elles nous donnent la mesure universelle des choses.

Bien au contraire, il importe d'entretenir la confrontation féconde entre rationalités différentes, sans laquelle nos sociétés se réduiraient à un univers orwellien peuple d'individus bardes de machines à communiquer mais incapables, par amnésie sociale, de communiquer entre eux.

Paul Ghils

TRANSNATIONAL ASSOCIATIVE COMMUNICATION

Introduction to Session III by Hamdy Kandil*

The subject of « Transnational Associative Communication » is a difficult subject. In the basic document of the session, Mr. Hercik says that this subject refers in general to relations between groups of different cultures; relations that are characterized by recognition of mutual interests and by extending over a given duration of time. All of us recognize, however, that the difficulty in discussing this subject arises from the fact that it is difficult to define what is culture and what is communication.

Some consider culture as the ways in which a society and its members express their feeling for beauty and harmony and their vision of the world, as much as their mode of scientific and technological creation and control of their natural environment. Others believe that culture is the ability of man to reflect upon himself and the right to define oneself as a man, as a human person. Still some others consider culture as the whole range of knowledge and values which were not specifically taught, but which every member of a community nevertheless knows. Finally, many believe that culture permeates the whole social fabric and its role is so pre-eminent and determining that it might indeed be confused with life itself.

As for communication, it is still a young discipline of knowledge, and, in any case, as the MacBride report confirmed, not enough is known about the impact of the mass media on our culture.

Add to all that the complexities and intricacies of the associative life, and you will realize how troubled the waters we are confronting in this session.

I must also add that, among the people present in this room, I might be the least experienced in non-governmental organizations. Over the past 15 years I have been working for governmental organizations, namely the Arab States Broadcasting Union and Unesco. It should be noted, however, that with regard to the latter, NGOs have a great influence on our work, not usually recognized by many sectors in the Western press.

With the little knowledge I have about NGOs, I shall leave their role in intercultural associative communication to more qualified speakers. Instead, if you permit me, I shall share with you some ideas about certain areas in which I believe the role of NGOs is decisive.

Firstly, I must say that the title of our session is terribly optimistic; presumably, it talks of communication between the African cultures and other cultures, while the fact of the matter is that African cultures themselves can hardly communicate with each other.

As we all know, there is a tremendous concentration of communication media, services and facilities in a small number of countries in the developed regions. The majority of the world population is still far behind, deprived of basic possibilities for modern communication : from paper consumption to circulation of daily newspapers; from book production to radio/television transmitter and receivers. Of all continents in the world, Africa, in fact, is where the mass media are the least developed. And therefore the voice of African cultures cannot be heard in the continent itself, let alone the outside world.

What is more alarming is that this situation should have prompted developed countries to increase their co-operation with Africa, but we find that, in all fields and not only in communication, the reverse has been observed in the last few years, with a trend towards a decrease in funds available for UNDP, peanuts for the International Programme for the Development of Communication at Unesco, cuts in allocations for bilateral assistance and drying up of other sources of financing.

Secondly, no matter how modest the resources available for communication in Africa, they are mainly used to establish the channels which carry the messages as compared with the endogenous production of the messages themselves. An analysis of the resources invested in communication systems shows, in fact, an imbalance between the money allocated to infrastructures, to telecommunications and to equipment, on the one hand, and, on the other hand, the money allocated for the collection and preparation of news and the production of cultural programmes. In short, everything that comes under the heading of software. Thus, the establishment of modern communication systems is automatically followed by a flood of imported programmes with the consequent risks of cultural alienation and of negative implications for social change.

A recent study undertaken in 1983 by Unesco on the flow of television material all over the world has shown that the situation has not improved since 1973.

This brings me to the *third* point : that the overwhelming power of the new communications technologies, with the possibilities opened up by satellites and the breathtaking advances in electronics and data processing has not been helpful in redressing the one-way flow of information.

While aware of the ambivalence, the dangers and the misdoings of the new communication technologies, I wish nevertheless to believe that, despite the risks of deculturation, cultural alienation, and growing uniformity and standardization of the world's cultures, the new technologies and cultural industries would open up opportunities for all countries to spread knowledge of their cultures. This

* Director Division of Free Flow of Information and Communication Policies, Unesco.

is certainly a far-fetched objective, as the problem is still one of mastering the new technologies both technically and financially. *Fourthly*, while cautioning against Cultural uniformity and standardization, it should be stressed that the culture of a people, as observed in the Unesco Mexico City Declaration on Cultural Policies, is renewed and enriched through contact with the traditions and values of others. Culture is dialogue, the exchange of ideas and experience and the appreciation of other values and traditions; it withers and dies in isolation.

In this context, two observations should be made on cultural identity :

1. That cultural identity is the defence of traditions, of history and of the moral, spiritual and ethical values handed down by past generations; but it could never signify excessive attachment to tradition, to the past, or to stagnation. It implies the present creativity and the evolving values aiming at the future.
2. That cultural identity could not be defined solely in terms of national identity. It belongs to the individuals, the groups, the communities. It is therefore multi-dimensional and pluralistic in nature.

Fifthly, while talking of plurality, I suggest - and this call has been made by one of the speakers in yesterday morning's session-that NGOs discuss ways and means for the democratization of culture and communication. They should stress that all members of society should be able to participate in cultural and communication activities on an equal footing and in a free way. Writers, journalists and artists should enjoy full scope of personal creativity while observing common moral standards and codes of conduct established by them without the interference of authorities, which should, on their part, refrain from using administrative, simplistic or crude methods to solve ideological problems.

The State, however, should have the right, if not the duty, to promote cultural and communication activities.

Sixthly, if we stress that every person and every people have the right to culture, it should then follow that the foremost cultural right is the right of peoples to self-determination. The right to culture is the right to choose freely one's political system, a right that is denied to some peoples in Africa.

NGOs, in their strife for intercultural communication, should therefore voice their support for the peoples of Namibia and South Africa and demand recognition of cultural identity of those peoples who, all over the continent, are struggling for recognition of their human dignity.

Seventhly, I also believe that our Colloquium should recognize and reaffirm the equal dignity of all cultures, rejecting any hierarchy in that area, since nothing could justify dissemination as between what might be called " superior cultures " and « inferior cultures », or « sub-cultures ».

Mutual respect between cultures is a prerequisite for a healthy intercultural communication, international understanding and peace. And interdependence should be recognized as one of the essential features of the present-day world; it being understood that this interdependence cannot express itself only in economic terms, but also from cultural standpoints.

Eighthly, if some of us see in the recognition of the cultural identity of peoples and in the recognition of equality and justice of communication the birth of an evolving new world order, be it in culture or communication, we had better remind ourselves, however fair and justified our vision is, that a new order starts at home. A new order should be established, at one and the same time, at the national level, to provide for widening the freedom to communicate, closing the gap between the town and the countryside, and protecting against unilateral channels of culture, directed from the top downwards, which necessarily brings about a growing impoverishment of social communication and denigration of culture.

I shall not elaborate on that, as it will be one of the elements of this afternoon's discussion, led by our prominent colleague, Mr. Mohamed Bedjaoui.

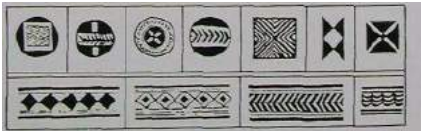
At this juncture, I wish only to recall one point which is my ninth and last point. It is a point which has been reflected once and again in the documents of many of your organizations as well as those of the United Nations and Unesco. It is that the present world crisis is as much cultural as economic, if not, as some suggest, primarily cultural.

Some may disagree, and they have a point. They ask : how is it possible to make culture, communication and education available to all, as long as the economic recession and the constant deterioration in the terms of trade deprive the Third World people of the fruits of their toil ? They wonder how to establish communication bridges between cultures while eight hundred million human beings live in a state of malnutrition and could neither read or write ?

Nevertheless, I believe that what we should seek now, in addition to joint solutions which could revitalize the world economy, are common factors which could strengthen our spiritual and intellectual forces of creativity and revitalize man's entire life and the life of society.

I therefore end my introduction by addressing myself, as an African citizen, to the rest of the world, through you representatives of NGOs, present in this room, with a call echoed earlier in a Unesco conference :

Learn about our history, learn about our peoples, learn about our cultures, learn about our religion, learn our languages, just as we learn yours - without this, there will be no intercultural communication.



INTERCULTURAL COMMUNICATION WITHIN INTERNATIONAL NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS

Introduction

During the last few decades international non-governmental organizations (hereafter: INGOs) have been making considerable efforts to associate themselves with groups established in developing countries. In many cases they have helped in setting up or consolidating such groups, bringing them both financial and technical assistance. For their part such groups have been emphasizing their cultural identity and gradually strengthening their participation in international organizations. In this two-way process of adaptation - between INGOs becoming ever more universal, and the associations in developing countries that are learning about international life - cultural factors play an important part.

It is the significant aspects of this process that the Union of International Associations has decided to study in agreement with the UNESCO Culture Sector. The pilot study's subject was defined as « *Cultural Pluralism - or intercultural communication - within INGOs* ». We prefer the term « intercultural communication », which suggests with greater precision the relations between different cultural elements within an INGO.

The term « culture » is to be understood in its widest sense, incorporating the aesthetic, spiritual and moral heritage of the communities involved, the characteristics of contemporary life, the temperament, behaviour and aspirations of the members of the communities where such associations are operating.

As it is a question of a *preliminary study*, our researches have not covered INGOs in their entirety. The concern has been to analyze the position of a limited number of INGOs, bearing in mind, however, the diverse fields of activities and aims that they represent. The results of the survey must therefore be taken as a sampling rather than as the conclusions drawn from an exhaustive analysis of the subject.

The information sources used by the author derived essentially from INGOs' written documents : periodicals, working papers and meeting reports. Eighty or so IN-

* Former Senior Official at Unesco, specialized in Cooperation with INGOs.

GOs were taken into consideration. These documents, covering approximately the last twenty years, were placed at the author's disposal by Unesco. In addition the author has been able to consult the archives of certain INGOs having their headquarters in Paris, Brussels, London and Geneva. He has also had interviews with representatives of many organizations.

Generally speaking, the organizations' ideas and decisions that have been quoted in the text were those expressed during international meetings held by the INGOs concerned at the indicated time and place.

The significant aspects of the pilot study are set out under the following two headings, being based on the documentation supplied by the non-governmental organizations.

A. National associations and the circumstances which influence their relations with INGOs

Under this heading we deal with certain typical factors characterizing the profile of associations in developing countries during the years 1960 to 1980, and the effect they have on intercultural communication between these associations and the INGOs.

B. Action taken by INGOs with a view to promoting intercultural communication.

This section describes in summary fashion INGO efforts to strengthen participation in their international activities by the associations in developing countries, through the encouragement of intercultural communication with such associations.

C. Observations on INGOs' contribution to intercultural communication.

Under this heading, in the form of a synthesis, we present some of the intercultural relations which are currently developing within INGOs having member-associations in developing countries.

A. National associations and the circumstances which influence their relations with INGOs

A.1. Cultural characteristics specific to national associations

Pilot Study by Vladimir Hercik*

- A.2. Consequences of the colonial past
- A.3. Linguistic and cultural pluralism within a given nation
- A.4. Traditional values and their adaptation to evolving society
- A.5. Regional and intercultural solidarities
- A.6. Attitudes towards INGOs
- A.7. Trends towards universality
- A.8. Effective influence on INGO activity.

A.1.1. Cultural characteristics specific to national associations

The assertion of African cultural values, misunderstood and often suppressed under the colonial regimes before 1960, has been vindicated by associations and individuals from the African continent who have collaborated with the *Society of African Culture* (congresses in Paris 1956, Rome 1959, Dakar 1966, Lagos 1977).

The work of the *Society of African Culture* has served to bring out the differences between the African's mentality and the European's psychology : on the African side, synthesizing rather than discursive thought; collective solidarity prevailing over individualism; religious practice and aesthetic activities integrated with people's mode of living; humanism as opposed to materialism; strong family attachment. The antithesis between African and European values was noted at the Mali 1960 congress of the *International Organization of Journalists*. The *International League for Teaching, Education and Popular Culture* (Dakar 1979) noted a special feature of African society, which is the whole African community's special attentiveness to the protection and upbringing of children.

The importance of the family for both individual and society - children and adolescents as well as adults - contrasts, in the opinion of Indians (*International Union of Family Organizations*, New Delhi 1966) with the generally weakened role of the family in the western world.

The urge to preserve the oral tradition and to develop national languages is particularly evident in the African countries where English or French has been retained as the official language, owing to

the political and material impossibility of giving official status to one or several national languages.

Nevertheless the vital part played by the mother tongue in educating the child was strongly emphasized by the Society of African Culture (Ghana 1962; Zaïre 1973), the United Towns Organization (Senegal 1962), the International League for Teaching Education and Popular Culture (Congo 1965), the International Council for Progressive Education (Beirut 1962, Upper Volta 1974). During a symposium with African writers *International PEN* examined ways and means of preserving the oral tradition and keeping it alive (Dakar 1983).

Associations in many developing countries feel that the promotion of popular arts and crafts is a particularly appropriate method of asserting their cultural identity.

In many countries the associations are encouraging activities in this field, as well as the training of personnel, often with INGO support. INGOs put this question on the agenda for their international meetings, and they organize training courses for the personnel and exhibitions to awaken public interest in crafts such as weaving, ceramics, wood sculpture etc. Associated Country Women of the World (India 1970) : *International Council of Women* (Tanzania 1964); *World Union of Catholic Women's Organizations* (Cameroon 1981); *International Association of Art - Painting, Sculpture, Graphic Art* (Mexico 1984); *International Music Council* (Colombia 1979); *International Union of Architects* (Togo 1974). A number of women's international organizations have indicated that delegates from African and Asian associations attend international meetings wearing proudly their national costumes, with traditional hair styles. Their attitude is generally appreciated by delegates from western countries. In the printing sector the *Mali Association of Journalists* prefers handicraft production by small duplicating machines instead of all too expensive modern printing presses (*International Organization of Journalists* Mali 1964).

With participation of teachers from the *Training Center for the Promotion of Progressive Education*, African (Upper Volta) and Malagasy teachers have set themselves to base educational activities on the realities of their respective cultures, using music, dance and crafts to develop the sensibilities of African children.

In several developing countries national associations have adopted politico-educational programmes promoted by the authorities with a view to the country's socio-economic development. This is especially the case with Tanzanian associations engaged in popularizing the idea of self-reliance.

A.2. Consequences of the colonial past

Apparently the grievances expressed by liberation movements against colonialism's misdeeds have not led to serious ill-will among associations in developing countries towards the INGOs in which nationals of the former « colonialist » powers play an important part.

However, associations in developing countries are well aware of the more or less radical and costly transformations that must be carried out if the undesirable vestiges remaining from the colonial epoch are to be replaced by structures and practices appropriate to authentic needs.

Inevitably, attachment to particular forms and usages inherited from the past, on the one hand, and the desire to assert the cultural identity of the developing country, on the other hand, give rise to tension in people's consciousness, particularly if they have been brought up within the earlier system. Some INGOs deliberately remind their members in developing countries of the economic and social damage caused by the colonial system, warning them also against « neocolonialism ». The subject of the international meeting held in India in 1972 by the *World Federation of Democratic Youth* was " *problems arising out of aid from capitalist countries to developing countries* ". The international symposium organized in Iraq in 1977 by the *International Organization of Journalists* considered the question of « *Decolonization of news* ». The inadequate structures in the field of news reporting left by colonialism were severely criticized by the meeting, and it called for a cessation of dependence on the former colonial metropolis in the matter of news; it also urged resistance against « *aggressive news presentation* » by the media in industrialized countries.

Systematic action against the colonial cultural heritage is being carried on in the educational sector, particularly in African countries. Several INGOs concerned with education are actively participating in this movement; some of them have taken steps to create reform campaigns. The *International League for Child and Adult Education* has played a part as adviser and catalyst for teachers in French-speaking African countries as regards remodelling educational systems designed on the lines used in France. The study courses organized in Lebanon in 1972 and in Upper Volta in 1980 by the *International Federation of Training Centres for the Promotion of Progressive Education* drew attention to the unsuitability of colonial educational programmes and methods: a system was suggested that would relate the content and methods of education to the village community, to values of husbandry and to the economic development of the country. Some African teachers consider that importing objects manufactured in Europe constitutes a form of cultural neocolonialism, because such objects exhibit the

western technology and aesthetics which are often foreign to the African's susceptibilities.

A conscious awareness of the preponderating influence exercised by the West for many decades in the field of the arts was expressed by Asian artists at a meeting arranged in Japan in 1980 by the *International Association of Art - Painting, Sculpture, Graphic Art*. The Asian artists felt that the concepts and methods of European art had finally distorted the autochthonous artistic traditions of their countries, inspired as they were by religious values and a positive attitude towards crafts. Musicians from Latin American countries and the Antilles, assembled in Colombia in 1979 for a regional conference called by the *International Music Council*, likewise recommended that the teaching of musicians in the area should be adapted to the kind of music which is characteristic of popular culture in the countries of the region.

A.3. Linguistic and cultural pluralism within a given nation

In communicating with associations in developing countries through the medium of their « working languages » - which for the most part are English and/or French, sometimes Spanish - INGOs have not really taken into account the multiplicity of languages which may be used by the peoples of a single country. Even if they are used only by relatively small groups, and are without written form, these languages serve as vectors for the group's cultural heritage. Being unable to express itself in one of the widely-spread languages, that heritage runs the risk of remaining isolated from intercultural communication channels.

Some INGOs (such as the *World Young Women's Christian Association*) systematically try to help linguistic groups in developing countries to promote the teaching of their local languages while simultaneously encouraging the learning of an international language.

Since gaining independence the governments of many developing countries have been faced with the problem of choosing one or more official languages from among a sometimes impressive quantity of languages used within the country. It involves a difficult choice at the cultural, political and financial levels, and it is easy to understand that most governments hesitate for a long time before choosing.

In Cameroon in 1974 the *United Town Organization* identified ten national languages and 83 dialects. The idea of " bilingualism " which UTO has adopted implies that everyone should learn both the mother tongue and one of the international vehicular languages. Following pressure from student associations the Pakistan Government adopted a second official language in 1952,

African teachers have insisted that children should be taught in their mother tongue, whatever the country's official language may be. They consider that knowledge of several languages gives children belonging to neighbouring ethnic groups an advantage from the intellectual point of view. (Conference on pre-school education, organized in Cameroon in 1968 by the *International League for Child and Adult Education*).

Obviously it is up to the various linguistic and cultural groupings in a particular country to decide whether it is desirable for each group to have individual relations with a given INGO, or whether a single co-ordinated relationship could be envisaged. Coordination resulting from intercultural preparation at the national level is, in fact, a rare phenomenon at the present time. On the other hand, examples of fratricidal conflicts between ethnic groups in the same country are, unfortunately, more frequent: (eg Ruanda : Bahutu v Batutsi; Senegal : Diola v Ouolof; Sri Lanka : Cingalese v Tamil). It must be admitted that neither the associations representing distinctive cultures within the same country, nor the INGOs themselves, are now in a position to maintain reciprocal multilateral relations. Such relations would, nevertheless, meet the demands of a non-discriminative cultural pluralism. Many INGOs are aware of the problem, and they are hoping for pragmatic and progressive solutions.

A number of industrialized countries face problems of linguistic and cultural pluralism. In some of them, like Switzerland or Belgium, they have been solved by granting equal rights to all the languages involved.

In other countries linguistic and cultural minorities are making every effort to secure such rights: Bretons (France), Basques and Catalans (Spain); Welsh (Great Britain); Tyrolese (Italy). And then there are the ethnic minorities having the characteristics of developing communities, such as the Maoris in New Zealand, the Aborigines of Australia, the Indians in the United States and Canada. Several INGOs are undertaking social, educational and cultural activities on behalf of those groups, whose members are gradually being integrated in the life of the relevant countries.

A.4. Traditional values and their adaptation to evolving society

In spite of wanting to secure the renaissance and protection of traditional values, a number of African associations make reservations regarding certain traditional ideas and customs.

African participants at the international meeting organized in Dakar in 1970 by the *International League for Child and Adult Education* admitted the existence of a « conflict between the immobilizing forces of tradition and the forces of the future ». They

urged « rapid integration into modern ways of a revalued past ». Similarly, and more vigorously, women's associations have attacked discriminatory practices against the female sex: for example, arranged marriages; obligatory dowry (*World Union of Catholic Women's Organizations* Madagascar 1965). At the conference in Angola in 1966 of the *Women's International Democratic Federation*, the representatives of associations in developing countries decided to « fight against blind obedience to ancestral customs ». Apart from the above-mentioned women's INGOs, several others supplied moral support for women's associations in the Third World through resolutions attacking traditional discrimination against women in social, professional and political life: eg *International Co-operative Alliance*, *International Confederation of Free Trade Unions*. Tension between « ancient » and « modern » is evident in the sphere of artistic creativity. The *Nepalese Association of Artists*, during the congress in Nepal in 1970 of the *International Association of Art-Painting, Sculpture, Graphic Art*, defended artists who accepted modern influences; at the same time it was emphasized that traditional Nepalese art should be preserved and cultivated, for it is based on the country's fundamental spiritual heritage: Hinduism and Buddhism. The necessity of a creative synthesis between the restored cultural heritage and the contributions from contemporary civilization has been asserted both by the *Society of African Culture* (Dakar 1960) and by African teachers. « We want to graft the foreign branches on the old tree trunk of our Mother Africa ». (*World Confederation of Organizations of the Teaching Profession*, Dakar 1962). The Conference of the *International Institute of Administrative Sciences* (1979) drew attention to the administrative problems that could be caused by « indiscriminate transfer of administrative principles or techniques of the industrialized countries to the developing countries ».

Mutual information and dialogue between associations in developing countries and those in industrialized countries are deliberately encouraged within the *Pan Pacific and South East Asia Women's Association* (New Zealand 1972), which has member associations in both categories.

A.5. Regional and intercultural solidarities

The search for values constituting a cultural identity, and efforts to strengthen this identity, have led associations in Third World countries to develop links of cooperation and friendship with similar groups in other countries of the same region. Naturally these links appear within a regional organization such as the *Society of African Culture*, whose meetings and publications are intended to reinforce cultural solidarity between African intellectuals and artists, but achieving intercultural

solidarity brings problems in those countries where different ethnic and religious groups coexist. (See section A.3). In Nigeria a women's organization has secured positive results from these efforts to encourage harmonious relations between members belonging to different ethnic and religious groups (*World Union of Catholic Women's Organizations*, 1981). Other examples of intercultural relations are supplied by the Cameroon branch of the *World Union of Catholic Women's Organizations* (1965) and the *West Bengal Association* affiliated to the *International Council of Women* (1970). The first one has set up regular relationships with a group of Protestant women, and they adopt resolutions on mutual understanding. The Indian association has established food centres which are available to Hindu and Muslim women without distinction (contrary to current usages). In some cases an association in one country has decided to initiate contacts with another country's association, where political and psychological relations were unsatisfactory, in order to improve reciprocal understanding. Initiatives of this kind have been taken within the framework of, and with support from, the INGOs to which such associations are affiliated. Within the *World Young Women's Christian Association* a rapprochement was effected between the Japanese and the South Korean associations (1970), as well as between the Malaysian and the Philippine ones (1979). The *Friends World Committee for Consultation* helped in 1965 to bring the Mexican association into contact with the United States association. Cooperation between associations in the same cultural region has sometimes led to the creation of a regional body. The latter often comes to serve as intermediary between the national associations and an international organization. At the request of its member associations the *World Federation of United Nations Associations* has set up a regional bureau for Asia (India 1963) and another one for Africa (Nigeria).

With the cooperation of members in various cultural regions the *World Federation of Trade Unions* issues regularly five regional bulletins.

In 1953 the *Women's International Democratic Federation* called an independent Conference of African Women. An *African Scout Conference* was held in 1969 on the initiative of African associations. While retaining a degree of independence, this regional organization cooperates closely with the *World Organization of the Scout Movement*. An Inter-American scout conference took place in 1964. Regional centres in Africa, Asia and Latin America have developed spontaneously within the framework of the *Friends World Committee for Consultation*. In 1960, in cooperation with *World University Service*, an association was established in one of the Indian

States in order to develop university cooperatives. This association has helped to form analogous associations in other Indian States, and subsequently in some of the South Asian countries.

A.6. Attitudes towards INGOs

Spontaneous participation by Third World associations in INGO operations, and a general wish to intensify such participation, bear witness to the self-confident attitude of such associations, some of which owe their development to the INGO concerned. (See section B.1.).

Associations in developing countries do not hesitate, however, to criticize manifestations of the colonial past which seem to them to be incompatible with the blossoming of their cultural values. Criticisms like this are sometimes put forward during meetings of the INGOs to which the associations are affiliated. The associations attack « Western models » which continue to be transplanted into the different sectors of life in developing countries, without thought for their suitability to the local milieu (*International Union of Architects*, Senegal 1980; *Catholic International Education Office*, Philippines 1971). At international meetings speakers from associations in the Third World often reveal their attachment to their cultural identity (*Friends World Committee for Consultation*, Japan 1964; *International Association of Art-Painting, Sculpture, Graphic Art: International League for Child & Adult Education*, Congo Democratic Republic 1965). Several associations have complained that the real situation in developing countries has been insufficiently considered during international discussions. (*World Union of Catholic Women's Organizations*, 1981).

Associations in developing countries have been sending numerous urgent appeals to INGOs to undertake activities in their country; and they express their disappointment when their demands are not met (*International Confederation of Free Trade Unions*, India 1981).

A.7. Trends towards universality

Side by side with the affirmation of cultural particularities which sometimes tend to emphasize traits that differ from cultural characteristics of the Western world, we not infrequently find declarations and actions by associations in developing countries that reveal a genuine appreciation of the associations in industrialized countries and of INGOs in general, as well as a desire to cooperate with such bodies.

The *Society of African Culture* (Ivory Coast 1977) organized a symposium on African spirituality and Christian faith. Another international meeting of the *Society* (Paris 1956) proposed to 'encourage the integration of negro culture with human culture in general'. Specialized associations recognize the benefits they draw

from cooperation, through the competent INGOs, with their opposite numbers in the industrialized countries. Thanks to seminars arranged by the *International League for Child and Adult Education* (Congo Democratic Republic 1965) African teachers were initiated in modern teaching methods applied to the situation in their countries. Indian artists deliberately take as their inspiration the organizational techniques adopted at the Venice and Paris Biennials (*International Association of Art-Painting, Sculpture, Graphic Art*, India 1966). In 1972 the Bombay Youth Movement (India) decided to obtain information through the *World Federation of Democratic Youth* on the working methods of youth organizations in different countries. The *Arab Towns Organization* recommended its members to adopt the twinning procedures drawn up by the *United Towns Organization* and to affiliate to the latter body (1971).

A statement adopted at the triennial congress in Canada in 1975 of the *International Association for Religious Freedom* summarizes an agreement among Buddhist, Muslim, Hindu and Christian groups on their common undertaking to apply their joint ethical principles in everyday life.

A.8. Effective influence on INGO activity

We shall end this section by giving some examples which illustrate the various kinds of influence that associations in developing countries are able to exercise within the INGOs to which they are affiliated.

In the first place, it is appropriate to mention the growth in numbers of such associations during the last two decades; this is in fact a general phenomenon experienced by practically all INGOs. A comparison of the position in 1960 with that of 1980 reveals the quantitative increase and the consequent growth in the associations' cultural influence. The *International Cooperative Alliance*, with a geographical profile that used to be traditionally Western, has indicated that the number of its member associations in developing countries overtook those of the industrialized countries in 1971. The growing number of national associations in developing countries between 1964 and 1978 is shown by the figures published in the magazine - *International Associations* ». 1981 No 4, p. 226,

	1964	1978
Africa	55	129
Asia and Australasia	77	488
Latin America	82	314

Electing a member of an association from a Third World country to a responsible position in an INGO implies recognition both of his personal qualities and the value of the association he represents. In carrying out presidential functions he will reveal cultural characteristics, thus affording all members of the INGO a chance to become acquainted with his country's culture.

A considerable number of members of associations in developing countries have been elected to the post of INGO president since 1960 : eg 1962 - Senegal (*United Towns Organization*); 1972 - Japan (*International Association of Art-Painting, Sculpture, Graphic Art*); 1979 - Thailand (*International Council of Women*); 1981 - India (*International Union of Family Organizations*); *International Movement of Catholic Students*; 1981 - Ghana (*International Council of Scientific Unions*); 1980 - Cuba (*International Radio and Television Organization*).

On the initiative of particular associations in Third World countries, and thanks to their persuasive powers, resolutions have been adopted at certain INGO assemblies on subjects of special interest to members of the associations concerned. Among the subjects involved there have sometimes been questions of general interest which exceed those associations' sphere of technical competence. However, by adopting the resolution the majority of the INGO's members have given evidence of solidarity with the association in the developing country. Thus Pacific region members of the *World Young Women's Christian Association* obtained a condemnation of nuclear testing in their region (1967).

In 1960 the same INGO admitted a Chinese association in Taipei (Taiwan) as local affiliate. The World YWCA continued to cooperate with this association in spite of outside pressures based on opposition by China (People's Republic), which condemned all international relations with associations in Taiwan.

Following a motion put forward by the Argentine association, a resolution calling for the abolition of capital punishment was adopted by the *World Federation of United Nations Associations*. *PEN International* has adopted several resolutions put forward by member associations, requesting the relevant governments to set free writers who had been imprisoned for expressing their opinions (Ivory Coast 1967; Seoul 1970).

An International Day in favour of Cyprus was proclaimed in 1952 by the *Women's International Democratic Federation*. The *International Organization of Journalists* asked its members in 1982 to observe a solidarity week for the journalists and the people of Guatemala.

Some of the decisions taken at international meetings, following proposals by associations in developing countries, indicate the latter associations' influence at the international level as well as the sympathetic feelings of associations belonging to other cultural regions.

International support given by an INGO for specific activities of a member association is particularly valuable for the latter, and it can prove to be fruitful at the intercultural level.

Without forming an autonomous regional association. African teachers met regularly within the framework of the *World Confederation of Organizations of the Teaching Profession* assemblies. Their decisions concerning their activities in Africa have always been ratified by the World Assembly.

The *World Federation for Mental Health* is studying a proposal submitted by the Zambia section, urging that the question of birth control should be included in current mental health programmes.

Regional conferences called by INGOs to deal with questions concerning a particular cultural region have usually left the intellectual responsibility for the results of the meeting to the associations in the region. An example is the conference on the Africanization of school curricula arranged in 1965 (Congo Democratic Republic) by the *International League for Child and Adult Education*. During the African Conference called in Nigeria in 1979 by the *International Federation of University Women* African and European teachers adopted joint recommendations on revising the content and methods of education in Africa. After a regional seminar organized in Togo in 1979 by the *International Union of Architects*, Togolese architects secured the adoption of a resolution urging the promulgation of a national statute for architecture, then lacking in their country.

Quite a number of resolutions adopted at the international conferences convened by INGOs derive from the grievances of women's associations in developing countries and their protestations about the various forms of discrimination practised against them. *World Union of Catholic Women's Organizations* (Tanzania 1962); *International Council of Women* (India 1961); *World Young Women's Christian Association* (Fiji 1980); *Women's International Democratic Federation* (Bolivia, Ethiopia, Ecuador, Mozambique 1979-1982).

Finally, individual INGOs have expressed in general terms, through resolutions voted at their assemblies, their solidarity with the developing countries, and they have appealed to their members to translate such solidarity into acts for the benefit of the African, Asian and Latin American countries; eg *Coordinating Committee for International Voluntary Service* (India 1980).

B. Action taken by INGOs with a view to promoting intercultural communication

B.1. Help in setting up and consolidating national associations and material support provided for this purpose

B.2. Moral support and aid for development programmes

B.3. Regional structures of INGOs

B.4. Promotion of intercultural understanding

B.5. Cultural and ideological influences on associations in developing countries by INGOs.

B.1. Help in setting up and consolidating national associations and material support provided for this purpose

A new national association has sometimes been set up following an international meeting held in a given country. The *Tunisian Committee for Youth Workcamps* came into existence in 1969 after an international seminar organized in Tunis in 1966 by the *Coordinating Committee for International Voluntary Service*. During the years 1968-1972 the *International League for Child and Adult Education* acted as midwife for several French-speaking African associations (Senegal, Dahomey, Cameroon), initiating them into the administrative procedures governing the operations of voluntary organizations, among other things. The *International Federation of Training Centres for the Promotion of Progressive Education* contributed effective teaching aid to associations in Dahomey, Madagascar, Togo, Cameroon (1967). Efforts in Africa since 1958 by the *World Confederation of Organizations of the Teaching Profession* aimed less at creating new associations than giving technical aid to existing ones that were in a precarious state. The Confederation provided help in such matters as the drafting of constitutions, drawing up the budget and the conduct of international relations. At the request of some of the teachers' associations, the World Confederation organized training courses for national and regional leaders (Nigeria 1962). In consultation with the associations concerned, it has prepared a « Guide for Teachers' Organizations in Africa » (1963) and a « Manual on Improved Conditions for Teaching Personnel » (1964). The *Women's International Democratic Federation* offered crucial assistance in setting up a *Women's Democratic Federation of Bolivia* (1978), a *General Union of Libyan Women's Associations* (1978) and a *Revolutionary Union of Ethiopian Women* (1980).

One of the most frequent types of material aid provided by an INGO to associations in Third World countries consists in offering travel and study bursaries to members of such associations. It can be said that practically all INGOs having members in developing countries have made one or more travel grants to nationals of such countries for purposes of attending an international meeting. Another kind of bursary enables the beneficiary to spend several weeks or months in a foreign country to gain new experience. These bursaries have been generally held to be effective ways of completing the training of leaders of newly-established associations. Examples of long-term bursaries come from : *United Towns Organization* (1962 : bursaries awarded to Senegalese and Moroccans); *International Organization of Journalists* (bursaries for several

months awarded to journalists from developing countries to attend training courses in Budapest and East Berlin, *World Young Women's Christian Association* made training grants during the period 1965-1975 to 45 associations in African, Asian and Latin American countries. Plenty of other INGOs have been offering this kind of bursary, the cultural implications being obvious.

Useful assistance is likewise given by INGOs to associations in Third World countries by seconding to them, for a fixed period, either international staff members or other competent people recruited for the purpose.

In 1969 the *International League for Child and Adult Education* sent a group of advisers to Kinshasa (Zaire) for several months in order to collaborate with local teachers in reforming educational programmes. From 1960 to 1981 47 associations belonging to different countries in Africa, Asia and Latin America received help from foreign personnel through the *World Young Women's Christian Association*. In addition, the World YWCA recruited 149 volunteers who were sent to Third World countries between 1965 and 1976 to work with national associations. The *World Federation of Democratic Youth* sent teams of young people in 1964 to help develop the activities of youth associations in Syria, Bangladesh, Panama and various African countries. As far back as 1954 the *International Movement for Fraternal Union among Races and Peoples* was sending out expert teams (agriculturists, engineers, technical instructors) to Lebanon, Syria, Ruanda and Brazil. Thanks to the *Coordinating Committee for International Voluntary Service*, experienced volunteers went to the various Latin American countries to train "volunteers".

Under the auspices of the *United Towns Organization* three teams of doctors, social workers and technicians worked for three weeks in Upper Volta. In 1962 the *World Union of Catholic Women's Organizations* sent an instructress to help the *Association of South Korean Women*. Apart from these examples of » technical assistance » through personnel, direct financial support should be mentioned (coming from such organizations as the *World Young Women's Christian Association*: 37 associations in developing countries made gifts to other associations between 1967 and 1971. It is customary for associations in industrialized countries to take responsibility for the projects of sister-associations in developing countries; *Friends World Committee for Consultation* etc. And finally there is aid in the form of equipment (furniture, typewriters, etc) and even the supply of wool to the women of Uganda (1965 - *World Union of Catholic Women's Organizations*). As for actions of solidarity in favour of associations in Third World countries, the international organization sometimes merely acts as inter-

mediary, the actual concrete help being contributed individually by particular member-associations. Thus in 1969 the Canadian and Swiss branches of the *World Confederation of Organizations of the Teaching Profession* supplied help in developing educational publications to teachers' associations in Kenya, Liberia and Sierra Leone.

To conclude, associations in the country where an INGO has its headquarters may give special assistance to particular associations: the French section of the *International League for Child and Adult Education* has contributed to the financing of projects undertaken by new African associations; the British section of the *Associated Countrywomen of the World* gives financial support to activities of certain member-associations in Asia and Australasia. National sections of the *League of Red Cross Societies* make a general contribution towards the expenses of associations in developing countries.

B.2. Moral support and aid for development programmes

Apart from financial and technical help INGOs are continually giving member-associations their moral and intellectual support. As an example of this, the *International Confederation of Free Trade Unions* has taken up the defence of Bolivian and Chilean trade unions against repressive governmental measures (1969). The *International Federation of Free Teachers' Unions* protested against the imprisonment of leaders of teachers' unions in Guatemala and Costa Rica. In a similar way the *World Federation of Teachers' Unions* intervened on behalf of Senegalese teachers (1975). INGOs frequently demonstrate their moral and material sympathy for those of their members who have been struck by natural disasters or by war. The *Women's International Democratic Federation* and the *World Federation of Democratic Youth* organized collections in 1970 on behalf of their members in Vietnam, and they gave a hospital to that country. Practically all the INGOs consulted have held one or more international meetings in a Third World country during the period 1960-1980. In addition to the international conferences, many of which were statutory general assemblies or congresses, numerous seminars, symposia and regional study courses took place in these countries, being devoted to subjects of special interest for developing countries. The personal contacts and the intercultural exchanges enjoyed in this way by the youthful associations in these countries constituted a great moral encouragement for them, and stimulated their activities. A good illustration of the stimulus to national projects arising out of an international contribution is furnished by the action of several women's international organizations aimed at promoting women's

rights in Third World countries. Well in advance of the United Nations proclamation of an « International Women's Year » (1965), a multiplicity of surveys and meetings in Third World countries by women's international organizations backed up the efforts of local associations to secure the application of women's rights in the moral, social, economic and political spheres. Even in 1948, before the countries concerned had gained their independence, the *Women's International League for Peace and Freedom* was organizing civics courses for women in Senegal, Nigeria and Ghana. Other international organizations have undertaken similar work. To mention only a few examples: *Women's International Democratic Federation* (Congo Democratic Republic 1971, Pakistan 1977, Ethiopia 1980); *World Young Women's Christian Association* (Geneva 1963, 1966); *International Council of Women* (Tehran 1966); *World Union of Catholic Women's Organizations* (Madagascar 1965). The women's rights campaign has also been supported by non-feminine organizations: the *International Cooperative Alliance* (Women's participation in co-operatives, Moscow 1980); *International Confederation of Free Trade Unions*. The latter organization took the initiative in founding and helping a regional Commission for the defence of human rights and trade union rights in Latin America (1982). The Confederation is currently advising new associations on legal problems (eg miners' unions in South Africa). The *League of Red Cross Societies* frequently advises its national branches in developing countries as regards solving humanitarian problems. The *International Union of Family Organizations* assists its members in developing countries by undertaking studies on family structure in the various cultural regions of the world and submitting the results of these studies for discussion during regional conferences (India 1966, Ruanda 1970, Morocco 1973). In 1983 the *International Federation of Training Centres for the Promotion of Progressive Education* helped to regroup its African affiliates in order to "encourage the expression of specifically African problems".

Thinking on fundamental revision of scholastic programmes in French-speaking Africa has been stimulated by research and meetings under the auspices of the *International League for Child and Adult Education* (Senegal 1962, Congo Democratic Republic 1965). Following on research undertaken in 1979 in Indonesia on how to solve the problem of shanty towns, the *International Union of Architects* worked out an operational method in 1981 that could be applied to other Third World towns. Under this heading mention should be made of another method used quite frequently by INGOs in order to help the development of associations in Third World countries: training leaders of such asso-

ciations by working for a period in the international secretariat or in the secretariat of a well-established national association. It is by no means uncommon for an INGO to organize training courses for the personnel of associations in a given region. Several regional courses have been run by the *World Confederation of Organizations of the Teaching Profession* (eg Senegal 1962).

B.3. Regional structures of INGOs

The setting up of regional structures within an INGO arises primarily from the wish of members situated far away from central headquarters to strengthen communications with members who are geographically and culturally nearer. The *International Cooperative Alliance* has set up Regional Bureaux in Asia (1960), Central and Eastern Africa (1968), West Africa (1980) and Latin America (1982), assigning them the aim of « discovering new ways of reaching a definition of cooperative principles appropriate to the region concerned » (Ibladan 1979). Here is a clear case of recognition by an INGO of the cultural autonomy of its regional constituents. The number of INGO regional bureaux and secretariats seems to have been growing in recent years (eg *International Confederation of Free Trade Unions*; *World Federation of United Nations Associations*; *Friends World Committee for Consultation*; *International Union of Architects*; *International Council of Women*; *Women's International Democratic Federation*; *International Union of Family Organizations*; *Coordinating Committee for International Voluntary Service*). If a formal regional bureau has not been constituted there are certain INGOs which have appointed someone belonging to a particular region to facilitate communication between the INGO and its members in that region (*World Confederation of Organizations of the Teaching Profession*). INGOs having regional structures, just as much as the others, periodically enter into direct relationship with their member associations in developing countries by means of regional meetings devoted to subjects relevant to the interests of those associations.

The conclusions reached at regional seminars often form the basis for diversified INGO programmes (eg *Women's International Democratic Federation*: Latin America 1968, Africa 1970, Asia 1971; *World Confederation of Organizations of the Teaching Profession*: Africa 1961, Asia 1958; *United Towns Organization*: Africa 1961; *International Union of Architects*: Asia 1980, Latin America 1980; *Friends World Committee for Consultation*: Asia 1973, Africa 1975; *International Confederation of Free Trade Unions*: Africa 1980, INGO periodical publications constitute a classic means of communication between members belonging to different cultural regions. Conversely, news deriving from associations in the regions has in recent

years been given more and more space in INGO periodicals, thus encouraging intercultural exchanges. Sometimes INGOs will devote the whole or the greater part of their periodicals to non-European cultural values : Bulletin of the *International Association of Art-Painting, Sculpture, Graphic Art*: 1960. Artists of the Orient; Review of the *World Federation of Democratic Youth* : 1966. Peruvian Youth; Bulletin of the *International Union of Family Organizations* : 1979. Childhood in Asia and in the Arab countries; *International Council of Music*: 1957. Traditional Music of Asia; 1960. African music. The magazine « Transnational Associations »*, published in alternate months by the *Union of International Associations* is open to non-governmental organizations for reporting their activities and reflections on associative life in the different regions of the world. Finally, if it is the Western languages that are commonly used in INGO periodicals, the languages of other cultures are beginning to make their appearance : Hindi (*International Confederation of Free Trade Unions*); Arabic and Swahili (*Friends World Committee for Consultation*).

B.4. Promotion of intercultural understanding

During and after the 1960s references are to be found in the programmes of INGOs on the necessity of cooperating with associations in developing countries. This « ideological - solidarity with Third World countries is initially based on ethical principles. These follow from the Constitutions adopted by the majority of INGOs, calling for solidarity and mutual aid between individuals and groups belonging to different peoples. The entry of new nations *en masse* on to the world stage challenged INGOs to try to apply the principles of solidarity and mutual aid on a broadened international scale. For this purpose INGOs are developing information, study and education programmes on behalf of their members, with the aim of interpreting and securing understanding for cultural differences within the international community. With the increasing knowledge among INGOs of the real conditions in developing countries, they are becoming much more sensitive to the specific cultural identity of these countries and the relative value of Western models. « *Western technology is not always suitable for application in developing countries* »* was the conclusion at an international meeting in London in 1979 of the *Friends World Committee for Consultation*. People have begun to recognize the advantage, the necessity even, of securing participation by national technicians in putting into practice internationally-assisted projects, and of using as far as possible local materials in their execution (*International Union of Architects*. Togo 1972; *International Council of Women*. Djakarta 1979-1980). With an analogous concern for promoting authentic cultural

values, several international organizations have encouraged a renaissance of handicrafts in Asian and African countries (*Associated Country Women of the World*; *International Council of Women*; *Women's International Democratic Federation*; *World Young Women's Christian Association*).

Quite a number of international studies and meetings have been devoted to examining the economic and sociocultural problems of developing countries. The *International Confederation of Free Trade Unions* has held a number of meetings on development and employment in Africa on the basis of research and consultation among African trade unionists. The Confederation has published a document entitled "*Prospects for Development in Africa* " of which the substance was submitted to ECOSOC and the EEC (1981). The *International Federation of University Women*, at its triennial congress in the United States (1971), invited the assembled members from different regions of the world to reflect on the « *extension of traditional concepts behind political opinions, such as national identity and sovereignty, towards broader allegiances involving the world community of peoples* ».

In the framework of its international conference in New Delhi (1966), the *World Young Women's Christian Association* held several working meetings devoted to discussions on African cultures. The same INGO considered economic, social and cultural problems of developing countries during international conferences held in United States (1970) and Uruguay (1979). As early as 1960 the World YWCA had urged its members in both industrialized and developing countries to think about world problems such as hunger, health, status of women, science and society, urbanization, the armaments race... In cooperation with UNESCO, the *United Towns Organization* carried out a survey in 1980 concerning its members participation in cooperative efforts with developing countries. While 35.9% of the members stated that projects had been successfully carried out a further 10.8 % indicated that they had projects in hand.

The UNESCO « Major Project » aimed at enhancing « *reciprocal appreciation of cultural values between East and West* " (1956-1966) stimulated a number of INGOs to encourage such appreciation among their members in specialized fields. Thus the *International Union of Architects* held a symposium in Lebanon in 1966 on the mutual influences of cultures and architecture in Eastern and Western countries. In 1968 the *International Association of Art-Painting, Sculpture, Graphic Art* organized an exhibition that brought out the reciprocal influence of Japanese art and Western art during the last century.

In 1965 the *World Federation for Mental Health*, to help its members to understand

aspects of Eastern thought, published and distributed a monograph on the concept of mental health in traditional Chinese thought.

An inter-organization consensus in favour of solidarity between countries of differing civilizations became evident during an international conference held in Iraq in 1982. The following organizations, representing differing ideological positions, took part : *International Organization of Journalists*; *International Federation of Journalists*; *International Catholic Union of the Press*; *Association of Latin-American Journalists*; *Federation of Arab Journalists*. The conference reached an agreement to use modern means of communication « *in such a way as to contribute to rapprochement between peoples while respecting their cultural identity as well as the diversity and heritage of each nation* ».

Several INGOs have taken steps to promote a dialogue between the different religions. In 1966 in Sri Lanka and in 1971 in Ghana the *World Young Women's Christian Association* inspired discussions among its members to examine ways of improving comprehension of doctrines and experiences of non-Christian religions, and to try to identify common ethical preoccupations and practices as they affect human individual and collective life. An international conference convened in India in 1960 by the *Friends World Committee for Consultation* likewise set up a dialogue between Christians and spokesmen for the different Indian religions, with a view to finding converging points at the spiritual and ethical level. In 1978 the same INGO organized a symposium during which Christians and Buddhists examined the idea of social responsibility and the aims of young people's education.

Since 1970 the *World Jewish Congress* has been holding periodical study meetings (1979. 1981. 1982) attended by representatives of different Christian denominations : Protestant (under the auspices of the *World Council of Churches* and the *Lutheran World Federation*); Catholic (Vatican Commission for Religious Relations); Orthodox (Panorthodox Conference). These meetings aim at enhancing comprehension of the religious and ethical values of the religions concerned, without neglecting the specific tenets of each. A similar object was pursued by the *World Jewish Congress* during meetings with Islamic spokesmen (*World Muslim Congress* 1981. 1982).

The activities of the *World Council of Churches* have been concerned since 1948 with relations with non-Christian religions. The Council has set up a unit for « *Dialogue with People of Living Faiths and Ideologies* ». One of the symposia organized by the unit took place in 1974 in Colombo (Sri Lanka), with the participation of Hindus, Buddhists, Moslems, Christians and Jews coming from 23 Afri-

can. Asian, European and North American countries.

The *Society of African Culture* studied relations between African cultural values and Christianity at two symposia, one devoted to Catholicism and the other to Protestantism (Ivory Coast 1977). An international conference held in Switzerland in 1961 by the *International Association for Religious Freedom* compared the fundamental Western and Eastern spiritual and moral values. A Nigerian association affiliated to the *World Union of Catholic Women's Organizations*, concerned about the ethnic and religious divisions the country suffers from, passed a formal resolution to do everything possible to speed up the achievement of intertribal and interconfessional unity.

The importance of intercultural relations has been emphasized in recent declarations by a number of INGOs. Thus the *World Federation of Trade Unions* noted that "all the problems of international community have their cultural aspect" (Prague 1984). The Federation values highly "fraternal relations and solidarity" with trade union organizations operating in various cultural regions: the *International Union for Conservation of Nature and Natural Resources* has drawn attention to the value of traditional knowledge possessed by developing countries, and expressed regret that such knowledge has not been better used in ecological programmes (1984).

If harmonious relations are to be established and maintained between groups with differing cultural traditions, then special ethical, psychological and cultural conditions need to be observed. Several INGOs have tried to draw up methodological guide-lines for Western personnel who have been called upon to cooperate with groups in developing countries. Relevant recommendations adopted at meetings held in 1973 and 1976 by the *Friends World Committee for Consultation* emphasize in particular the necessity for psychological and cultural preparation for personnel in charge of the execution of the project: for preliminary consultation with local leaders; moreover local cultural values and national aspirations must be taken into account. In Vienna in 1976 a conference called by the *Coordinating Committee for International Voluntary Service* formulated, on the basis of propositions put forward by African participants, a series of similar recommendations:

- (a) It is advisable to avoid projects prescribed by outsiders, with purely material aims, and without preliminary efforts to prepare the local population.
- (b) the project must meet the needs of the community
- (c) the project leaders must act as a team
- (d) members of the target community must be helped to integrate their own

past values and their present living environment.

Intercultural communication can become more concrete and more efficient when it is a case of relations between two groups belonging to the same INGO. By way of examples there are the contacts of a bilateral nature between the Japanese and the South Korean members of the *Friends World Committee for Consultation*; and regular relations between the United States and the Indian branches of the *World Young Women's Christian Association*.

Opportunities for intercultural communication can arise within a given country's frontiers when the latter receives immigrants or refugees. Material help for such groups has long been on the agenda of humanitarian associations. Now that immigrants and refugees have reached unprecedented numbers all over the world, and their sojourn tends to become more or less permanent, associations in many countries are tackling the problems of cultural adaptation involved when widely differing cultural groups have to live together. INGOs such as the *Friends World Committee for Consultation* and the *World Young Women's Christian Association*, have been examining the experiences of their national associations in this field. They are trying to formulate advice and lines of action aimed at encouraging mutual understanding of each other's cultural values, and helping the immigrants and refugees to maintain and develop their original culture while learning about the host country's culture. Several international meetings arranged by the *World Young Women's Christian Association* have dealt with special aspects of the immigrant and refugee problem: 1963 discrimination against immigrant women and girls; 1981 Zimbabwe, training of personnel working for refugees.

Ethnic minorities, such as the Aborigines in Australia, Maoris in New Zealand, Red Indians in USA and Canada give rise to similar problems of intercultural relations with the majority population in their country.

In numerous cases non-governmental organizations have drawn the attention of public opinion to the responsibilities of majority groupings in this field, and they have set up educational and cultural programmes for the benefit of the minorities.

B.5. Cultural and ideological influences on associations in developing countries by INGOs

Having been established in Western countries, with the majority of their members in the West, INGOs used to be blamed for imposing - intentionally or unintentionally - their ideology and their working and organizing methods on members belonging to the other cultural re-

gions in the world. Such blame is becoming less and less justified now that INGOs, fully aware of the developing world community of peoples, are in the process of abandoning their historic Euro-centred outlook in favour of cultural pluralism on a global scale. Moreover, associations in developing countries are stressing more and more clearly their specific cultural attributes, which they are determined to have respected within the INGOs.

It needs to be emphasized, however, that the principle of intercultural communication implies reciprocal influence and interaction, in both directions, between the partners involved. Hence it is right that INGOs should remain faithful to the values of Western civilization, some of which, such as those relating to Human Rights, have been incorporated in the international Charters adopted by the world community within the United Nations framework.

That the fundamental principles of Human Rights have been heartily welcomed by non-governmental associations in developing countries is a stimulating example of solidarity among culturally differing groups. The principle of equality of the sexes and the elimination of various forms of discrimination against women have had particularly strong repercussions within women's associations, thus allowing close and intense cooperation with women's INGOs. Mention has already been made of the extent to which those INGOs have given moral support and technical assistance to women's associations in the Third World, with a view to improving the social, economic and professional status of women. Given the national associations attitude, there is no question of labelling INGO initiatives in this sector as the "importation of Western ideas".

Sometimes it happens that a national association invites an INGO to organize a meeting on a subject which local public opinion views suspiciously: for example, co-education (*World Young Women's Christian Association*, 1966); birth control (*World Association of Girl Guides and Girl Scouts*, Thailand 1973).

As regards resistance to what is considered excessive Western influence the opinion of Japanese artists can be quoted (*International Association of Art-Painting, Sculpture, Graphic Art* Japan 1978). They believe that the influence of Western art should be restrained so as to allow Japanese art - which is based fundamentally on religion - to develop and flourish. On the other hand, they recognize the positive character of Western thought concerning authors' rights and the professional status of the artist. The *Coordinating Committee for International Voluntary Service* (1971) has pointed to the risk of undesirable Westernization often arising from long-term activity in developing countries by Western experts. The latter, if they have not sufficiently assimilated

the local culture, tend to introduce models of behaviour that are inappropriate in the indigenous cultural context.

In the relatively recent past Christian-based INGOs have been accused - not without some justification - of imposing on the peoples of developing countries, then under colonial regimes, foreign cultural values and ignoring practically completely the local cultural and religious background. The Western churches' close links with the colonial power served to exacerbate the censorious attitude of the local population to religious organizations.

Decolonization lifted the mortgage which encumbered the Christian INGOs because of their dependence on public authority. As for the attitude of these INGOs to the cultural and religious values of developing countries, we have found evidence of new relations in which proselytism has given place to tolerance as regards thought and behaviour inspired by non-Western values, and to a cooperative spirit as regards the various lay movements and associations which are working for the country's economic, social and educational development. (*Catholic International Education Office: Friends World Committee for Consultation, Tunis 1959, etc: World Union of Catholic Women's Organizations, Togo 1981*).

In an earlier section we mentioned some of the steps being taken by Christian INGOs to enter into a dialogue with some of the non-Christian world religions (*World Young Women's Christian Association; Friends World Committee for Consultation*).

We indicated likewise the action of the *World Jewish Congress* in starting discussions of religious and ethical ideas with the major Christian denominations and with Islam. The very possibility of such initiatives shows that even man's most intimate convictions are not beyond the dynamics of intercultural communication, in the industrialized countries as much as in the developing ones.

If the Western religious-based INGOs have muted their missionary activities in developing countries, some of the politically-minded INGOs do not hesitate to appeal to their supporters in such countries to adopt doctrines and programmes that are of strictly Western origin, such as Marxism-Leninism. At its 1966 Congress the *World Federation of Trade Unions* called on all its members, including those in the developing countries, to "Cultivate the spirit of class struggle and proletarian internationalism". In 1963 the *International Organization of Journalists* asked its Indonesian members to - *setup revolutionary journalists' task forces to work for the people and the fulfilment of the revolution* ».

In a number of cases INGOs have invited national associations to take action based on decisions, conventions or recommendations adopted by the United Nations or its Specialized Agencies. We have already noted how women's INGOs in many cases base their efforts to improve the status of women on the level and moral authority of the UN Convention (1979) « *on the elimination of all forms of discrimination against women* ». Conventions of this kind provide a dual advantage for national non-governmental associations, since they are normally adopted by a great majority of the Governments, and they are worded in such a way as to avoid offending any cultural susceptibilities; they are legally binding on all the Governments that have ratified them, and morally binding on the others. From the viewpoint of associations in developing countries there is therefore no reason for thinking of such conventions and recommendations as foreign ideological imports, but rather as solid contributions to intercultural communication on the world scale. It is in this spirit that the *International Organization of Journalists* has advised its members to study the « *Declaration on Means of Communication* » - adopted at UNESCO's international conference in 1978.

International organizations of teachers (*World Confederation of Organizations of the Teaching Profession; World Federation of Teachers' Unions; World Confederation of Teachers*) have reminded their affiliated associations, particularly those in developing countries, of the provisions set out in a « *Recommendation concerning the Status of Teaching Personnel* » - adopted by ILO and UNESCO in 1966. The provisions define, in intercultural terms, the professional, social and economic standards that should be upheld as regards teachers.

International organizations of teachers (*World Confederation of Organizations of the Teaching Profession; World Federation of Teachers' Unions; World Confederation of Teachers*) have reminded their affiliated associations, particularly those in developing countries, of the provisions set out in a « *Recommendation concerning the Status of Teaching Personnel* » - adopted by ILO and UNESCO in 1966. The provisions define, in intercultural terms, the professional, social and economic standards that should be upheld as regards teachers.

C. Observations on INGOs' contribution to intercultural communication

The starting-point for our research was the hypothesis that international non-governmental organizations constituted a particularly favorable *milieu* for intercultural communication. Justification for the hypothesis became apparent after an examination of how these organizations experienced cultural pluralism during the period 1960-1980, different aspects of which were described in Sections A and B above.

Research was deliberately confined to the relations between INGOs and associations in developing countries. The great majority of the latter are of recent origin, relatively unrepresentative in composition, and preoccupied with a critical search for cultural identity.¹

Contacts between INGOs and associations in developing countries can be viewed as relationships between two culturally distinct worlds. However, the essential feature of such relationships is their reciprocal interdependence : INGOs are

specifically looking for the adhesion and cooperation of the associations, while the latter want to affiliate with INGOs and develop working relations with them in order to participate in international life. The intercultural communication in actual fact operates in both directions.

The data assembled in the course of this research seem to indicate that interaction between the two partners is generally positive. But we will not hide critical aspects of such relations in cases when they deserve to be pointed out.

To characterize the various types of intercultural relations we have been able to identify, the following division into three categories will be used :

C.1. Some impediments to intercultural communication

Various factors impede intercultural communication : eg an uncompromising conception of cultural identity; wholesale condemnation of the colonial past; distrust of all international activities, as suspected neocolonialism; multiplicity of languages and cultures with the same country.

C.2. Progressive development of multilateral intercultural communication

This is the most frequent type of intercultural relation within INGOs. It arises between an INGO and interested associations, at the initiative of one or other partner; between member associations, at the bilateral, regional and international level.

C.3. Growing and deepening intercultural communication within INGOs

Such communication is gradually coming to be perceived in the light of participation by individual cultures in the universal cultural heritage.

C1. Some impediments to intercultural communication

The legitimate affirmation of national cultural values (eg the mentality of the inhabitants, social life, art) sometimes conflicts with differing values in other cultures, leading to relatively inhibited communication, these conflicting feelings, especially evident just after decolonisation, may not disappear completely - for they are often based on deep-rooted differences in spiritual and ethical values - but they seem to lessen as human and intellectual contacts

¹ Relations between INGOs and associations in industrialized countries have therefore not been studied. These have had longer international experience than associations in developing countries. Furthermore, a degree of cultural homogeneity attaches to associations in the industrialized countries because of their common participation in Western civilization, in spite of their individual cultural characteristics.

multiply between people belonging to different cultures (see A. 11).

The very severe criticisms expressed by developing countries about the consequences of the colonial regime did not encourage, at the start, communication between associations in these countries and the INGOs. However, their initial resentment has largely given way to a more friendly attitude in response to the declarations and actions of the INGOs, which, broadly speaking, have not only been very explicit in condemning colonialism, but have also actively striven to help the associations to substitute « Western models » by ways and means of action based on local needs and values in the economic, educational and cultural sectors (see A.2).

In countries where there are several distinct cultures, each with their own vehicular language, the associations face a delicate problem vis-à-vis the INGOs with whom they want to cooperate. In the ordinary way, communication is through the medium of an « international language », and the responsibility normally falls on the majority cultural group, the other groups being without facilities for international liaison. Genuine participation in the life of an INGO by all the cultural components of a given country faces the national associations as well as the INGOs concerned with political, psychological and financial problems that can only be resolved on a pragmatic and long-term basis (see A.3).

In developing countries the associations and the political and cultural forces have to collaborate in the delicate and often painful process of establishing an equilibrium between the traditional values on which their cultural identity is founded, and the economic, social and cultural progress they know to be advantageous and necessary. The process becomes painful when it means abandoning ancient traditions and institutions which are incompatible with the individual rights and the social organization that are called for by current trends in the contemporary world.

Maintaining equilibrium between traditional and modern values is a never-ending task in every society. This task is especially arduous for communities in developing and rapidly changing countries. Associations in such countries have to cope, therefore, with special problems in communicating at the cultural level with the outside world.

C.2. Progressive development of multilateral intercultural communication

Intercultural communication is set in motion when INGOs make contact with existing associations in developing countries or take steps to help the formation of new associations. It goes without saying that

communication operates in both directions : from INGO leaders to the national associations' spokesmen and vice-versa.

A like process of reciprocal intercultural influence takes place when members of an association - existing or incipient - are awarded bursaries by an INGO in order to travel to another cultural milieu where they can acquire professional experience (see B.1).

An opportunity for intercultural communication arises whenever an INGO gives its public support to a national association. Even if it is only a question of moral aid to an association which is in difficulties, human sympathy and cultural contacts can be shown. Circumstances favorable to human contacts and intercultural exchanges offer themselves before, during and after international or regional meetings called by INGOs, with participation by associations from developing countries. Since 1960 very many international meetings have been held in developing countries, so the associations there have been enabled to establish relations with individuals and associations having different sociocultural origins (see B.2).

Ethnic and cultural affinities between countries in the same geographical region make contacts between associations there easier and closer. When meeting in a regional framework these associations become aware of their common cultural characteristics as well as of cultural traits wherein they differ. Apart from regional organizations instigated by associations in the area, there are many that have been created within INGOs. One of the main reasons for this movement is to meet the wish of non-European associations to make their voices heard and to secure respect for their cultural characteristics. Regional meetings held under the auspices of a regional Bureau, with the principal participants coming from that region, often make a specific contribution of a kind that enriches the INGO's international programme (A.5; B.3).

Intercultural communication within INGOs is primarily a practical matter : members of associations with differing cultural values come into contact with one another, more or less frequently; they learn about their differences - and they try to understand one another. But there is no lack of reflection among INGOs on the nature of this communication. International conferences on the economic and socio-cultural problems of developing countries; symposia on mutual appreciation of cultural values by Eastern and Western countries; surveys of the attitude of members of Western associations regarding developing countries; a conference on steps to be taken to protect the cultural identity of developing countries against the baneful effects of communication media... the list is far from exhaustive, but it shows how

INGOs are preoccupied with the theoretical and practical problems of intercultural communication. What is worth stressing is the more or less generalized - ideology - among INGOs which is now characterized by a « favorable bias - towards associations in developing countries (see B.4).

Formerly the Christian Churches were supposed to have been exerting Western ideological influences on Third World countries. Their missionary activity seems to have receded in favour of educational and social work, work that is likewise carried out by Christian-inspired lay associations. Cooperation between movements originating in the West and the local groups in Africa and Asia is often based on a deepening of common ethical values. In several developing countries the influence is noticeable of certain INGOs inspired by Western political doctrines.

These INGOs secure the adhesion of autochthonous groups which are introduced to international life and to intercultural communication, being given material, educational and social support. Whatever one's judgment of the political doctrines involved, the activity of these INGOs is relevant to the structure of cultural pluralism.

The « United Nations' Ideology » has been given a sympathetic welcome by associations in developing countries, although historically and philosophically it is Western in origin. What we in fact understand by the term are the principles of Human Rights and the various international conventions which draw their inspiration therefrom. By assimilating and diffusing these principles, and by using them in their activities against discrimination, these associations are helping to prepare the ground for inter-regional recognition of universal values.

C.3. Growing and deepening intercultural communication within INGOs

In the sphere of intercultural relations the traditional independence of INGOs vis-à-vis the authorities is shown by their freedom to establish contacts between groups which diverge politically and ideologically. In some fields INGOs have taken on the role of pioneers, mapping out the route for later official action. A recent illustration of such a role is furnished by the international campaigns promoted by the UN and designated «*International Education Year*» and «*International Women's Year*». The achievements in the two « Years » were made possible by publicity and educational scale, carried out by INGOs and their member-associations during several years before the UN decision. INGOs and associations in the industrialized countries often give moral and technical support to associations in developing countries, demonstrating solidarity with their objects and projects. Association-

tions in developing countries contribute to the international activities of INGOs in their specific cultural way. Intercultural contacts between individuals and associations are multiplying between one region and another. Associations in the industrialized countries take steps to improve their methods of cooperating with associations in developing countries by trying to improve their understanding of the latter countries' cultural values. Social and educational work with immi-

grants and refugees on the part of particular associations helps their comprehension of differing values. Signs are not lacking that a number of INGOs are concerned about intercultural communication in its deepest connotation: as acceptance, without discrimination, of the differences in perspective of all the cultures that contribute to the universal cultural heritage, each one supplementing and enriching the others. In this perspective several inter-organization

meetings have reached a consensus in spite of the divergent opinions represented. Important symposia organized by INGOs have brought together representatives of the world religions, in order to try to identify common ethical and practical preoccupations. Associations in developing countries have warmly welcomed the principles of Human Rights, which, though Western in origin, promise to become one of the important rallying-points for a universal civilization.



LES ONG ET L'ENSEIGNEMENT EN AFRIQUE

par Michel Descamps*

Notre contribution au Colloque d'étude et de débats organisé par l'Union des associations internationales se voudrait à la fois modeste et insistante.

Pour de tels débats, en effet, les personnes les plus qualifiées avec notre secrétaire général seraient sans doute les membres africains du Conseil de notre organisation et le Secrétaire régional pour l'Afrique et Madagascar; mais c'est une occasion de le rappeler dans un débat touchant à la fonction, aux responsabilités, aux devoirs et aux fonctions que doivent se proposer les associations, la précarité des moyens matériels dont on dispose pour donner à des personnes qualifiées et compétentes la possibilité de s'exprimer personnellement constitue une réelle entrave à une représentativité harmonieuse et optimale.

D'ailleurs, sans que je veuille en aucune manière donner en ce moment une touche critique, je suis convaincu que nous risquons d'assez graves erreurs d'appréciation si, lorsque nous définissons certains champs de recherche de type continental en utilisant les vieilles divisions auxquelles nous sommes habitués et qui sont d'ailleurs extrêmement commodes, nous croyons ou affectons de croire qu'il y a une réelle unité de mentalités ou de modes de discussion.

Depuis quelques années, on a pris l'habitude de ne plus dire l'Amérique tout court

mais de dire volontiers les Amériques; je suis convaincu qu'il convient d'aborder des problèmes de type régional et continental avec une grande humilité quant à l'extrême diversité des situations qui peuvent se présenter.

Néanmoins il est des personnes qui ont eu suffisamment d'occasions de circuler à travers un continent pour pouvoir non seulement en apprécier les lignes de convergence, mais aussi pour, avec un esprit critique judicieusement appliqué avec la compréhension amicale que ne peuvent manquer d'avoir tous ceux qui s'engagent dans la vie et dans la compréhension internationales, en faire valoir les divergences de sensibilité, parfois le foisonnement des possibilités d'expression, et, en tout cas, la richesse des pratiques spécifiques qui appellent le respect.

Il convient sans doute, en conséquence, d'être modeste. C'est dans cet esprit que nous avons recueilli et provoqué une synthèse d'une part sur les sources de solidarité qui nous ont paru assez spécifiques de l'ensemble des populations du continent africain et des îles africaines apparentées; d'autre part, sur l'analyse des situations de relations entre le gouvernement et le non gouvernemental, ou encore, en d'autres termes, sur les possibilités dynamiques d'initiative privée par rapport à la fonction étatique et aux pouvoirs officiels; enfin sur un certain nombre de spécificités relatives à la communication inter ou transculturelle.

D'autant qu'en bien des domaines, la variété des expressions culturelles se doit

de rechercher des analyses de convergences et de différences, alors qu'après tout les interférences provenant de modes de vie, d'expressions, de mentalités, de réalisations artistiques ou autres... amenées par des conquérants souvent arrivés du Nord, de l'Est, du Sud ou de l'Ouest ne se situent jamais que dans quelques malheureux petits siècles de l'ère présente, alors que les traditions, us et coutumes ancestrales s'étaient enracinées et avaient pu porter déjà longtemps des fleurs et des fruits non encore, grâce à Dieu, stérilisés.

On voudrait présenter ici comme une sorte de monographie non pas d'une situation particulière mais d'une situation-type qui se retrouve en divers pays d'Afrique et, d'ailleurs, soit de tendance libérale, soit de tendance collectiviste.

Il est d'ailleurs difficile de faire des rapports concis, car il s'agit de la vie des populations, des diverses personnes engagées dans les diverses fonctions éducatives dans l'école ou autour de l'école : directeurs et anciens élèves; enseignants et parents ainsi que les autres éducateurs : toutes ces personnes sont affrontées à la réalité de chaque jour avec une volonté commune de service des jeunes en dépit des difficultés qui sont généralement le manque de moyens matériels, et très souvent les effets de la température ou du climat (notamment la sécheresse).

Il est des pays où l'on trouve une harmonisation (parfois même une sorte de symbiose) entre les établissements scolaires

* Représentant permanent à Paris de l'Office International de l'Enseignement Catholique (OIEC).

d'initiative publique et les écoles d'initiative privée.

Cela peut se faire soit par convention formelle, soit par accord plus ou moins tacite et en tout cas réellement dans la pratique. On constate ainsi dans les meilleures hypothèses à la fois un maintien de la personnalité de l'enseignement d'initiative privée, et corrélativement l'insertion dans l'ensemble du système d'enseignement national (il est même des pays où l'enseignement national est officiellement affirmé comme constitué par les établissements d'initiative des pouvoirs publics et les établissements d'initiative privée).

D'autre part, cela suppose, notamment en ce qui concerne les établissements et organisations nationales d'écoles qui sont membres constituants de l'Office international de l'enseignement catholique, qu'il y a une volonté de participation réelle à la convivialité de la nation, constituée de divers éléments sur le plan ethnique ou sur le plan religieux : chrétiens, musulmans, religions autochtones...

La participation au développement suppose un engagement dans le développement socio-culturel du pays, une participation aux tâches d'éducation et de développement du pays. Cela se manifeste par l'établissement de relations entre les diverses catégories et l'école est souvent un lieu privilégié de cette rencontre.

En effet quelle que soit l'origine de l'établissement scolaire, les anciens élèves des écoles se retrouvent dans les rouages de l'administration, dans les cadres de l'administration. (On a lu par exemple une expression de cet ordre provenant d'anciens élèves de l'enseignement catholique ou d'écoles protestantes, même non baptisés : *"Quand on nous enseigne l'amour de Dieu pour tous les hommes, c'est bon pour les musulmans comme pour les chrétiens ou les animistes"...*)

C'est de cette manière qu'il y a une sorte d'émulation entre les divers services d'enseignement, communes et paroisses, écoles, parents, enseignants, anciens élèves orientés vers la mise en œuvre d'un véritable projet éducatif qui permet d'associer le maximum d'éducateurs et de personnalités attachés au bien public.

Nous avons demandé à des collaborateurs particulièrement au fait des réalités africaines de nous présenter quelques considérations et notamment l'un d'entre eux qui a une longue expérience et exerce d'importantes responsabilités dans le domaine de l'éducation a bien voulu nous suggérer les considérations suivantes.

Il nous propose de rechercher, dans le terroir, la vie sociale, la société humaine elle-même, plusieurs sources autochtones de solidarité :

1. Solidarité clanique, fondée sur les liens du sang. Elle exige le partage des biens en tous les besoins, sans doute spécialement au sein des villages, mais aussi avec des prolongements dans les villes ainsi que dans les structures de la vie politique et de l'organisation du travail salarié.

On en constate un impact sur le développement global :

- d'une part, cela constitue un élément essentiel de cohésion sociale, qui a été un élément fondamental de maintien de la société autochtone, face à une déstructuration entraînée par les processus divers de colonisation;

Cette solidarité constitue un des moyens pour soutenir la montée des jeunes dans le domaine des études et dans l'acquisition des compétences nouvelles exigées par les conditions actuelles de la vie en société;

- et il en résulte aussi, peu à peu, comme un soutien en retour, vers le développement matériel de la vie rurale (soutien, à partir des villes, de certaines activités d'élevage, de cultures, de conception de maisons en matériaux durables...).

2. Solidarité professionnelle

Ce sont des associations à caractère professionnel : elles se constituent souvent sous l'influence des structures associatives qui n'ont pas leur origine dans le terroir africain lui-même, mais elles sont adoptées en raison des besoins de liens nouveaux de solidarité.

Les syndicats, souvent issus " des » syndicats plus ou moins existants jadis tout en conservant des branches spécialisées se constituent ainsi et cherchent leur personnalité comme les associations de personnes exerçant les « professions libérales » (médecins, pharmaciens, écrivains, professeurs etc.); associations de caractères industriel ou commercial voire sportif ou de toute branche ayant un aspect professionnel.

Cet aspect de la solidarité professionnelle, ne manque pas d'impact sur le développement global : promotion des droits dans la construction d'une société nouvelle, défense de l'action économique; promotion de certains avantages sociaux; représentativité auprès des autorités civiles.

Il sera convenable de remarquer que cela ne va pas sans certains risques: risque de prise de pouvoir totalitaire privilégiant le commandement sur l'association; ou, a contrario, l'association de simple amitié, n'entraînant pas la prise de conscience d'un véritable engagement.

3. Solidarité philanthropique et culturelle

Ici encore, ce n'est généralement pas de motivation autochtone à proprement parler.

On peut en relever deux lignes d'origine :

- les confessions religieuses d'une part et les regroupements plus ou moins internationaux.

D'une part, les confessions religieuses ont introduit en Afrique des formes d'organisation susceptibles de s'adapter partout à travers le monde. Quelle que soit la dénomination juridique, il s'agit généralement d'associations sans but lucratif, c'est-à-dire s'interdisant de distribuer des bénéfices à ses membres; leur but est de constituer des interlocuteurs dans le domaine social où elles agissent (écoles, établissements sanitaires et sociaux, vulgarisation et développement rural).

Il en est résulté que les religions locales ou les sectes se sont structurées de la même manière, pour avoir une personnalité civile et, peu à peu, cette manière de vivre en solidarité s'est étendue aux groupements d'élèves, aux anciens élèves ou encore d'autres catégories de personnes. D'autre part, simultanément, on a vu chercher à s'implanter dans les pays africains des organisations ou associations nées en d'autres pays tels que Lions ou autres Rotary, mais aussi des associations de cadres d'entreprises, de bureaux africains pour telle ou telle catégorie de sciences ou d'institutions éducatives sanitaires ou sociales (Bureau africain des sciences de l'éducation, Association des universités africaines, Société africaine de culture, etc.).

L'une et l'autre catégorie ont un impact sur le développement global: ce genre d'association semble avoir joué et jouer encore aujourd'hui un rôle primordial pour le service du développement, car il constitue une structuration sociale et administrative à dimensions restreintes, permettant l'exercice de responsabilités nouvelles, notamment entre le monde de la tradition et le monde de la modernité.

Corrélativement, ce mode de vie associative laisse une certaine liberté voire une stimulation à la créativité : domaine de la formation des hommes, domaine de la santé, domaine de la transformation rurale, domaine de l'aide caritative, domaine des appuis extrascolaires à l'éducation de la jeunesse, domaine de l'expression des dimensions spirituelles de la vie.

Enfin, devant les dimensions insuffisamment maîtrisées parfois de certaines administrations publiques, les associations peuvent jouer un rôle positif de subsidiarité; et, face aux main-mises des forces internationales, elles peuvent servir

d'appui pour une prise de parole qui, peu à peu, saura faire valoir une identité culturelle africaine

Les organisations non gouvernementales africaines jouent un rôle interne dans les pays où elles sont organisées et elles peuvent assez souvent jouer un rôle de « représentativité » à l'extérieur, soit pour certaines rencontres en Afrique, soit pour des rencontres au plan international

Mais, pour en déterminer la situation propre, il serait utile de faire des études comparatives avec la situation des O N G d'autres continents, par l'analyse de certains paramètres. Ce travail, à notre connaissance, n'a pas encore été fait. Sous cette réserve, voici quelques considérations qui peuvent retenir l'attention :

- Tutelle des Pouvoirs Publics

Dans les pays très centralisés, à structuration autoritaire, on en arrive facilement du parti unique au syndicat unique, à l'école unique, au mouvement de jeunesse unique, à l'association des parents unique; on en arrive parfois à l'absence d'association ou à la mise sous tutelle des pouvoirs publics : les consultations et concertations avec les pouvoirs publics deviennent donc rares ou très orientées. En revanche, dans un certain nombre de pays où s'exerce la liberté d'association et la liberté d'éducation, on se réjouit d'une coopération et d'une complémentarité fructueuses.

- Morcellement et décentralisation

Dans des pays très vastes, dont le réseau de communication est insuffisant, les associations se limitent généralement à des actions locales, à des micro-réalisations dispersées. Les tendances tribales, le phénomène « sectaire » dans le domaine religieux et les rivalités entre les Etats réduisent la communication, l'information et donc aussi l'organisation et l'efficacité.

Le phénomène associatif participe de conditions que l'on peut qualifier de sous-développement.

- Emergence internationale

En raison de leur faiblesse d'organisation, de moyens financiers, de poids moral dans leur propre pays, de « lettres de créances » auprès des associations fonctionnant de manière analogue ailleurs, les O N G africaines reçoivent difficilement la reconnaissance juridique et effective comme interlocuteurs auprès d'organismes panafricains ou internationaux: par exemple, comment obtenir un statut consultatif ou d'observateur auprès de l'OUA ? Comment engager des ouvertures de coopération avec des administrations de coopération ou d'assistance caritative, sans passer par le canal d'O N G ayant leur siège en Europe ou en Amérique ?

C'est pourquoi il convient de compter sur les informations et les prises de conscience dont peuvent bénéficier les commissions nationales pour l'UNESCO, dont les secrétaires généraux sont régulièrement invités à participer à des stages où, parmi les diverses questions à l'ordre du jour, peut figurer l'information concernant les organisations internationales non gouvernementales.

C'est d'ailleurs à cette fin que les représentants permanents des ONG ayant statut consultatif auprès de l'UNESCO souhaitent pouvoir rencontrer les secrétaires régionaux des commissions nationales pour une meilleure connaissance réciproque.

Il est clair que l'identité associative et la participation appellent ou sont au service de la communication inter ou transculturelle.

Les composantes culturelles imprègnent nécessairement la vitalité interne des ONG ainsi que les relations qui se créent entre elles.

Il existe malheureusement peu d'études de ces composantes et de leurs interactions entre les divers modes de communication; voici quelques considérations qui pourraient amorcer une réflexion.

1. Il existe certains groupements régionaux d'associations qui peuvent davantage réfléchir à des composantes culturelles et qui tentent de les exprimer dans un contexte interculturel. Entre autres exemples, j'évoquerai ce que je connais mieux :

- l'étude faite par les directions de l'enseignement catholique d'Afrique au sud du Sahara sur l'identité culturelles africaine et le service d'éducation des écoles catholiques de ces pays (colloque d'experts à Nairobi; réunion régionale à Kinshasa);
- dans le domaine des religions (et l'on sait que la religion est une composante essentielle de la culture), il y a des réunions d'évêques catholiques de certains groupes de pays, et des réunions panafricaines;
- le travail que réalise le Bureau africain des sciences de l'éducation pour l'ensemble des pays de l'Afrique noire.

Nous avons mis en relief, entre autres, la solidarité clanique et la solidarité philanthropique et culturelle. Dans ce domaine, il me semble que les réflexions concernant la coopération de l'homme et de la femme, de l'homme, de la femme et de l'enfant, constitue une spécificité qui ne ressortit pas au schéma associatif tel que, peut-être, on a l'habitude de l'aborder de manière pratique, voire juridique ou conceptuelle. Mais il y a là des réalités en Afrique qui me semblent appeler la

réflexion sans doute mais aussi d'avantage de possibilités d'intégration dans des dispositions de caractère universel.

A une époque où l'on appelle avec beaucoup d'insistance à l'égalité d'accès de l'homme et de la femme aux responsabilités dans la vie sociale, professionnelle, familiale..., il convient évidemment de tenir compte de toutes les expériences et des pratiques qui se sont manifestées à travers le monde dans des contextes culturels et civilisés différents.

Je ne voudrais en présenter que quelques évocations rapidement.

L'examen du mouvement social et culturel en ce domaine en ce qu'il est convenu d'appeler l'Occident, en tout cas dans les pays industrialisés au XIX^e siècle, montre que, au XIX^e siècle, c'est surtout sur la condition souvent lamentable et irrespectueuse à l'égard des ouvrières salariées que les écrivains et les artistes s'appliquent en vue d'en montrer les risques de déchéance, de dépersonnalisation, de honte dans la société humaine.

Au XX^e siècle, il semble (sans vouloir opposer des tendances ou des formes d'expression), que le problème se situe à un niveau beaucoup plus général.

En ce moment, je voudrais attirer l'attention sur le fait que, de mon expérience, il apparaît que la coopération de l'homme et de la femme unis dans leur foyer est indispensable au bon équilibre non seulement de la société en général, mais de l'entreprise elle-même, ces petites entreprises de caractère familial que l'on appelle les activités artisanales ou les entreprises agricoles.

ici, sans vouloir faire une démonstration de caractère épique, il semble qu'il y a des modes de coopération spécifiques dans un certain nombre de sociétés africaines qui méritent une attention et qui peuvent être relativement exemplaires.

C'est que les activités de caractère artisanal ou de caractère d'exploitation rurale ont cette spécificité extrêmement intéressante : le lieu du travail se trouve être à la fois (pour parler un langage d'économie politique) le siège social de l'entreprise et le foyer familial.

Cela représente pour un grand nombre de foyers la possibilité d'une coopération exemplaire et très efficace, d'autant que, de plus en plus, avec les pressions administratives voire bureaucratiques, les petites entreprises se trouvent engagées dans des obligations d'organisation vitale, pour lesquelles la coopération de l'homme et de la femme se trouve particulièrement indiquée.

J'ai cru pouvoir indiquer qu'il convenait d'être modeste en face de tels mondes,

même si nous avons une tentation de rechercher des schémas d'identification et de simplification.

Pour autant, je suis convaincu aussi qu'il faut être insistant lorsque l'on aborde le terrain de l'identité associative et de la participation.

Les promoteurs de la présente rencontre ont insisté sur les dispositions prises en vue de poursuivre des buts aussi scientifiques et réalistes que possible, en se situant tant au plan universel que régional.

Connaissant maintenant depuis plusieurs années Monsieur l'Ambassadeur Robert Fénaux, je voudrais rendre hommage à ce souci de vérité et d'authenticité.

Corrélativement, j'ai lu notamment (sans vouloir pour autant négliger beaucoup d'autres contributions) avec un extrême intérêt l'étude préliminaire de Monsieur Vladimir Herck. contribution relative à la communication interculturelle au sein des organisations internationales non gouvernementales.

Je suis convaincu, - encore que ce ne soit pas et de loin particulier au continent africain, qu'il est de notre devoir de promouvoir, de contribuer à perfectionner autant qu'il est possible la complémentarité réciproque, dans la marche de l'humanité vers son avenir que nous devons assurer, voire éclairer par la joie et le bonheur, de l'initiative des pouvoirs publics avec l'initiative des citoyens conscients et organisés au sein de la Nation.

Que l'on ne se méprenne pas : grâce à Dieu, je ne suis pas anarchiste ! Et c'est précisément parce que je crois à la fonction de l'Etat et des pouvoirs publics que je suis convaincu que l'équilibre de la société, que l'équilibre dans la nation, appellent une complémentarité réciproque dans les initiatives au service du bien de l'ensemble de la société.

C'est dans cette perspective d'ailleurs que je voudrais appeler la réflexion sur l'exigence, dès lors, d'une compréhension mutuelle des différences qu'il peut y avoir dans la conception que nous pouvons avoir de la fonction associative.

Certes, en ce qui me concerne, et en ce qui concerne ceux qui ont eu une formation analogue ou semblable, j'ai bien une conception de l'association qui est fondée sur un certain nombre de principes juridiques ayant comme base les libertés publiques et les responsabilités individuelles; j'appartiens sans doute à une certaine catégorie de personnes pour qui l'Etat est la force organisatrice de la nation et doit, à ce titre, disposer d'un certain nombre de possibilités d'action pour le bien public; et c'est précisément parce que je crois à

cette fonction de l'Etat et des pouvoirs publics que le suis convaincu que la fonction éducative de l'Etat joue surtout pour engager les citoyens, les stimuler, à s'organiser eux-mêmes afin de produire aussi le bien commun de la société et dans la société et au service de la société.

Pour autant, ma petite expérience me permet de constater aussi qu'il y a des civilisations et des cultures pour lesquelles la fonction associative, la possibilité de se mettre en commun pour produire le bien public (car, en revanche, je crois que pourrait être universel cet adage: l'Etat n'a pas le monopole du bien public), peut s'exprimer de manière valable très diversement selon les entités culturelles et les groupes sociaux vivant dynamiquement selon des modes mentaux divers.

Je me demande tout de même si l'on a suffisamment exploré la diversité des possibilités qui pourraient se manifester à travers le monde sur ce thème.

Les pays de caractère - individualiste » conçoivent bien sûr l'association comme une association de personnes, d'individus très typiquement distincts; je ne serais pas étonné qu'il existe des civilisations, des modes de travail en commun, dans lesquels tout en conservant leur personnalité propre, les membres d'un groupe se sentent beaucoup plus à l'aise pour collaborer en étant déjà l'expression d'une entité dont la personnalité n'est pas seulement une addition d'individus.

C'est pourquoi, en ce qui me concerne, je saisis cette occasion, et, le cas échéant, je vous prie d'excuser cette audace si c'en est une, pour souhaiter que de telles recherches soient engagées, car je suppose qu'elles seraient très utiles pour le perfectionnement des grandes déclarations universelles telles que celles des droits de l'homme, de l'égalité de tous les êtres humains sans distinction fondée sur des particularités de l'expression de la nature humaine unique et j'ai été intéressé à ce genre de problèmes notamment en raison de l'intérêt que nous portons à l'éducation et spécialement à l'éducation scolaire.

En conclusion, nous invitons l'Assemblée à réfléchir sur cette question : pourquoi ne pas commencer la collaboration « de l'un avec l'autre » (j'ai voulu éviter d'employer ici l'expression « collaboration internationale » car, selon les distances, l'autre peut déjà être un concitoyen de la même nation tout en étant « étranger », comme le spécifient naïvement les villageois organisateurs de fêtes qui mettent à chaque entrée du village de grandes banderoles : « Bienvenue aux étrangers »... Oui, pourquoi ne pas commencer ce genre de coopération à de très humbles niveaux, et en ce qui nous concerne, nous nous efforçons de les stimuler au niveau des établissements scolaires. •

Certes, tout effort de coopération avec d'autres dans le respect mutuel et la compréhension aura souvent, en tout cas, rapidement, et sans doute heureusement, des aspects de communication transculturelle et, par conséquent, se situant dans un contexte éducatif, peut avoir un minimum de structure et de respect des exigences psycho-pédagogiques.

Alors, nous nous trouvons avec des facteurs de compréhension, de respect mutuel et par conséquent nous nous trouvons à la fois dans le domaine de la justice et de l'amour mutuel.

On aura ressenti dans le filigrane de cette communication l'appel à la complémentarité réciproque des initiatives en vue du bien public, en vue du bien commun, en vue du bien de la société, de l'initiative des pouvoirs publics (Etat et collectivités plus décentralisées) et de l'initiative privée d'intérêt général.

C'est que chacun a ses propres habitudes ou manifestations à la fois respectables, mais surtout complémentaires : pour des actions de caractère général, il faut bien à un moment ou à un autre avoir certains plans, certaines directives, certaines lignes de conduite assez générales pour pouvoir être appliquées à peu près partout, surtout à des époques de grande mobilité des populations; mais il en résulte bien souvent des systèmes bureaucratiques extrêmement lourds et pesants, pour lesquels les administrations publiques se trouvent désarmées: or, c'est certainement une des expressions des initiatives privées d'intérêt général que d'apporter le liant, la possibilité de faire face à des situations exceptionnelles et par conséquent de permettre l'intégration et de faciliter le fonctionnement des appareils sociaux dans l'intérêt général.

D'autre part, il est clair que si les pouvoirs publics s'arrogent des monopoles dans le domaine de l'éducation, il en résulte qu'il ne reste plus aux citoyens que la critique de ce que fait le gouvernement, alors que lorsque l'initiative privée se trouve affrontée elle-même aux difficultés inhérentes à la pratique courante des choses, alors on se rend compte que s'il est très facile de dire aux autres : « *Voilà comment il faut faire les choses à la perfection* », en revanche on se rend compte que, en réalité, on ne peut que s'efforcer péniblement, humblement et imparfaitement à se perfectionner autant que possible dans le service de la société.

C'est dans une telle compréhension mutuelle de ce dont peuvent s'enrichir réciproquement les administrations publiques et les services privés d'intérêt général que l'on peut souhaiter voir se développer de meilleures prises de responsabilités de tous dans la société, au service du bien public.

IDENTITE CULTURELLE, JEUNESSE ET EDUCATION PERMANENTE

par Marc-Henri Janne*

Lien entre ces trois thèmes

Dans sa contribution, Vladimir Hercik souligne notamment l'importance, pour les pays africain, du processus « visant à établir un équilibre entre les valeurs traditionnelles qui constituent la base de leur identité culturelle et les forces de progrès économique, social et culturel » dont ils reconnaissent les avantages et la nécessité (1). Cet équilibre doit se construire et se transmettre d'une génération à l'autre. Il revient ainsi aux jeunes de préserver et faire fructifier cet héritage culturel. Mais le maintien - voire, dans certains cas, la restauration - de l'identité culturelle n'est pas seulement une condition fondamentale d'une bonne communication interculturelle, dégageée des séquelles du passé colonial. L'identité culturelle africaine est, comme on le verra, un point d'appui essentiel en vue du développement de l'éducation et de l'insertion des jeunes dans la société. Supports de l'entraide et du sens communautaire, les structures traditionnelles africaines constituent, par exemple, un atout dans la promotion de la formation permanente. Et celle-ci offre des perspectives de solution aux problèmes décrits plus loin.

Constat

De 1960 à 1960, le taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire en Afrique a quadruplé. Au cours de la même période, le nombre des inscriptions dans l'enseignement secondaire en Afrique a été multiplié par huit. Dans quinze pays, plus de 75 % des enfants âgés de 6 à 11 ans sont scolarisés, cette proportion atteignant cent pour cent dans certains pays. Cependant, il subsiste bon nombre de graves lacunes et insuffisances (2). Car la pression du taux de croissance démographique se fait bien plus forte que prévu et confronte les pays africains à un véritable défi.

Si, par exemple, pour la totalité du monde le groupe d'âge 5-14 passe de l'indice 100 en 1960 à l'indice 132 en 1975, 159 en 1985 et 195 en l'an 2000, l'indice africain passe, pour les mêmes années considérées de 100 à 148, 201 et 307 (3).

Actuellement, seule une partie de la jeunesse se trouve scolarisée L'alphabéti-

* Délégué de la Ligue internationale de l'enseignement de l'éducation et de la culture populaire.

sation se révèle souvent superficielle : formation fragile, précaire en raison de son aspect trop formel et de sa non intégration aux préoccupations quotidiennes des populations. La sélection scolaire conduit une très large part des nouvelles générations à la marginalisation.

Les programmes scolaires, mal adaptés aux réalités du sous-développement, se révèlent peu aptes à préparer l'insertion des jeunes dans les circuits de production.

Il s'agit là d'un lourd handicap pour des pays qui devraient pouvoir mobiliser l'immense potentiel d'énergie et d'enthousiasme que peuvent représenter les jeunes.

On doit constater l'inadéquation entre les systèmes de formation et la demande sociale, les besoins de ces pays, les capacités de production locale. Il en résulte un sous-emploi rural et urbain dont les gouvernements africains connaissent bien les multiples effets négatifs.

Lorsqu'ils ne sont pas laissés purement et simplement à l'écart des tâches traditionnelles, les jeunes ruraux travaillent dans des conditions difficiles. Les connaissances techniques sont insuffisantes, les méthodes si rudimentaires et le rendement si faible que les revenus tirés de leur activité restent loin de satisfaire leurs besoins élémentaires. A cela viennent s'ajouter les contraintes liées à l'organisation du temps et des cycles saisonniers.

Aucune motivation ne les « fixant » au terroir, ils se déplacent vers les villes. Cet exode provoque un vieillissement considérable des populations rurales et un accroissement pléthorique du nombre des jeunes dans les sites urbains. Cet excès de concentration de jeunes, livrés à eux-mêmes et confinés dans des occupations marginales et des besoins occasionnels, favorise toute une pathologie sociale : délinquance, drogue, alcoolisme, prostitution, vols, agressions....

Inadéquation des modèles scolaires occidentaux

Ces derniers ne sont guère « innocents du point de vue culturel », comme le dit très justement J.C. Michel. S.J. : « Les ONG d'éducation ont beaucoup aidé les écoles

d'Afrique : mais elles servaient la culture de l'écriture, du calcul, de la science et de la technologie conformément au système d'enseignement occidental en suscitant une intégration aux structures économiques et administratives de l'Occident; et pour avoir l'aide financière et humaine, les ONG africaines peu structurées et peu expressives de leur identité, étaient forcées de se laisser submerger par la « vague culturelle » occidentale » (4).

Ainsi le contenu des programmes ne prenait que rarement en compte la spécificité, l'expérience vécue et le riche patrimoine de l'Afrique. L'imitation des modèles occidentaux implique bien un conflit entre la culture dont on ne peut vider ces modèles, et la culture propre des nations qui les accueillent.

Une telle « modernisation » sauvage a produit des effets pervers : la destruction du tissu social autochtone et des équilibres économiques et sociaux traditionnels, sans y substituer de solides relations et organisations sociétales. Ajoutons que le coût d'une éducation formelle qui se limiterait à prendre comme modèle l'enseignement formel occidental, aboutit sur ce seul plan à des difficultés insolubles.

Si on ne peut échapper à la nécessité d'édifier progressivement un système généralisé, il est donc tout à fait indispensable de créer rapidement - à moindre coût - des formations non scolaires qui doivent rendre les jeunes et les adultes non instruits mieux capables de participer au développement de leur nation. Enfin, les modèles d'enseignement formel sortent, en Occident même, soumis à une critique radicale et en évolution rapide. L'intérêt des pays en voie de développement est d'en retenir certaines leçons et d'envisager la mesure dans laquelle leur politique éducative peut s'inspirer, comme facteurs de fondation, de certaines hypothèses de réformes dans les pays industrialisés.

Education permanente, réaction salutaire

Dans ce contexte, il apparaît que les principes de l'éducation permanente et des nouveaux modes d'éducation des adultes s'offrent comme des possibilités novatrices et salvatrices pour les pays en voie de développement. Il s'agit à présent de fonder le développement sur une « stratégie des raisons ».



Photo UNICEF

essentiels » (basic needs strategies-BIT), définie à partir de la communauté concernée et harmonisée avec sa culture spécifique. Cette perspective correspond au concept international, établi par les Nations Unies, de « *development from below* » ou « *Self-reliant* ». Les critères de base d'un tel « *développement endogène* » ont trait à l'ensemble des spécificités et conditions nationales relevant le plus souvent du culturel au sens anthropologique du terme: conceptions, modes et styles de vie, systèmes de valeurs nationales, modes d'organisation sociale autant que la réintroduction de langue ou langues nationales. Ces éléments ne sont pas considérés dans une vision statique - « retour » ou « fixation » sur des traditions - mais ils doivent être réfléchis en vue du développement. D'autre part, ils mettent l'accent sur l'ordre de finalité que vise et qu'est censé viser ce dernier (5).

Diverses expériences menées dans des pays africains montrent le rôle moteur que peuvent et doivent jouer les jeunes, en mobilisant l'ensemble des communautés dont ils sont issus. Car l'éducation permanente intervient dans la vie même des intéressés : ceux-ci apprennent en œuvrant (principe bien connu de « l'alternance » entre formation et travail). De la descolarisation des méthodes et contenus, du lien privilégié entre l'édu-

tion et la vie active, découlent aussi bien une conception désormais « *fonctionnelle* » de l'alphabétisation (formule lancée par l'UNESCO) - axée sur les priorités économiques, sociales, l'amélioration immédiate du niveau de vie - qu'une conquête de l'autosuffisance. Par ailleurs, les « *interrelations entre éducation et participation locale* » peuvent être considérées comme « *un indicateur fondamental du développement endogène* » (6). Souci légitime des gouvernements africains. « *la fonction essentielle d'un développement endogène est de combattre le sous-développement et la domination étrangère - qu'elle soit économique, politique ou culturelle - afin d'assurer un développement en harmonie avec les valeurs nationales - culturelles, éducatives, etc... - et base sur les ressources nationales* » (6).

Il ressort de tout ceci que l'éducation permanente se trouve en pleine consonance avec les principes mêmes de la culture et de l'éducation africaines, c'est-à-dire avec son « *identité culturelle* » profonde : - « *L'efficacité de l'éducation africaine traditionnelle n'a été possible que par son lien intime avec la vie; en effet, c'est à travers les actes sociaux (production) et les rapports sociaux (vie familiale, manifestations collectives) que se faisait l'éducation de l'enfant et de l'adolescent. L'enfant, au lieu d'apprendre et de s'instruire dans des circonstances détermi-*

nées à l'avance (lieu, temps) et en dehors de la vie sociale, le faisait partout et toujours, et était ainsi nécessairement à l'école de la vie dans ce qu'elle a de plus concret et de plus riche » (7).

- « *C'est l'enseignement importé de l'étranger qui a pour effet de miner les fondements du système d'éducation de l'enfant africain traditionnel, où l'élève assume des responsabilités en même temps que le maître, où l'on apprend en faisant, où l'on acquiert de l'expérience au cours de son apprentissage, où tout le monde est à la fois élève, maître et travailleur* » (8).

- « *La participation redevient une importante institution sociale et prend sa place au cœur de toute stratégie du développement. En Afrique, ce rôle n'est pas nouveau, car il découle des cultures et traditions africaines d'avant la colonisation : la participation repose sur la foi en l'aptitude des hommes à s'organiser spontanément pour améliorer leurs conditions de travail et de vie. Il y a d'ailleurs bien des raisons de penser que, dans les systèmes sociaux précoloniaux, les décisions locales se prenaient par commun accord entre les membres du groupe ou du village: on peut y voir l'effet d'une intime identification à la communauté, de pressions sociales favorisant la conformité au groupe plutôt que l'individualisme, et du régime traditionnel africain de propriété, selon lequel les moyens de production sont détenus par la*

communauté et partages entre tous ses membres » (91).

Des réussites significatives se sont fondées sur des structures traditionnelles caractéristiques de la société africaine : les communautés de classe d'âge. A titre d'exemple, on peut citer les structures pré-coopératives ancrées dans les SAMARYA du Niger ou les NAAM du Burkina Faso (anciennement Haute Volta). Remarquons que le NAAM était, à l'origine, une association temporaire de jeunes du même groupe d'âge: ensuite, il s'est avéré possible de transformer progressivement le temporaire en permanent.

Au surplus, la connaissance des techniques traditionnelles peut être « *le point de départ de l'apprentissage des techniques modernes, facilitant même l'accès aux technologies modernes, les procédés fondamentaux n'étant pas différents. Au lieu d'instituer une rupture supplémentaire entre le traditionnel et le moderne, il*

faudrait rechercher la continuité et l'intégration entre les éléments multiples » (10). En conclusion, l'éducation permanente constitue un outil primordial et puissant de développement du monde africain (11).

Il est évident que l'Afrique se trouve, dans les faits, mieux préparée à en user immédiatement que les systèmes massifs et hyper-organisés des pays industrialisés. Le respect et la promotion de l'identité culturelle africaine sont ici une nécessité et un atout.

(1) Colloque UAI - 1984 - Etude-pilote : - La communication interculturelle au sein des organisations internationales non gouvernementales. Associations

Transnationales. 3/1984. Voir dans le présent

(2) Données extraites du bulletin - UNESCO - Informations - n° 782 - 1983. Constat produit par la Conférence des ministres de l'éducation et des ministres africains (HARARE-ZIMBABWE - 28 juin - 3 juillet 1983).

(3) International Council for Educational Development (I.C.E.D.). Working paper 7 January 1979. « A pie-

(4) Colloque UAI 1984.
(5) - Influences de l'éducation sur le développement endogène - P. ZAGEFKA - Division de l'étude du développement, UNESCO, Paris, mars 1981, p. 5.
(6) UNESCO, ZAGEFKA, op.cit., p. 34.
(7) L'éducation en Afrique - - ABBOU-MOUMOUDI - Maspéro - Paris 1984.

de travail productif dans l'éducation - UNESCO -

JEJEDE-p. 31.

Cette formulation correspond aux perspectives les plus avancées de la réforme pédagogique en Occident. C'est ici la tradition culturelle et sociale de

(9) Bureau international du Travail - 6ème Conférence régionale africaine - Tunis - Octobre 1983 - Rapport du Directeur général - - Les aspects sociaux

(10) P. ZAGEFKA, op.cit., pp. 36 et 87.

(11) Sur cette problématique voir les différents rapports introductifs présentés par Marc-Henri JANNE lors des Conférences des experts auprès de la Conférence des ministres de la jeunesse et des sports des pays d'expression française (CONFESJS). Notamment : - Articulation de l'Education conventionnelle et de l'Education non conventionnelle - (1982).

de production - (1983).

LA SOCIÉTÉ AFRICAINE DE CULTURE : ECHANGE ET COMMUNICATION

par Voahangy Rajaonah*

La Société africaine de culture a été créée à l'issue du premier Congrès mondial des écrivains et artistes noirs, qui s'est tenu à Paris, à la Sorbonne, en 1956.

Le nom de notre organisation est ambigu car il peut laisser croire que nous nous consacrons exclusivement aux cultures noires. Cette ambiguïté est encore accentuée dans le nom anglais. *Society of African Culture* (nous avons voulu garder le sigle SAC). En réalité, c'est la Société qui est africaine et il faudrait mettre cultures au pluriel, car nous nous intéressons aussi aux autres cultures de par le monde. Il faudrait donc dire en anglais *African Society of Cultures*.

Ce premier Congrès mondial des écrivains et artistes noirs a mis en relief la nécessité pour les hommes noirs de s'organiser et d'organiser une action culturelle. Pour nous, les cultures noires africaines et celles des autres peuples noirs dans le monde doivent d'abord être interprétées par nous-mêmes. Nous voulons poser et résoudre nous-mêmes les

problèmes spécifiques à nos cultures. Mais ce n'est pas tout, nous avons aussi pour but de favoriser la rencontre et la collaboration entre les hommes de toutes origines, de tous régimes politiques, de toutes confessions ou races.

Ces diverses raisons nous conduisent à assumer pleinement notre mission d'hommes de culture noirs qui est :

- 1) d'affirmer, défendre, enrichir nos cultures nationales;
- 2) de nous prononcer sur le sens des événements et des œuvres culturelles du monde, dans la mesure où ceux-ci concernent notre vie, et partant notre destin;
- 3) de prendre conscience et de faire prendre conscience de nos responsabilités envers nos cultures d'abord et la culture universelle ensuite;
- 4) de dialoguer avec les autres cultures afin d'effacer les malentendus et de détruire les préjugés inhérents à la méconnaissance.

A ce jour, la Société Africaine de Culture a des membres dans 41 pays d'Afrique,

des Caraïbes et d'Amérique et des membres associés dans 4 pays européens (Belgique, France, Grande-Bretagne et Italie). Nous avons aussi des relations avec les organisations interafricaines et internationales comme l'Organisation Commune africaine et malgache (OCAM), l'Organisation de l'unité africaine (OUA); nous jouissons du statut d'observateur auprès de l'ONU et de l'ECOSOC. Agréée auprès de l'UNESCO en 1958, la SAC a été classée catégorie A des organisations internationales non gouvernementales admises par l'Unesco.

Pour réaliser nos dessins, nous éditons une revue trimestrielle, *Présence Africaine*, qui a été créée en 1947 par le regretté Alioune Diop et qui est bilingue français/anglais. Cette revue a une audience internationale et des abonnés sur les cinq continents.

De plus, nous organisons régulièrement des rencontres, des séminaires et des colloques.

D'abord, notre but est que les Noirs africains se connaissent eux-mêmes et prennent conscience que, contrairement à tout ce qui a été dit et « démontre » par les chercheurs non africains, l'Afrique noire

(*) Représentante à l'Unesco de la Société africaine de culture.

Les arts sont loin d'avoir été délaissés. Sous l'égide de la SAC, en 1959, lors du deuxième Congrès des écrivains et artistes noirs, il a été institué un « Festival des Noirs » qui a donné naissance à l'Association internationale du Festival mondial des arts nègres. Cette association a déjà organisé deux festivals, en 1966 à Dakar, et en 1977 à Lagos. Nous préparons en ce moment le troisième festival.

Toujours dans le souci d'interpréter nous-mêmes notre culture, nous avons participé à la création de l'Association des historiens africains et de celle des critiques littéraires africains, et à différentes rencontres sur les expressions cinématographiques.

Les réalisations de la Société africaine de culture que j'ai brièvement relevées jusqu'ici concernent plus spécialement le monde noir, mais d'autres manifestations ont une portée plus universelle.

Pour le dialogue avec le monde européen, je rappellerai seulement quelques rencontres significatives : en 1960, La Société européenne de culture a organisé avec la participation de la SAC un colloque ayant pour thème « *Rencontre d'hommes de culture de l'Occident et de l'Afrique noire pour une meilleure compréhension mutuelle* » ; en 1961, en collaboration avec la Fondation Giorgio Cini, nous nous sommes réunis à Venise afin d'étudier

« *L'Esprit de l'humanisme africain* ». Toujours en Italie, en 1969, « *l'Afrique noire et l'Europe face à face* » ; et à Brazzaville, en 1972, « *De la reconnaissance des différences comme chemin de la solidarité* ». A Copenhague, sous le patronage du gouvernement danois, nous avons tenu un colloque africano-scandinave sur « *Humanisme africain/culture Scandinave : un dialogue* ».

Toujours dans le souci d'informer, de dialoguer avec les autres peuples, la SAC a institué dès 1956 les Journées du livre africain. C'est ainsi qu'a eu lieu une signature de livres africains en 1961 à Bruxelles, à l'occasion de l'inauguration des travaux des « Amis belges de *Présence africaine* » ; une grande Journée du livre rassembla beaucoup de sympathisants à Rome, en 1963, lors de la création de l'Association des « Amis Italiens de *Présence Africaine* ». D'autres journées du livre se sont tenues un peu partout, en France, au Sénégal, au Niger, au Cameroun et ailleurs.

Pour que les communautés noires disséminées de par le monde, surtout celles des campagnes, puissent exprimer leurs propres valeurs, renforcer leur personnalité culturelle et prendre conscience de leur solidarité, nous avons décidé de célébrer, le premier dimanche de chaque année, la Journée des peuples noirs. Cette journée a été reconnue par l'UNESCO lors de sa XXème session en octobre-novembre 1978.

n'a pas une culture mais des cultures ; donc nous tenons à ce qu'il y ait un dialogue permanent entre les Noirs africains eux-mêmes afin qu'ils se connaissent et se comprennent. Ce dialogue englobe aussi la diaspora noire.

Bien d'autres colloques ont suivi le premier consacré à la crise de la culture négro-africaine (Paris, 1956). Le second congrès des écrivains et artistes noirs, en 1959, a eu lieu à Rome sur : *l'Unité des cultures négro-africaines*. Notons ensuite quelques thèmes qui jalonnent notre cheminement : colloque sur « *la Culture négro-africaine et ses expressions cinématographiques* », sur « *le Critique africain et son peuple comme producteurs de civilisation* », sur « *la Civilisation de la femme dans*

la tradition africaine » (notons que ce dernier a eu lieu à Abidjan en 1972 c'est-à-dire trois ans avant que n'ait été décidée la Décennie de la femme !). Des séminaires ont été organisés sur, par exemple,

« *Sources et conditions du développement de l'autorité africaine dans la vie culturelle internationale* », « *Civilisation noire et conscience historique* », « *Le journaliste africain comme homme de culture* ».

Plus modestement, la SAC a organisé des tables rondes et des journées d'étude, telles « *Les langues africaines* », « *La médecine en Afrique noire* », « *Journées culturelles sur l'Afrique du Sud* », « *Elite et peuple dans l'Afrique d'aujourd'hui* ».

La religion, les religions n'ont pas été laissées de côté ; nous avons voulu connaître de l'intérieur la profession de foi de nos peuples, d'où un colloque sur les « *Religions africaines comme sources de valeurs de civilisation* », un autre sur « *Contribution des religions à l'expression de la personnalité africaine* », « *Personnalité africaine dans la vie catholique* » ; plus récemment, un autre colloque sur - *Civilisation noire et Eglise catholique* ». Nous avons aussi voulu faire notre lecture du *Populorum Progressio* de Paul VI lors d'une table ronde, et en 1977 nous nous sommes interrogés sur « *Pour un concile africain ?* ». Signalons encore « *Civilisation noire et Islam* » et, prévu pour bientôt un colloque au Togo sur « *Civilisation noire et Protestantisme* ». Il ne faudrait pas en conclure que nous ne nous intéressons qu'aux nourritures spirituelles. Les nourritures terrestres tiennent aussi une place importante dans nos préoccupations. Ainsi, dès 1958, nous avons organisé un colloque ayant pour thème « *Les peuples de Bandoeng et le sous-développement* » ; l'année suivante, nous nous sommes attachés à réfléchir sur les « *Problèmes du sous-développement en Afrique* » - ainsi que sur - *La recherche scientifique et technique et le développement africain* ». En 1964, à Londres, un congrès international a étudié « *Les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud* ». Enfin, « *Economie et Culture* » a fait l'objet d'une publication en 1962 ainsi que

« *l'Afrique du Sud aujourd'hui* » en 1978.

Soulinçons que toutes ces activités étaient et sont largement ouvertes à tous ceux qui s'intéressent à l'Afrique noire, quelles que soient leur race, leur religion, ou leur idéologie. Nous tenons à l'universalité du dialogue et à la participation de tous.

L'année prochaine, nous organisons un colloque qui nous amènera à réfléchir sur un événement *capital* qui a bouleversé notre monde : une conférence qui a décidé de notre avenir sans notre participation, et donc, sans notre consentement. En effet, en 1985, nous célébrerons à notre manière le centenaire de la Conférence de Berlin, prélude au dépeçage de l'Afrique.

Cette revue de quelques réalisations de la SAC pour comprendre, interpréter et faire mieux connaître au monde les cultures noires et pour aller au devant des autres cultures, dénote notre souci constant de dialogue. Affirmer notre présence et mieux appréhender la personnalité de l'autre sont pour nous la voie royale de la tolérance et de l'enrichissement mutuels. Le liminaire de notre revue, *Présence Africaine*, de décembre 1955-janvier 1956, exprime exactement ce besoin que ressent la SAC de comprendre et de se faire comprendre. Ce liminaire a pour titre « *L'Homme a besoin des hommes* » et il y est écrit :

« Les grandes vérités ne s'enseignent pas à des muets. Elles exigent le dialogue et donc le plein exercice de toutes les responsabilités de l'homme (...). Le dialogue est le propre de l'homme. Le silence de l'un porte tort aussi au partenaire (...). Parce que le monde s'organise, il est grand temps qu'entre les hommes de culture du monde noir, les silences, les distances et les solitudes se meublent du réseau sonore d'un dialogue, sans écran, ni rideau. Que d'expériences singulières, que de doutes, que de chances et d'initiatives nous aurons à nous communiquer pour assurer notre épanouissement et mieux nous insérer dans nos sociétés respectives et dans le monde des hommes.

(...) ce que chaque homme sait, appartient tôt ou tard à tous. Dès lors, nos écrasantes forêts natales, nos savanes brûlantes, les blessures de l'exil et de l'esclavage, la civilisation de nos faunes et flores ont dû nous confier des messages à restituer à tous. Les peuples les plus silencieux de la terre mesureront ainsi et affirmeront à travers leurs hommes de culture, leurs responsabilités dans la vie d'aujourd'hui. (...) ridée manifestera sa plénitude dans nos vies, puisque tous les hommes pouront la modeler de toute la souplesse de leurs membres libères, l'éclairer du soleil de leur passé restitué et de l'arc-en-ciel de leur avenir dégagé. Ils pourront l'enrichir de tous les joyaux de l'échange et du dialogue. C'est un pari que nous tenons ». Et que nous tiendrons encore et toujours.

LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE CULTURE ET L'AFRIQUE

par Jean Morand*

C'est sur l'idée de solidarité universelle que la Société européenne de culture a été fondée à Venise, par Umberto Campagnolo. Il y a près de trente-cinq ans (1). Pour concrétiser cette solidarité, elle a, dès 1960, pris l'initiative d'inviter des hommes de culture africains à une rencontre à Rome, sur un thème porteur de grandes espérances : l'entrée de l'Afrique dans l'Histoire. Par cette formule, la Société européenne de culture entendait souligner que l'Afrique, constituée désormais en États égaux en droit à tous les autres États, était devenue un partenaire actif sur le plan des relations politiques; et, sur le plan de la création spirituelle et intellectuelle, le plan de la culture, un nouveau foyer de rayonnement dont l'esprit d'universalité doit parler à tous les hommes.

La rencontre de Rome a réuni des personnalités parmi les plus illustres, entre autres, d'une part, Leopold Sedar Senghor, Cheik Anta Diop, Aime Césaire, Edouard Glissant, Rabemanjara, Sekoto, Ben Enwu...; et, d'autre part, Ungaretti, Mauriac, Josué de Castro, Amrouche, le Cardinal Daniélou, Boris Plevov (URSS), Novak (Tchécoslovaquie), Veronese (Unesco)... et le philosophe Umberto Campagnolo, inspirateur du colloque.

Au cours des débats, rigoureux et sans complaisance de part et d'autre, la Société européenne de culture a souligné avec force qu'elle appelait tous les hommes de culture, de toutes les opinions et de toutes les nations, à unir leurs efforts pour surmonter la crise actuelle, qui est un phénomène mondial atteignant tous

les hommes, quels qu'ils soient et où qu'ils soient. Les participants africains, par contre, ont montré que leur préoccupation fondamentale concernait d'abord l'Afrique elle-même et la culture africaine, dont il leur appartenait avant tout de rassembler les énergies, d'inventorier les richesses et d'affirmer la singularité. Pour cet ensemble de raisons, ils ont, à Rome, pris la décision de créer la Société africaine de culture (voir la revue Comprendre, Venise, nos 21-22, 1960).

Depuis lors, les liens entre les deux sociétés se sont quelque peu distendus, sans doute plus de fait de l'éloignement géographique que de l'éloignement des pensées, et de l'inévitable usure du temps. Mais on a pu constater, au cours de ces dernières années, que la situation historique a évolué, et que le rôle des nations africaines dans le monde s'est considérablement accru.

Dans la conjoncture nouvelle, dont personne n'ignore les périls, les hommes de culture d'Afrique sont confrontés aux mêmes problèmes et aux mêmes difficultés que les hommes de culture des autres continents. La convergence de leurs angoisses et de leurs espoirs fait aujourd'hui une nécessité de leur rapprochement, et de leur solidarité une évidence.

Les esprits les plus sensibles à ce qui nous unit tous doivent, sur ce plan, non pas rechercher des solutions politiques ou pratiques, qui ne sont pas de leur compétence, mais, tout d'abord, penser la possibilité d'un acheminement de l'humanité vers le dépassement de ses contradictions. A cette tâche, c'est l'homme tout entier qui est convié.

Aussi, saisissant l'occasion si heureusement offerte par l'Union des associations internationales, la Société européenne de culture tient-elle à réaffirmer le souhait que des liens plus étroits soient établis avec tous les hommes de culture d'Afrique, et spécialement avec la Société africaine de culture, si éminemment représentée dans ce colloque. Nous pouvons même annoncer comme une illustration de cet espoir, que le président Leopold Sedar Senghor présentera un rapport très attendu à la prochaine assemblée générale de la Société européenne de culture, qui aura lieu dans quelques jours (26-28 octobre), à Mantoue (Italie).

Nous n'avons pas, bien sûr, à traiter de des formes possibles de rencontres entre les deux institutions, mais simplement à rappeler, comme un principe fondamental, notre volonté mutuelle d'ouverture des consciences à la vision créatrice d'un avenir, auquel toutes les civilisations, avec leurs richesses et leurs valeurs singulières, sont appelées à collaborer.

Aux nations dont l'avènement est nouveau dans le champ historique, nous voudrions enfin redire le mot d'un grand humaniste italien de la Renaissance: «*L'Histoire se lit dans toutes les traces que l'humanité a laissées d'elle-même sur son passage*» (Vico). Car c'est sur le plan de la participation consciente des hommes à leur histoire qu'une rencontre véritable est possible.

* Président du centre belge de la Société Européenne de Culture (SEC)

LA COMMUNICATION ASSOCIATIVE INTERCULTURELLE

par Charlotte Borga*

... La communication interculturelle implique de la part de tous les protagonistes de la coopération une remise en question d'un certain nombre de notions encore chargées de préjugés et de réticences culturelles ».

Rechercher la communication transculturelle à travers les actions des associations internationales non gouvernementales est un appel au dialogue des cultures.

Nous lisons dans l'introduction à l'« Etude préliminaire » de M. Vladimir Herdik, cette définition de la culture :

« Le terme « culture » est entendu dans son acception large, embrassant à la fois les valeurs inspirées par le patrimoine esthétique, spirituel et moral des communautés en question, et les caractéristiques de la vie contemporaine, le tempérament, le comportement et les aspirations des membres des communautés dans lesquelles agissent les associations ».

La fédération mondiale des villes jumelées-Cités unies (FMVJ) ne peut qu'être d'accord avec cette définition, puisque grâce aux relations établies par les jumelages, elle a su garder depuis un quart de siècle des rapports égaux avec les populations concernées par ces échanges d'un nouveau type. Ce n'est qu'en respectant les différents termes d'une culture que l'on peut dialoguer avec elle. Toutefois, c'est surtout lors d'une action concrète, ponctuelle, que la FMVJ a réussi à établir ces liens égaux avec des populations présentant des traits culturels différents de ceux des participants d'une Association de type occidental. Les *jumelages-coopération*, qui sont à l'avant-garde de cette nouvelle coopéra-

tion, et les *chantiers des jeunes de la coopération* qui apportent leur bonne volonté et leurs bras à des travaux indispensables à la vie des populations en difficulté auxquelles ils consacrent plusieurs mois de leur temps chaque année. Là, se consomme un véritable partage des cultures, car il n'est pas question de faire prévaloir une croyance ou une idéologie lorsque des gens ont faim. Chacun essaie d'être disponible à l'autre et ensemble il faut faire face aux tâches à accomplir pour survivre.

La communication, cependant, existe, ou tend à exister, sur d'autres plans. Communiquer, c'est aussi faire passer un message, qui exige la compréhension. Concernant les pays d'Afrique et particulièrement d'Afrique francophone, le dialogue culturel a longtemps hésité devant les problèmes posés par la barrière des langues.

A la fois facilitée par la présence d'une langue de grande communication, généralement celle des colonisateurs, et gênée par ce moyen imposé par l'histoire encore récente de la colonisation, la relation linguistique connaît en Afrique une ambiguïté qui n'est pas près d'être levée.

Le Centre mondial d'information sur l'éducation bilingue (CMIEB) (1), qui a pris en 1968 le relais du « Monde bilingue » (2), a fait porter ses recherches sur les travaux des spécialistes africains et occidentaux qui se penchent sur la pluralité des langues en Afrique. Nous avons découvert que leurs études (en particulier les travaux énormes qui se font sur les transcriptions des langues africaines), ne représentent qu'un tout petit progrès quant aux possibilités d'ouvrir la communication à la connaissance des cultures, et encore ce progrès concerne-t-il les seuls Africains qui accèdent encore très

peu à l'écriture de leur connaissance orale.

Maurice Houis, dans son « Anthropologie linguistique de l'Afrique noire » (3) souligne :

« L'énorme différence qui existe entre la civilisation mondialiste d'origine occidentale et la civilisation traditionnelle de l'Afrique à partir du critère des techniques de la communication. La civilisation africaine est, de ce point de vue, orale. L'oralité n'est pas l'absence ou la privation d'écriture. Elle se définit positivement comme une technique et une psychologie de la communication à partir du moment où l'on réfléchit sur trois thèmes fondamentaux :

- la problématique de la mémoire dans une civilisation de l'oralité,
- l'importance sociologique, psychologique et éthique de la parole proférée,
- enfin, la culture donnée, transmise et renouvelée... ».

Au début de son histoire, la FMVJ a adopté la doctrine du « bilinguisme », suggérant que chaque individu apprenne sa langue maternelle plus une des langues de communication internationale. Nous n'entrerons pas dans le détail des diverses appréciations pour ou contre le bilinguisme formulées depuis plusieurs décennies. Soulignons simplement que la chose n'est guère évitable, quel que soit le coin du monde où l'on vit, pour peu qu'il soit touché par les nécessités du développement et l'emprise des technologies. Cela dit, la FMVJ avait raison, il y a près de 30 ans, de promouvoir le bilinguisme, même conçu de façon qui nous paraît aujourd'hui restrictive, de favoriser le pluralisme des langues et des cultures. Qui, aujourd'hui, songerait à mettre en doute le bien-fondé des activités d'associations.

* Chercheur en sciences de l'éducation, vice-président du Centre mondial d'information sur l'éducation bilingue (CMIEB), membre du Conseil constitutionnel de la Fédération mondiale des villes jumelées-Cités unies (FMVJ). La présente communication fut présentée au colloque par Jean-Luc Aka-Evy, docteur en philosophie.

de centres, comités, instituts, à vocation interculturelle qui se sont multipliés en Europe depuis 10 ans ? Il faut se réjouir de toutes les initiatives prises dans le sens d'une meilleure compréhension des problèmes linguistiques et culturels, par le biais d'activités éducatives ou d'échanges.

Le véritable problème réside dans l'attitude à adopter vis-à-vis de l'ethnocentrisme. À commencer par celui qui est encore, en chacun de nous, un frein à la compréhension des autres. Les habitudes de pensée entretenues pendant des siècles servent trop souvent de références aux lois de la société, alors que, culturellement, il y a des différences fondamentales entre plusieurs types de société.

Ainsi que le dit Maurice Mauviel (4) :
« Dans la communication, les attentes, les

perceptions, le choix des actions et des interprétations sont étroitement liés au contexte de référence culturel, social et personnel. Or ce qui est considéré comme

« naturel », allant de soi, est ce que nous avons toujours vu faire aux autres. Le comportement normal est celui qui s'accorde aux normes de notre culture. L'analyse de l'ethnocentrisme ne peut donc faire l'économie de l'examen des modèles culturels spécifiques d'une communauté. Ces normes, comportements, attitudes, conduites...

sont sous-tendus par des systèmes différents de valeurs qui, parce que non manifestes, échappent pour ainsi dire aux membres d'une communauté. Le concept de valeurs

tient une place centrale dans les pays où se développe cette discipline nouvelle qu'est la communication interculturelle (...) ».

Tant que nous n'avons pas analysé les valeurs représentées par notre propre culture, nous n'avons que peu de chances d'évaluer et de comprendre la culture des autres. Cependant, il est indispensable de plonger dans cette culture différente, pour pouvoir identifier la nôtre. Une étude « comparative » qui ne tiendrait pas compte de cet investissement nécessaire ne saurait aboutir à une véritable communication interculturelle.

Une association internationale, créée dans un pays occidental, désireuse de contribuer efficacement au rapprochement des peuples (dans le présent contexte la communication avec des

populations de l'Afrique) doit entreprendre la révision des connaissances apprises, ou découvertes, sur les pays concernés, en insistant sur l'analyse du propre ethnocentrisme de ses membres, ce qui revient à remettre en cause le système de valeurs auxquelles ils sont attachés.

La Fédération mondiale des villes jumelées a permis au Centre mondial d'information sur l'éducation bilingue d'exercer ses recherches d'abord à travers l'expérience directe fournie par les jumelages, puis de les approfondir grâce à ses relations avec les chercheurs et savants africains. Des efforts réciproques ont été consentis. Certaines initiatives ont été sans lendemain, à notre avis parce que leurs projets n'étaient pas mûrs. L'insuccès provient pour une bonne part de l'impatience ou l'on est de voir aboutir une action. Or, comme le signale très justement M. Herck dans ses observations sur la communication interculturelle, celle-ci est souvent freinée par les réactions compréhensibles des peuples à l'indépendance récente ; « une conception intrinsèque de l'identité culturelle - une condamnation globale du passé colonial ; une méfiance à l'égard de toute action internationale soupçonnée de néocolonialisme ; multiplicité des langues et des cultures dans un même pays ».

Mais il y a des compensations qui donnent le sentiment que les intentions de l'association étaient « pures » et que l'on a été compris.

Après Leopold Sedar Senghor qui a tant fait pour le respect des identités culturelles et a soutenu si efficacement le français au Sénégal. M. Abdou Diouf, l'actuel président de la république de ce pays, a bien voulu approuver l'action du CMIEB et nous parler de l'action linguistique et culturelle du Sénégal (5) :

« Au Sénégal, le Ouolof, langue de la minorité la plus importante, est parlé par les deux tiers de la population.

Et pourtant nous avons préféré promouvoir les six langues nationales, porteuses de valeurs et témoins d'autant de foyers de culture. Unité donc, mais richesse dans la diversité.

L'unité de notre nation est déjà complexe à mettre en œuvre. Il serait dangereux de

compromettre le processus par des querelles linguistiques. Cela ne signifie pas qu'à terme une langue ne soit pas capable de s'imposer comme langue nationale et officielle. Mais les savants et les chercheurs sénégalais doivent poursuivre leurs travaux pour donner à nos langues la capacité de s'adapter totalement aux exigences du développement. En attendant, nous ne pouvons pas nous passer du français qui restera une langue de communication internationale pour nous francophones, et une langue de culture susceptible de faire connaître à ceux qui ne parlent pas nos langues, nos civilisations respectives. Il ne s'agira pas de remplacer nos langues nationales par le français pour exprimer nos propres valeurs mais sa richesse permettra quand même d'en rendre compte. Et puis, la langue française n'appartient pas seulement aux Français, elle nous appartient aussi et la francophonie est aujourd'hui une réalité (...) ».

C'est la réponse à toute tentative en faveur du pluralisme des cultures. Chacun doit s'interroger sur sa propre disponibilité à l'Autre et, ce faisant, faire la lumière sur sa propre identité.

Les ONG, qu'elles soient éducatives, de solidarité, de défense des droits de l'homme, ont bien conscience de l'importance actuelle de cette interrogation essentielle. Il n'est pas toujours facile de mettre en œuvre des projets généreux. Comme dans toute entreprise unificatrice, la patience est de rigueur. Ce n'est, hélas, pas tout de parler la langue de l'autre. Encore faut-il que les mots aient le même sens pour les interlocuteurs. Terminons sur cette conclusion de Maurice Mauviel (6) :

« Ce nouveau type d'homme, qui peut être appelé international, transculturel, est celui dont les horizons s'étendent significativement au-delà de sa propre culture. Il croit en l'unité de l'homme et apprécie, accepte et légitime les différences fondamentales qui existent entre personnes de cultures différentes ».

(1) Institution spécialisée de la FMVJ.

(2) Le « Monde Bilingue » a donné naissance à la FMVJ.

(3) Presses Universitaires de France - 1971.

(4) Membre du Conseil de direction du Sietar International, Recherche pédagogique - mars/avril 1980.

(5) Revue - Cites Unies - n° 110-juin 1983.

Beyond eurocentrism and the Western organizational model

AFRICAN LANGUAGES AND AFRICAN STYLES OF ORGANIZATION

by Anthony Judge*

Introduction

Organization in the international community has been extensively, if not completely, moulded over the past decades by the Western organizational model. Indeed an « organization » has come to mean a Western style organization. This model has acquired considerable credibility owing to its successes in many different arenas. The techniques contributing to these successes have been studied and reinforced by management schools, staff training colleges, diplomatic academies, international training programmes, and intergovernmental organizations themselves. Programme failures have been attributed to inadequate training and experience in these skills. The universal validity of the Western model has therefore not been questioned as a possible explanation of the very limited success of many development programmes. The purpose of this note is to draw attention to the possible merits of non-Western styles of organization, especially in non-Western cultures such as Africa. The point emphasized here is that it is the widespread use of Western language (and the procedures it reinforces) which both encourages the belief in the universal validity of Western styles of organization and conceals the non-Western basis on which other styles of organization could emerge. This problem is particularly distressing when considering the emergence of African organizations and their participation in the international community. Under present circumstances the prevailing mind set is such that it is doubtful whether any encouragement whatsoever would be given, nationally or internationally, to any form of organization which did not correspond to the « normal », « effective » Western model. This raises the question as to the « African-ness » of what are doc-

umented internationally as « African international organizations ». Clearly some percentage of them, especially those sponsored with Western assistance or in terms of Western-inspired intergovernmental procedures, may well prove to be ineffective vehicles in the longterm for the expression of African interests and concerns.

Sources of clarification of the concern

1. Eurocentricity

The Ghanaian scholar Herb Addo has drawn attention to the degree of Eurocentrism which pervades the political and economic thinking from which organizations tend to emerge. For Addo : « The term Eurocentricity is meant to express the belief that the dominant world-view within establishment political economy - all ideological hues within it considered - holds fast to the common fallacy of mistaking the European dominance (meaning the dominance of geographic Europe and Europe of the Diaspora) in the world-systems - the world-economy and the world-history - for the world-system itself » (1). Addo then suggests that the dominant figures in political economy share two dominant properties. One is the propensity or the occupational predilection to obscure the world for non-Europeans: the other is the propensity, even perhaps a conscious conspiratorial understanding, to illuminate the world for Europeans and Europeanized Africans to evaluate the merits of African grassroots organizational initiatives if they use non-Western organizational principles. The Eurocentric « language », whatever its supposed objectivity and value to « effective organization » is just one language. The organizational implication of other such languages has not yet emerged.

2. African management

Henry Bourgoïn, Director of the National Bureau for Professional Training in the Ivory Coast, has confronted the problems of models of organizational management in Africa in a book entitled : « L'Afrique Malade du Management » (2). He notes in reviewing the forms of management used in Africa through the colonial period to the present period of « occidental management » that : « ... l'entreprise industrielle que nous connaissons actuellement dans le monde entier s'est surtout développée dans le contexte culturel de l'Europe du XIX^e siècle. Une telle organisation, malgré des aménagements en cours dans différents pays, reste fondée sur des « valeurs » particulières qu'elle continue à véhiculer : productivité, rentabilité, etc. Elle s'appuie aussi sur des « logiques » particulières : planning, ordonnancement etc. qui intègrent elles-mêmes des éléments, qui, s'ils existent évidemment dans toutes ces cultures, n'y sont pas toujours aussi valorisés » (2, p. 20). He continues : « C'est pourquoi, jusqu'à aujourd'hui, les différentes formes de « culture managériale » importée ont glissé sur notre comportement, comme une goutte d'huile sur une feuille de manioc... Il ne put s'agir ni d'imiter les Blancs « ni de faire comme nos ancêtres ». Une seule voie, celle du juste milieu, est réaliste, car elle prendra en compte le visage actuel de nos sociétés » (2, p. 20-21). In a section entitled « Des modèles bien à nous », Bourgoïn considers that valid organizational models invented by African societies must be discovered by research into the traditional political systems adopted by African people. « On peut en effet les considérer comme le reflet de la pensée du groupe dans les domaines du pouvoir, du commandement et de son organisation interne. Ces structures politiques sont en outre révélatrices des normes sociales élémentaires qui sous-entendaient l'organisation du groupe ». (2, p. 21).

* Assistant Secretary General, Union of International Associations.

Position of forty countries in relation to hierarchical distance and control of uncertainty.

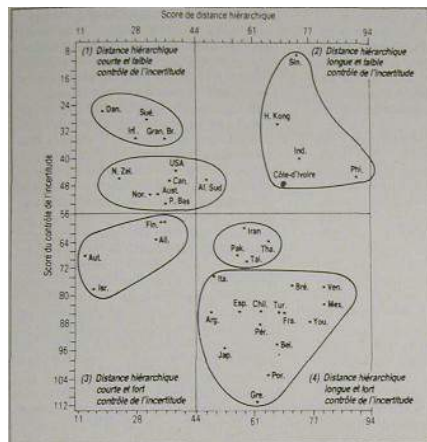


Table I

Position of forty countries in relation to masculinity and control of uncertainty.

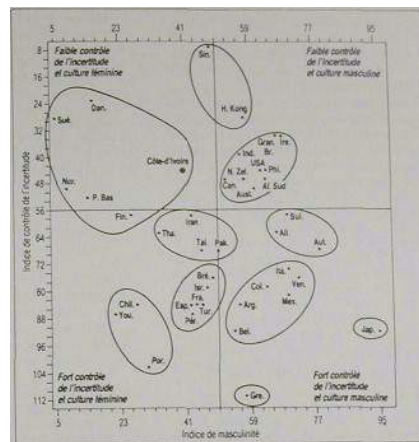


Table II

Reproduced from : Henry bougain, L'Afrique Malade du Management (2, p. 198, 207), based on Geert Hofstede (3).

Bourgoin stresses the diversity of traditional African political systems from which organizational models may be derived. These may be divided into two main groups :

Centralized structures

- Pyramidal monarchy : Ashanti, Bemba (Zambia), Xhosas (South Africa), Hayas (Tanzania), Oyos (Nigeria), Balubas (Zaire), Langos (Uganda).
- Associative monarchy : Mandes and Senoufos (West Africa).
- Centralized monarchy: Mossis (Upper Volta), Fipas (Tanzania), Zulus and Swazis (South Africa), Hovas-Mérinas (Madagascar), Fons (Benin).

Segmented structures

- Classical segmented system : Krous (Liberia and Ivory Coast), Ibos (Nigeria), Lobis (Upper Volta and Ivory Coast), Nuers (Sudan), Kikuyu (Kenya), Tallensis (Ghana), Somalis (Somalia).
- Universalist segmented systems : Ma-sais, Kipsigis, Merus (all in Kenya).
- Ritually stratified systems : Ankalis (Uganda), Chillouks (Sudan), Tékès (Zaire).
- Autonomous village and city-state : Baloués and Bakones (Ivory Coast), Ibibas (Nigeria).

In endeavouring to explain the cultural differences by which African societies respond to the problem of self-organization, Bourgoin draws on his own Ivory Coast survey and a study by Geert Hofstede, Director of the Institute for Research on Intercultural Cooperation (Arnhem) entitled « *Cultures Consequences* » (3). The study covered 40 countries on all continents and demonstrated that the cultural characteristics determining the favoured organizational model in a given country could be described by four dimensions.

- Hierarchical distance, namely the degree of preference for marked hierarchical distinctions.
- Control of uncertainty, namely the degree of tolerance of situations of uncertainty.
- Individualism.
- Masculinity, namely the degree of preference for marked manifestation by men of their traditional characteristics (agressivity, ambition, competition), with accompanying preferences for corresponding female behaviour.

This information is presented by Bourgoin in the form of Table 1 and 2 (p. 198 and 207).

From Table 1 he draws attention to four possible types of organizational models :

- « *Market place* » model, namely neither formalized nor centralized, typical of Anglo-Saxon and Scandinavian countries.

- « *Extended family* » model, namely centred on a figure of authority but not formalized, typical of India, Ivory Coast, Philippines, Singapore, Hong Kong.

- « *Machine* » model, namely with formal decentralized structures, typical of Germany.

- « *Pyramidal bureaucracy* » model, namely with formal centralized structures, typical of Japan and France. Bourgoin points out that attempting to use some organizational structures in Africa, like the matrix organization favoured in the USA, is quite inappropriate, as his Ivory Coast survey demonstrated. He concludes that important factors to be borne in mind in developing a specifically African form of organization include :

- learning to consider the organization as a village or an extended family;
- avoiding alienating Western concepts of cold, bureaucratic efficiency (which in Africa result either in laxity or in formalism);
- use of collective salary funds rather than individual salaries;
- extensive use of intermediaries;
- visible evidence of hierarchical differences.

It is interesting to speculate on the implications of this perspective for understanding certain conflicts within international organizations with staff from different cultures (for example, the current situation within UNESCO).

3. Family structures as an infra-logic

In the light of Bourgoïn's conclusion concerning the need to conceive African organization as a family structure, it is interesting to review Emmanuel Todd's recent study of family structures in relation to ideological systems (4). Todd has explored the hypothesis that family relations constitute a model for the socio-political relations in each society. He points out that until recently this old hypothesis had proved quite useless due to the embryonic state of social anthropology. He argues that any such comparisons have lacked significance because of the narrowly Eurocentric (cf. Addo(1)) concept of valid socio-political forms. « *Est-il difficile d'admettre que la répartition mondiale des idéologies politiques et religieuses ne définit pas une structure dichotomique mais un ensemble multi-polaire et dont tous les pôles - communistes, libéraux, catholiques, sociaux-démocrates, hindous, musulmans, bouddhistes - sont également normaux, légitimes et dignes d'analyse* » (3, p. 12).

For Todd the family structure is an infralogical mechanism governing the reproduction of specific human values. This leads him to question the « grand illusion » that politics makes society rather than the converse. Each culture, founded on a specific anthropological base, then engenders an ideological form of its own family values (3, p. 24). Emphasizing that it is just one of many possible descriptions (3, p. 34), Todd starts with the value dimensions liberty/authority and equality which allows him to distinguish four family types on the basis of (in)equality of children's rights to parental heritage, and possible cohabitation of married children with their parents. He considers that this revision of a classic Eurocentric study is unable to reflect the diversity of non-European family structures because it does not take account of the anthropological significance of endogamic marriage relations, especially characteristic of non-European culture. Todd then presents eight family types which he associates with different socio-political systems :

- Exogamic communal family (e.g. Russia, certain Slavic countries, China, Vietnam, Cuba, Northern India) which favours the emergence of community socio-political systems.
- Exogamic authoritarian family (e.g. Germanic countries, Sweden, Norway, Gaelic countries, Northern Spain, Japan, Korea, Jews, Gypsies) which favours an asymmetric pluralism characteristic of socialist and socio-democratic forces.
- Exogamic egalitarian nuclear family (e.g. Northern France, Northern Italy, Greece, Poland, Latin America, Ethiopia) which favours the emergence of individualistic systems of one kind.

- Exogamic absolute nuclear family (e.g. Anglo-Saxon world, Netherlands, Denmark) which favours the emergence of a second kind of individualism.
- Endogamic communal family characterized by frequent marriage between children of brothers (e.g. Arab countries, Turkey, Pakistan, Iran, Afghanistan and southern Soviet Republics) which favours socio-political systems such as that based on Islam.
- Endogamic (asymmetric) communal family characterized by frequent marriage between children of brother and sister (e.g. Southern India) which favours emergence of the caste system.
- Anatomic family, characterized by flexible heritage and cohabitation arrangements with possible consanguineous marriage (e.g. South-East Asia and South American Indians) which favours political ambivalence and socio-political systems such as that based on Buddhism.
- African family systems (which Todd points out have only been studied to a limited extent). They are characterized by dynamic instability of the domestic group and polygyny. These favour the emergence of socio-political systems dependent on the army as the main force capable of maintaining control.

The unfortunate feature of this presentation is that it appears excessively deterministic. This is in large part due to the absence of any indications as to how family structures themselves develop in conjunction with socio-political systems. It does not reflect the way in which all such variants tend to emerge side-by-side within a given post-industrial society. In the light of the learning cycle approach, each such pattern is best viewed as a « frozen » portion of such a cycle - or as a « standing wave ». Furthermore none of the nodes is necessarily pure. What is required is a study which brings out more clearly the rich variety of different types of alternation in the interactions between people (possibly conditioned by such family structures) and the transitions between them.

4. Epistemological mindscapes

Related to Todd's concern that family structures constitute a form of infra-logic governing preferred modes of organization, is that of the Japanese scholar Magoroh Maruyama. In a remarkable series of articles, Maruyama has studied patterns of cognition, perception, conceptualization, design, planning and decision processes. His central concern is the role of epistemological types, especially as they affect cross-disciplinary, cross-professional, cross-paradigm and cross-cultural communications. In contrasting his own work with that of previous research in this area, he distinguished two traditional approaches : the psychological and psychoanalytical bases of individual differences in patterns of cognition, and the cultural

and social differences as determined by sociologists and anthropologists. Maruyama notes the various terms that have been used to describe such patterns, none of which has proved satisfactory : models, logics, paradigms, epistemologies. To these might be added Kenneth Boulding's « image » (55). In Maruyama's latest work he favours « *mindscapes* ». Although he no longer favours the term, he defined paradigmatology as the « science of structures of reasoning » whether between disciplines, professions, cultures or individuals. He notes that the « *problem of communication between different structures of reasoning had not been raised until recently* », since scholars tended either to advocate their own approach or describe that of others. Contributing to this neglect is the fact that the choice between logics is based on factors which are beyond and independent of any logic. Although he carefully emphasizes that there are many possible mindscapes or paradigms, Maruyama argues that « *for practical purposes* » it is useful to distinguish four main types (8, p. 6). He stresses that these are not meant to be either mutually exclusive nor exhaustive and warns that any attempt at separating them into non-overlapping categories « *is itself a victim of a paradigm which assumes that the universe consists of non-overlapping categories* » (8, p. 142). What is intriguing is that over the years he has continued to struggle with the same attributes, grouping them first into three types (6), extended to four (7), then to five (8) and now seemingly stabilized at four again (9).

- (a) *H-mindspace* (homogenistic, hierarchical classificational). Parts are subordinated to the whole, with subcategories nearly grouped into supercategories. The strongest, or the majority, dominate at the expense of the weak or of any minorities. Belief in existence of the one truth applicable to all (e.g. whether values, policies, problems, priorities, etc.). Logic is deductive and axiomatic demanding sequential reasoning. Cause-effect relation may be deterministic or probabilistic.

- (b) *I-mindspace* (heterogenistic, individualistic, random). Only individuals are real, even when aggregated into society. Emphasis on self-sufficiency, independence and individual values. Design favours the random, the capricious and the unexpected. Scheduling and planning are to be avoided. Nonrandom events are improbable. Each question has its own answer; there are no universal principles.

- (c) *S-mindspace* (heterogenistic, interactive, homeostatic). Society consists of heterogeneous individuals who interact non-hierarchically to mutual advantage. Mutual de-

pendency. Differences are desirable and contribute to the harmony of the whole. Maintenance of the natural equilibrium. Values are interrelated and cannot be rank-ordered. Avoidance of repetition. Causal loops. Categories not mutually exclusive. Objectivity is less useful than « cross-subjectivity » or multiple viewpoints. Meaning is context dependent.

- (d) *G-mindscape* (heterogenistic, interactive, morphogenetic) Heterogeneous individuals interact non-hierarchically for mutual benefit, generating new patterns and harmony. Nature is continually changing requiring allowance for change. Values interact to generate new values and meanings. Value of deliberate (anticipatory) incompleteness. Causal loops. Multiple evolving meanings.

The above descriptions are brief summaries of extensive listings of characteristics in relation to overall social philosophy, ethics, decision-making, design, social activity, perception of environment, human values, choice of alternatives, religion, causality, logic, knowledge, and cosmology (7,8,9). Maruyama considers that the influence of such « pure » types predominates in certain cultures, although in practice the types are quite mixed. Thus the H-type predominates in European, Hindu and Islamic cultures. The I-type develops in certain individuals, such as those of existentialist philosophy. The S-type is characteristic of Chinese, Hopi, and Balinese cultures. The G-type predominates in the African Mandenka culture, for example. H, S, and G characteristics can be distinguished in different streams of Japanese cultures.

Maruyama has recently (9) compared his four types with an extensive survey of epistemological data grouped by O.J. Harvey into four « systems » (10).

- (a) *System I* : high absolutism, closedness of beliefs, high evaluativeness, high positive dependence on representatives of institutional authority, high identification with social roles and status position, high conventionality, high ethnocentrism.
- (b) *System II* : deep feelings of uncertainty, distrust of authority, rejection of socially approved guidelines to action accompanied by lack of alternative referents, psychological vacuum, rebellion against social prescriptions, avoidance of dependency on God and tradition.
- (c) *System III*: manipulation of people through dependency upon them, fairly high skills in effecting desired outcomes in his world through the techniques of having others do it for him, some autonomous internal standards especially in social sphere, some positive ties of the prevailing social norms.

- (d) *System IV*: high perceived self-worth despite momentary frustrations and deviation from the normative, highly differentiated and integrated cognitive structure, flexible, creative and relative in thought and action, internal standards that are independent of external criteria, in some cases coinciding with social definitions and in other cases not.

The two authors find that they agree on three types and differ on the nature of the fourth (which Jungian's would presumably consider as corresponding to a partially « repressed function » they have in common). It is much to be regretted that such surveys have not explored the epistemologies in « developing » countries to a greater degree, nor the extent to which different epistemologies are co-present in the same culture, group, individual or life-cycle.

It is to be expected that groups sharing preferences for one of these systems of perception would form organizations of a corresponding type, whatever the prevailing culture in which they are located. In this sense it is to be expected that Western-style organization models would indeed be appropriate for certain groups in an African society, just as non-Western styles are favoured by some groups in Western society. It is perhaps from such « alternative » modes of organization that the range of useful or complementary modes of organization appropriate to international organization can be learnt.

Such investigations would hopefully, undermine the prevailing assumption that only the one Western-inspired mode of organization should be used within the international community.

5. Alternation between languages

The possibility of using several « languages » or modes of organization must take into account a most important phenomenon. That is that few groups, projects, or schools of thought have difficulty in discovering and promulgating an answer. The difficulty for society as a whole arises from the conflictual relationship between such answers, or their denial of each other as irrelevant, out-of-date, erroneous, or unworthy of consideration. In the words of Jacques Attali, Special Adviser to François Mitterrand, concerning remedial ideas about the current crisis :

« *Au-delà des problèmes que pose toute sélection d'idées..., voici l'essentiel : si tout ce savoir n'est encore aujourd'hui ni synthétisé, ni assimilé, s'il reste un lieu d'affrontement et d'anathèmes, c'est parce qu'il charrie une image du monde d'une intolérable fixité; et que tout groupe social trouve intérêt à en occlure certains fragments pour tenter d'asseoir sa domination* (11, p. 10-11).

Perhaps the most important feature of this phenomenon is that every effort is neces-

sarily made to ignore it, to deny its significance, but especially to avoid exploring non-trivial routes beyond the barrier it constitutes to social development. As Attali continues :

« *Face à l'immensité de l'enjeu, faut-il alors cesser ce combat rudimentaire entre un vrai et un faux, mettre un terme à cette dénonciation de la parole de l'autre ? Et avoir le courage d'admettre que plusieurs discours peuvent être simultanément vrais, c'est-à-dire peuvent valablement interpréter le monde ?* » (1, p. 11).

Attali notes in passing that the multiplicity of truths is also encountered in physics (for example the wave vs particle theory of light). Maruyama recommends a « polyocular » use of different perspectives since the complexity viewed cannot be represented adequately through any one language. In a separate paper (12) it has been argued that in this light, current international efforts in search of « the » one appropriate policy or mode of organization are misdirected. It is argued that non-equilibrium dissipative structures with self-organizing characteristics are required to contain the discontinuities of the development process. The resulting new order is thus engendered by the fluctuation in practice between the extreme policies of essentially antagonistic modes of organization, the very fluctuation which the proponents of each mode at present make every effort to prevent as a way of ensuring their dominance in the short-term but at the expense of their development over the longer term. Development is then best reinterpreted as learning (itself more broadly understood) through such discontinuous fluctuation processes. Such learning needs to be conceived as cyclic rather than linear, with current modes or policies being integrated. The desperate search for « the » new magical alternative model of development (of necessarily temporary and limited appeal) can thus be usefully complemented by a concern for models of alternation to order the pattern and timing of cyclic transformation between many such alternatives, as and when they emerge. In such a context, so called « primitive » alternatives from the past may also prove to be temporarily desirable under certain conditions.

6. Cross-cultural communication

In a report for the Dag Hammarskjöld Foundation, Andréas Fuglesang, an authority on cross-cultural communication (especially in relation to Africa) illustrates the many ways in which « even social anthropologists, despite their good intention, are caught in the language-trap ».

« *While the law of contradiction in the syllogisms or the law of the excluded middle in the negative may be useful thinking tools for some people in some life situations, they are not necessarily useful for all people in all situations... The Aristotelian heritage in West-*

em or European culture is embodied in our scientific attitude to reality, but being an attitude of fundamental desire to change reality, it carries with it a seemingly inseparable arrogance towards those who think otherwise.

The significant feature of European culture is not only its scientific and technological achievement. It also exudes disrespect for other cultures as well as insensitivity to the miraculous multiplicity of life and human behaviour... We are oblivious to the fact that all other cultures are described and interpreted in the concepts of our own culture. Our ethnocentrism is close to total. We are not able to sense how literally and daily we express our arrogances in our language... Whilst we are the educated, other people are uneducated... il-literate, ir-rational, pre-logical and, let us add, un-productive and in-effective» (13, p. 17-18).

In the light of these remarks and of the many examples and insights that Fuglesang offers it is necessary to be extremely cautious in interpreting Bourgoïn's description above of the desirability of a village model of African style organization with the special importance attached to the elders. In the Western « non-oral » world it is almost impossible to sense the cultural reality of the oral African context. Fuglesang notes in this connection that :

« In a type of social formation such as the tribal society, it is the memory of the elders who control the storage and retrieval of the information resources of the society... Consequently, any attempt to direct social transformation and behavioural change has to address itself first to the issue of transforming the fundamental programme for information processing » (13, p. 109).

Western intellectuals should also be very cautious in evaluating the intellectual significance of such non-Aristotelian approaches. There are now many authors commenting on the need for such approaches in fundamental physics. Kinhida Mushakoji, Vice-Rector of the United Nations University, has also argued extensively for the need to move beyond the accepted limits of Western formal logic, especially in relation to interparadigmatic dialogues (14).

The significance of hidden assumptions concerning the organization of space and time in different cultures has also been explored in a remarkable series of books by anthropologist Edward T. Hall (15, 16,

17, 18). These factors can even be demonstrated to be of significance within and between organizations in Western cultures.

It is to be regretted that UNESCO's valuable series of studies on different perceptions of the nature of time in cultures (19), philosophies (20) and sciences (21) has not been extended into consideration of the significance of such insights for models of organization and development. If it is not acceptable that the practical dimensions should only be the concern of such practitioners as Fuglesang and Hall, given the importance of such facts for international development programmes.

Conclusion

The purpose of this note has been to point to ongoing work on the relation between language, culture, thought and organization. The relation between language and thought is well-recognized (22), even if it is ignored for practical purposes. The influence of different cultures is recognized for practical purposes, even if the theoretical discontinuities they imply are impossible to deal with at present. The position of organization in the complex language-culture-thought-organization seems to have been almost totally ignored in so far as its significance for appropriate models of organization is concerned. The implications for international nongovernmental organization were first examined at an earlier colloquium of the Union of International Associations in 1974 (23).

Ironically, perhaps the special significance of Africa in relation to organization, identity, and participation may well derive from the special understanding of belonging in African cultures as recorded by Fuglesang in concluding his study :

« The main impression from Africa's colourful and profuse social diversity is not confusion but the governing idea of unity. In a single sentence, Suzgo, a 20-year-old Ngoni from Zambia, revealed to me the essence of African societies. I had asked: « How are you this morning, Suzgo ? » The reply : « I am very fine, since I came to your house and belonged » (13, p. 227-228). It is such insights that suggest to Fuglesang that Africa offers unique examples of social behaviour from which Western society has much to learn.

« Africa demonstrates a variety of social models, some of which provide viable op-

tions for a restructuring of Western society in a more human direction. Far from being anachronisms, tribal societies are pools of valuable social experience and sociological knowledge... Identity is achieved through social unity, not through individual achievement. Social security is achieved through the systematic development of family and kinship, not through a yearly instalment on a life insurance policy » (13, p. 227,228). International organization has much to learn from African-style organization as such models emerge within the international community.

References

1. Herb ADDO. Prologue : *The Eurocentric State of the Discipline*. Tokyo, United Nations University, 1992 (HSRGPID-69UNUP-385).
2. Henry BOURGOÏN. *L'Afrique Malade du Management*. Paris, Editions Jean Picolet, 1934 (Collection Perspective 2000).
3. Geert HOFSTEEDE. *Cultures Consequences*. Sage Publications, 1980.
4. Emmanuel TODD. *La Troisième Planète: structures familiales et systèmes idéologiques*. Paris, Seuil, 1983.
5. Emmanuel TODD. *L'Enfance du Monde: structures familiales et développement*. Paris, Seuil, 1934.
6. Magoroh MARUYAMA. *Mindscapes, social patterns and future development of scientific theory types*. Cybernetics (1980), 23, 1, p. 5-25.
7. Magoroh MARUYAMA. *Paradigmology and its application to cross-disciplinary, cross-professional and*
17, pp. 135-156, 237-281.
8. Magoroh MARUYAMA. *Heterogenetics: an epistemological restructuring of biological and social sciences*. Cybernetics (1977), 20, 1, pp. 69-85.
9. Magoroh MARUYAMA. *Epistemologies and aesthetic principles*. *Journal of the Steward Anthropological Society* (1978), 8, p. 155-167.
10. J.O. Harvey. *Experience. Structure and Adaptability*. New York, Springer, 1968.
11. Jacques Attali. *Les Trois Mondes: pour une théorie de l'après-crise*. Paris, Fayard, 1981.
12. A.J.N. Judge. *Development through Alternation*. Brussels, Union of International Associations, 1983.
13. Andreas Fuglesang. *About Understanding: ideas and*
psala, Dag Hammarskjöld Foundation, 1982.
14. Kinhida Mushakoji. *Scientific revolution and inter-paradigmatic dialogue*. Tokyo, United Nations University, 1978.
15. Edward T. Hall. *The Silent Language*. Garden city, Doubleday, 1969.
16. Edward T. Hall. *The Hidden Dimension*. Garden city,
17. Edward T. Hall. *Beyond Culture*. Garden City, Doubleday, 1977.
18. Edward T. Hall. *The Dance of Life: the other dimension of time*. Garden city, Doubleday, 1984.
19. UNESCO. *Cultures and Time*. Paris, UNESCO Press, 1978.
20. UNESCO. *Time and the Philosophies*. Paris, UNESCO Press, 1977.
21. UNESCO. *Time and the Sciences*. Paris, UNESCO Press, 1979.
22. Paul Ghils. *Language and Thought a survey of the problem*. New York, Vantage Press, 1980.
23. Union of International Associations. *Les problèmes du langage dans la société internationale*. Brussels, UAI, 1975.

This note was produced on the occasion of the publication of:
African International Organization Directory.
München, K G Saur Verlag, 1985, 604 pages (edited by the Union of International Associations)

which was the basis for a study ;

Survey of African, International Organizations and Participation of African Countries in International Organizations
Brussels, Union of International Associations, 1984, 80 pages (by A. J. N. Judge)

presented to the Colloquium «The Identity of Associations and the Participation of INGOs in Africa in the Context of a New World Order » (Brussels, 1984).

VIE ASSOCIATIVE, CULTURES, DEVELOPPEMENTS

par André L. Jaumotte et Maurice Beutler*

Le fait associatif est analysé sur la base de l'expérience de l'AUPELF, l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française.

L'Association est opérative grâce à un Fonds international de coopération universitaire, alimenté par divers gouvernements.

Elle est, d'autre part, un partenaire solide et apprécié de grands organismes internationaux pour la promotion des systèmes éducatifs, des cultures et des développements, principalement l'UNESCO et l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT).

Ces organisations apportent un soutien et fou) un financement à des actions jointes, dont l'AUPELF reste le plus souvent maître d'œuvre.

L'AUPELF se trouve, d'autre part, à l'intersection d'un réseau multiforme de groupements qu'elle a suscités ou qu'elle a vu naître, dans le champ de sa compétence. Ils sont nombreux.

Elle a donc une expérience de tous les problèmes majeurs liés à l'*indépendance*, et à la *cohérence* d'actions multiformes décentralisées. Ces problèmes sont analysés. Les réponses qui leur sont données visent à dégager de nouvelles solidarités.

La solidarité est finalement la clé du phénomène associatif.

1. L'expérience du fait associatif, point de départ de notre réflexion, est celle de l'AUPELF. L'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française. Elle s'étend sur 23 années, puisque c'est le 13 septembre 1961 que les représentants de 33 universités ont signé la charte de fondation et adopté ses statuts de l'Association.

Nous sommes aujourd'hui plus de 150 institutions appartenant à 26 pays répartis sur quatre continents. A cela, il faut ajouter plus de 400 départements de langue française d'universités non francophones groupés dans un second cercle, le CIDEF, le Comité international des départements d'études françaises qui organise une rencontre mondiale tous les cinq ans. La prochaine aura lieu à Delhi en 1985.

2. Le regroupement est effectué sur la base d'une même langue de travail : le français. La diversité des cultures des partenaires, le fait que maintes universités concernées pratiquent aussi une autre langue ont empêché un repli sur la francophonie au sens étroit du mot. La volonté de l'AUPELF est l'*ouverture*. Les mots clés de son action sont *partenariat* et *coopération*.

3. L'objectif n'est pas le service ou la défense de la langue française mais bien le développement de la coopération concrète entre les universités membres, l'étude de tous les grands problèmes de l'enseignement supérieur, la contribution au dialogue des cultures, la mise à disposition de ses membres, notamment les plus jeunes et les moins favorisés, de services techniques et de moyens d'expansion.

La fonction primordiale de l'AUPELF est de détecter les besoins qui peuvent être satisfaits par la coopération universitaire multilatérale. Nous avons donc à faire la *prospec-tion des attentes* dans notre domaine; toutes celles prises en considération relèvent d'exigences collectives relatives à la formation des hommes ou à l'information.

Certes l'AUPELF n'est pas indifférente à la situation de la langue française, à son évolution, à sa qualité, à son rayonnement, puisque la langue est la base même de ce regroupe-

ment, mais ce n'est point là sa finalité, ni sa raison d'être.

4. Sa fonction, l'Association l'exerce en vertu d'un contrat plus ou moins tacite avec les gouvernements qui la subventionnent et qui ont créé avec elle le Fonds *International de coopération universitaire*, le FICU, dont le budget est du même ordre que celui de l'AUPELF elle-même.

Le but est de répondre matériellement à des attentes qui se sont fait jour dans les différents secteurs de l'activité universitaire et qui ne sont satisfaites ou ne peuvent être satisfaites, ni par l'institution elle-même, ni par l'aide gouvernementale directe (et notamment par les grandes aides bilatérales), ni par la coopération de type classique.

Le FICU est alimenté principalement par le Canada, la France et le gouvernement provincial du Québec; d'autres gouvernements y participent pour une part plus modeste.

5. Certains de ces programmes sont supportés entièrement par le FICU et s'inscrivent durablement dans les interstices des grands systèmes de coopération-développement à l'échelle mondiale, pour le bénéfice de la communauté universitaire de toute une région.

D'autres associent autour de l'AUPELF maints partenaires et fournissent une réponse appropriée pour une période déterminée. D'autres programmes visent délibérément à ouvrir une voie, à amorcer une réponse dont le suivi ne pourra être assuré qu'à travers de grandes aides. Ces caractéristiques opératoires de l'AUPELF supposent un mécanisme permanent d'intervention, le FICU, et une concertation permanente avec les pouvoirs publics.

6. Le fait associatif est donc doublement vécu à l'AUPELF :

* Respectivement président et secrétaire général de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF).

- vie associative avec les partenaires institutionnels, les universités, qui constituent le réseau;
- association avec maints partenaires extérieurs, organismes de diverses natures, gouvernementaux, para-publics, privés, internationaux, nationaux, etc. en amont et en aval de l'AUPELF elle-même.

7. Organisation non gouvernementale, ONG, de statut A (Association de consultation) de l'UNESCO, affiliée à la FAO, à l'Association Internationale des Universités (AIU), à l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), l'AUPELF entretient des relations de travail permanentes avec nombre d'autres institutions et associations qu'il est inutile d'énumérer ici. Il ne s'agit pas de simples relations extérieures mais d'une coopération effective dans des secteurs de programmes spécialisés qui s'articulent autour de pôles d'activité que la politique générale de l'AUPELF a retenu comme prioritaires.

8. Quels sont ces pôles d'activité ? Ils sont au nombre de trois.

A. L'étude comparative permanente des structures des ressources dont les universités disposent et des pratiques qu'elles mettent en œuvre pour répondre à leur mission de formation et de recherches, et aux attentes du corps social.

B. La coopération dans la promotion du développement en vue de rendre les universités plus performantes, en particulier dans le domaine de la santé et dans celui des technologies qui conditionnent le développement du monde rural.

C. Les échanges linguistiques et inter-culturels, notamment dans le domaine des études françaises, et les études de mentalité propres à promouvoir le dialogue des cultures.

Ces échanges sont orientés vers l'Afrique noire francophone, le monde arabe, l'Amérique latine, le monde créole.

J'illustrerai cette activité par trois exemples :

- la publication d'un *inventaire des particularités du français d'Afrique*;
- le séminaire de cours intensifs d'arabe organisé chaque année à l'Institut Bourguiba des langues vivantes 3 Tunis;
- les échanges de coopération avec les quatre universités des zones créoles, membres titulaires de l'AUPELF: Haïti, Antilles-Guyane, Ile Maurice. La Réunion.

9. Pour mener à bien ces programmes, et dans l'espoir de servir au mieux ses membres et le corps social tout entier, l'AUPELF a mis en œuvre une politique d'ouverture maximale qui inscrit l'Association comme un partenaire solide et apprécié dans les réseaux internationaux que constituent les organisations de coopération pour la promotion des systèmes éducatifs, des cultures et des développements. Au centre de ce réseau se trouve le système des Nations Unies et en particulier l'UNESCO. Chaque année au mois de juin, une séance réunit l'AUPELF et la division de l'enseignement supérieur de l'UNESCO pour un diagnostic des actions de l'année écoulée et une perspective des actions à mener de concert dans l'année qui vient. C'est toujours une réunion stimulante et créative, malgré la disparité de la taille des deux organisations.

10. L'AUPELF se trouve elle-même à l'intersection des réseaux qu'elle a suscités ou qu'elle a vu naître dans le champ de sa compétence; relais autonomes spécialisés, centres d'excellences, réseaux de compétences, constitués par des institutions ou des individus. Ces comités, associations, conférences illustrent la recherche thématique partagée, pratique une coopération de services, réfléchissent, forment, informent, etc.

Quelques exemples :

- L'AIESI, Association internationale des écoles des sciences de l'information;
- l'AEILIA, Association d'études linguistiques interculturelles en Afrique;
- l'AIPULF, Association internationale des presses universitaires de langue française;
- l'ASGFMOF, Association des secrétaires généraux des facultés de médecine et d'odontologie francophones;
- le CIEC, Comité international des études créoles;
- le CIRECCA, Centre interuniversitaire de recherches, d'échange et de coopération dans les Caraïbes,
- le CREIPAC, Centre de rencontres et d'échanges internationaux du Pacifique sud,
- la conférence des doyens des facultés de médecine francophones, etc.

11. Partons de ce cas de figure.

Nous constatons que la réalité associative de base, dans notre cas, l'AUPELF, génère un système de relais spécialisés.

Quelles sont les conditions pour que les objectifs que nous voulons servir soient atteints ? En d'autres termes, comment conserver à cet ensemble une cohérence d'objectifs, éviter une dispersion qui conduirait à l'incohérence ?

12. Première condition :

Toute action coopérative a un problème *d'image, d'identité* à résoudre. Il s'agit du problème de la représentation qu'on se fait de cette action multiforme dans la sensibilité collective. Il y a des distorsions, des effacements, des anamorphoses de cette image qui affectent la crédibilité, partant l'efficacité. Revenons à l'exemple de l'AUPELF car ce problème d'image se pose sur deux plans ou moins.

L'importance attachée à chacun des axes de l'action est perdue de vue par les protagonistes de chacun de ces axes.

Ainsi l'importance attachée aux études françaises et au dialogue des cultures échappe aux tenants de la coopération - développement. D'autres sont plus attachés à la vocation première de l'AUPELF qui est de fournir un instrument efficace d'analyse et de réflexion sur l'évolution permanente de l'enseignement supérieur par des confrontations d'expériences et des études comparatives.

D'autre part, en continuant à parler de l'AUPELF, la géographie fait nettement apparaître un rôle sud qui veille sur les destinées d'une *Universitas Africana*. Les dimensions des coopérations nord-sud et sud-sud ne doivent pas faire perdre de vue les exigences de la coopération nord-nord. Les programmes spécialisés tendent à occulter l'image d'une association foncièrement généraliste et qui ne peut servir ses objectifs qu'en le demeurant foncièrement. Les divisions des tâches est inévitable mais elle est conçue dans une optique de servir toutes les universités, le tout des universités et rien que les universités mais ouvertes sur le milieu.

13. Deuxième condition.

L'harmonisation et la complémentarité des associations filles, des relais spécialisés.

La prolifération des associations du réseau constitue un problème que nous n'examinerons pas en soi. Nous supposons que chaque association, chaque groupement répond à une attente collective, à des besoins éprouvés et qu'elle est appelée à combler un vide (et non à satisfaire des ambitions).

Si tel est le cas, et c'est le meilleur des cas, l'expérience prouve qu'on ne peut éviter les interférences mais la

redondance des dédoublements n'est pas néfaste dans toutes les occurrences. La gestion en commun du champ de compétence, l'harmonisation des politiques, objectifs et priorités demeurent cependant indispensables et peuvent être réalisées par des protocoles d'ententes ou des conventions à but précis. Un tel protocole est en cours d'élaboration pour mieux harmoniser l'action de l'AUPELF et du CIDEF, dont le champ commun est évidemment le dialogue des cultures. On peut concevoir que sans compromettre l'autonomie et la liberté, qui sont à la base du fait associatif, de telles dispositions soient prises sous les auspices, ou mieux sous le contrôle, de tierces organisations dont le poids politique, institutionnel ou financier est plus important. C'est le prix nécessaire pour la gestion de la coopération.

14. En revanche, il faut éviter un lien de subordination entre le pouvoir financier et celui d'orienter la coopération. Il ne s'agit pas de mettre en cause la politique des Etats, ni l'orientation des grandes aides bilatérales, mais de mettre en lumière le rôle autonome des associations. Elles agissent sur une base multilatérale, souvent en qualité de structures relais. Elles accomplissent leur travail en fonction de la diversité des réalités culturelles. Elles adoptent leur mode d'action à des besoins prospectés, évalués sur le terrain, souvent exprimés par des partenaires institutionnels autonomes, œuvrant eux-mêmes à différents niveaux local, régional, national, international.
- Le fait associatif s'inscrit ainsi dans la diversité, qui ne fait que traduire la pluralité des cultures. Il prend en compte la culture, au sens que lui donnent les anthropologues. La coopération multilatérale en association est la mieux placée pour faire face à la diversité des réalités culturelles, des modes de coopération et peut-être des développements, dans la mesure où les sciences et les techniques ne fournissent qu'un outil et non une méthode de choix.

15. Les relais autonomes, qu'ils soient eux-mêmes des ONG ou des structures relais, suscités ou nés dans la spontanéité, posent la question tout à fait fondamentale des seuils d'intervention, des délégations de compétences, des relèves d'exécution. Le fait associatif vise à manifester l'excellence. Il ne la produit pas pour elle-même, mais pour servir des valeurs de l'universel. Il est collectif par essence, et substantiel à l'affirmation d'une soli-

darité et à la recherche de nouvelles solidarités. La reconnaissance du fait associatif comme facteur de solidarité et de créativité, appelée de la part de la société internationale une politique raisonnée et cohérente en matière de relèves d'exécution et de délégation de compétence.

16. L'AUPELF a 23 ans d'expérience du fait associatif entre des partenaires de taille et de cultures multiples. Elle a donc l'expérience de la diversité culturelle. Elle travaille avec de tierces organisations comme l'UNESCO et l'ACCT.
- Elle gère le FICU dont le programme d'action est établi en collaboration avec les gouvernements donateurs. Elle a donc l'expérience de la collaboration avec des organisations tierces, sans qu'elle ait aliéné son pouvoir d'orienter la coopération.
- Elle a généré un réseau multiforme de groupements qui s'inscrivent dans le champ de son activité. Elle a donc une expérience de tous les problèmes majeurs liés à l'indépendance et à la cohérence d'actions multiformes. Comment partager, comment former de bonnes collaborations pour le profit de la coopération et du développement ?
- Il existe des bonnes volontés à foison et des experts compétents en grand nombre.
- Quand et comment structurer la disponibilité de ces individus ou de ces groupes d'individus et légitimer leur action lorsqu'ils se constituent en relais collectifs autonomes ?
- Selon quelles dispositions assurer à de petites équipes interdisciplinaires ouvertes sur le milieu et s'appuyant sur un thème, les fonds et les services nécessaires à leur action ?
- Autrement dit : comment assurer la mise en place et le financement sans contrôle a priori, de réseaux thématiques de recherches partagées et étendre le bénéfice de leur action au plus grand nombre ?
- Dans quelle mesure les responsabilités que ces équipes exercent sur le terrain au nom d'une organisation préexistante appellent-elles la naissance d'un nouveau fait associatif ?
- Dans quelle mesure l'esprit corporatiste qui peut animer certains regroupements est-il compatible avec le fait associatif considéré comme un facteur de solidarité ?
- Enfin, dans quelle mesure le système international est-il capable de s'appuyer efficacement et durablement sur l'action des associations existantes, en libérant les fonds et les services nécessaires à leur action ?
- Toutes ces questions se sont posées à nous ou nous nous les sommes

Nos réponses ont toujours visé à dégager de nouvelles solidarités. Car la solidarité est la base du phénomène associatif.

17. En terminant, j'illustrerai cette politique par l'exemple de l'action de l'AUPELF dans le domaine de la culture technologique.

Trois secteurs prioritaires essentiels ont été privilégiés :

- la technologie de conservation post-récolte;
- la valorisation de la biomasse;
- la formation des techniciens à la maintenance du matériel scientifique et technique des universités africaines.

Les réseaux sont issus des JIT, Journées internationales de technologie, organisées périodiquement. Ils impliquent une recherche partagée nord-sud ou sud-sud entre plusieurs équipes dans un esprit de maïeutique et rapprochent ainsi des chercheurs de diverses disciplines dont les liens associatifs sont consolidés par deux organes de liaison essentiels :

- le comité scientifique du suivi;
- la lettre de liaison, modeste revue polycopiée.

Les réseaux fonctionnent suivant deux axes :

- réunions de travail des comités, établissement d'un fichier des membres remis à jour périodiquement, publication de lettres de liaison, actuellement au nombre de deux, le Grenier et Blom;
- Colloques, séminaires thématiques, sessions de formation post-universitaire, ateliers, prenant appui sur des centres d'excellence et les valorisant.

18. Quoi qu'en pensent certains, par le biais des mythes, le fleuve est unique qui conduit des rives du Tigre et de l'Euphrate où sont nées les premières civilisations du monde (Sumer, Babylone, Assur, Ninive) au monde judéo-chrétien. Les indo-européens se sont nourris au domaine sémitique. C'est par la grande voie fraternelle du dialogue des cultures que notre monde s'est peu à peu exploré et révélé.
- C'est par elle qu'il doit maintenant se sauver car nous sommes au temps d'une nouvelle solidarité. Rien de grave ne peut séparer ceux qui ont la conviction qu'on peut construire ensemble dans le respect de ses différences, plus en s'enrichissant du fait de ces différences.

TEACHER ORGRNIZATIONS AS NGO'S IN AFRICAN DEVELOPMENT

by Raymond J. Smyke*

The purpose of this paper is to show how teacher organizations are involved in development and to identify some obstacles impeding a fuller participation. African education is a vast and complex process continuously changing. It is the subject of concern and debate in national and international forums, in many agencies of the U.N. and in ministries of education and planning in Africa. The reason for this concern is clear. The public or civil service is by far the major employer in Africa and teachers are the largest sector within the public service. Unlike developed countries where education cuts and retrenchment prevail, African education is growing and expanding (1). In all national budgets it is one of the largest expenditures bolstered by the political commitment of governments and citizens. In fact, military and education consume over 50 % of many national budgets. Within the education sector, teachers salaries are the largest item - and it continues to grow. UNESCO informs us that the African teacher population in 1960, the watershed year when 17 countries became independent, was 523,000; in 1970 - 969,000 and in 1980 - 2,103,000. These figures exclude teachers in the many Koranic schools (2). The context in which teachers function is African education. But we are not looking at the classroom life of the teacher, rather at the role of professional associations where teachers come together to discuss common interests. This is one small aspect of continental education, but it obviously impacts on the quality and effectiveness of classroom teaching, therefore, on education as a whole. It is important to underline the fact that teacher organizations in Africa as in most countries of the world are *non-governmental* (NGO). Members are public servants who belong to a professional trade union which cooperates with its ministry of education, but is independent of it. The right to freedom of association, to discuss conditions of work with the employer is reinforced through long standing conventions of the International Labour Organization. In this regard some misconceptions regarding teacher unions may be clarified. First, teachers in

their professional associations or unions are not controlled by ministries of education. Some civil servants undoubtedly would like to have it so, but in reality it is not the case. Second, teachers may or may not belong to the central trade union in their country. In most French and Lusophone countries they are an integral part of the trade union movement. In English speaking countries some belong while others cooperate with, but are not a part of the central labor organization. Third, the majority of teacher unions are solidly unified. They have full time paid staff, own property and contain in one single organization the majority of the nations teachers. This is unique to Africa - unified, strong, well led teacher unions in almost all countries! The norm throughout the world is wasteful conflict between competing teacher groups often reflecting political, religious, linguistic, ideological and educational divisions within the same country. This is true in the United States of America, England, France, Germany, Sweden and in most developed countries. Perhaps more importantly these divisions are deeply entrenched throughout Asia and Latin America. Thus, African teachers are alone in their professional unity - and in unity there is strength! (3)

Historical background

A very brief overview of the origin of teacher unions in French and English-speaking Africa will help to show their continuing potential. Up until the formation of l'Union Générale des Travailleurs de l'Afrique Noire (UGTAN) in January 1957, trade union affiliation of African workers reflected the dominant theme of French trade unionism. Competition for membership among the large trade union centers in France was carried to Africa after the 30 January 1944 Brazzaville (Congo) Conference called by Charles De Gaulle and the Free French to widen African participation in the Fourth Republic's concept of French union. Decrees emanating from the Conference, particularly that of 27 October 1946 opened the possibility for African trade union organizations. Already in French West Africa (Afrique Occidentale Française - AOF) some African initiatives were taken. In 1937, for example, two African staff members of the Ecole Normale

William Ponty founded a local association for teachers in Dakar, the capital of A.O.F.

This was followed by clerical workers, Engine drivers in the Association Amicale et Professionnelle des Agents Indigènes du Chemin de Fer de l'A.O.F. took strike action in 1938 in which workers were killed. They saw the quick realization of all of their demands from the French Administration and. at the same time, the banishment of Governor General de Coppet to Madagascar in April 1939 for his weakness in giving in (4). Between 1944 and 1957, that is from Brazzaville to the formation of UGTAN and its teachers wing Federation des Enseignants d'Afrique Noire (FEAN), the competition for African membership was carried out by the three dominant French unions. The Confederation Générale du Travail (CGT), the Confédération Française de Travailleurs Chrétiens (CFTC) and the CGT Force Ouvrière (CGT-FO) founded in 1947. Immediately after Brazzaville, teachers, civil servants and salaried employees began to organize, with civil servants and teachers taking over leadership roles and pushing the formation of trade unions. Competition for African loyalty by the big three French unions kept African trade unionism in turmoil during the independence struggle. The need for unity and the imminence of political independence in 1960 prompted the UGTAN initiative which counted on the merging of the many local units - *syndicats débasés*. UGTAN, which supported political parties in the various territories before independence, broke up into national trade union movements after independence. In other words UGTAN went from regional unity to national fragmentation. Following the French pattern of trade union support for political parties, where multiple African parties existed, there were multiple trade unions reflecting the party-political tendency.

The opposite was true in English speaking Africa. For example, before 1960 no regional contact existed among teachers. No teacher groups were part of the trade union centre. This was similar to a mentor body in England, the National Union of Teachers of England and Wales which then disdained the British TUC, Unions in the colonies had to be registered with the colonial Registrar of Trade Unions but they were discouraged by civil servants

* Professor of Third World Politics, Webster University
Geneva

and missionaries from belonging to a trade union since teaching, they were told was a profession and not a trade (5). Differences in colonial Africa tended to follow metropolitan practice in a number of ways. Educational development was lay-oriented under government control in Francophone countries while it was left to missionaries under church control in Anglophone countries. A more interesting point perhaps is the vast difference in quantity of education provided in English speaking countries. Two observations may be made. Missionaries were more interested in saving souls than educating. The latter was a necessary means to the former. Since different missionary agencies were competing for converts, this caused a mass, and until 1925, uncontrolled proliferation of mission schools. Government control in Francophone Africa meant orderly, rational, logical growth in education. Demography also played an important part. In the area of West Africa today made up of Benin, Gambia, Ghana, Guinea, Guinea-Bissau, Ivory Coast, Liberia, Mali, Mauritania, Niger, Nigeria, Senegal, Sierra Leone, Togo and Burkina Faso (Upper Volta) lives 29 % of Africa's total population, 129 million in 1980, with little doubt that the population will double by the year 2000. But fundamentally West Africa is rural with some centers of mass urbanization. The three largest countries in area are Niger- 1.267 million sq. km.; Mali- 1.202 million sq. km. and Mauritania - 1.031 million sq. km. All average 5 persons per sq. km., the least dense in West Africa. Nigeria, Ghana and Sierra Leone have the greatest density and along with the Ivory Coast and Niger a 3.0 % annual growth in population. The other countries in the region are growing at 2.0 % and 2.5% (6).

African education and social needs

The point is to show why there are more teachers in English than in French-speaking Africa, from the outset of colonization until today, but more importantly, how this plays an important part in any NGO development strategies concerning teacher unions. Chart Number 1 shows a teacher population of one million. A similar chart in preparation for French-speaking countries shows a total teacher population of one quarter of a million. Leaving out 600,000 Nigerian teachers there are still fewer teachers and fewer schools in French-speaking countries of Africa. The quality - quantity argument often debated will not be touched on herein, however, some observations may be made. The missionary vs government sponsorship of early African education is extremely important today. Community initiative in school building like the Uhuru schools of Kenya continues in a number of countries. Pupil teachers were often recruited to serve in these schools when education

budgets do not permit full professional training and the hiring of qualified teachers. Pupil teachers and a pre-occupation with paper qualifications, means that much of education is irrelevant to survival in a jobless society. Education change has been discussed for decades, but it is not easy to change a national system of education. Yet as the earlier statistics on teachers growth indicate, there is no slowing down the process of expansion as long as populations continue to grow. Thus, when it comes to teacher organizations as NGO's in African development, one can make a strong case that the greatest need as well as the greatest opportunity are to be found in the countries listed in Chart Number 1. The mass of African population is found there, the largest teacher population and the most effectively organized unions are also in these countries, plus two extremely important elements. A voluntary agency philosophy in the English missionary tradition and a flexible approach to international assistance based on two decades of experience in carrying out NGO development projects within the framework of international teacher cooperation.

Somes Notes on Chart Number 1

The statistics are drawn from the authors ongoing research and adjusted for accuracy with the named organizations. A margin of - 10 % is assumed. The South African Black teacher population is given. There are twenty-six teacher organizations in the Republic of South Africa divided racially and provincially. Four large federations represent each racial group, African, Asian, Colored and White. Officers of the federations meet from time to

time (7). Owing to the presence of Fourah Bay College which began granting degrees from the University of Durham in 1876, the first teachers organization sprang up in Sierra Leone. There were earlier beginnings in West Africa compared to East Africa. Late Stephen J. Kiomi, the founding Secretary General of the Kenya National Union of Teachers pointed out on his first visit to West Africa in 1962, « *you were lucky to have mosquitoes* » ! He meant that areas with no mosquitoes and temperate climates were settled by European communities. There the struggle for education, independence and the formation of teacher unions was more difficult. The African majority had first to get control of their country from the settled minority. This was unnecessary in West Africa since there were no settlers. The actual beginning of most teacher unions were quite similar : freedom from mission domination, poor terms of service compared to government teachers. In Nigeria during the 1929-1936 depression, mission teachers had salary cuts of 60 % or more when grants to schools proprietors were cut, while government teachers and civil servants suffered no cuts at all (8). One can generalize that the colonial governments and departments of education were more sympathetic to the formation of teacher organizations than mission agencies who were categorically against their formation. They preferred denominational associations which they could control. During the colonial period two African unions in Nigeria and Uganda had associate membership with the National Union of Teachers of England and Wales. This was helpful in making interventions to the Colonial Office when needed (9). The post independence period for most teacher unions was characterized by uni-

Chart Number 1 : Teacher Population (TP), Current Membership (CM), and Foundation Date (FD) of Teacher Organizations (TO) in English speaking Africa (1984)

TP	CM	Country	TO	FD
8,000	7,200	Sierra Leone	SLTU	1888
60,000	40,000	South Africa	ATASA	1929**
7,000	3,500	Swaziland	SNAT	1921
600,000	450,000	Nigeria	NUT	1931
90,000	85,000	Ghana	GNAT	1931
5,000	1,000	Liberia	NTAL	1937
5,000	2,000	Botswana	NALT	1939
25,000	17,000	Uganda	UTA	1944
22,000	18,000	Malawi	TAM	1948
1,500	1,000	Gambia	GTU	1946
31,000	19,000	Zambia	ZNUT	1954
6,000	4,000	Botswana	BTU	1954
91,000	31,000	Tanzania	JUWATA/T	1961
55,000	17,000	Zimbabwe	ZIMTA	1981***
1,000,650	695,700			

* CM - Teacher whose dues are paid (or the current year)
 ** Black teachers only.
 *** ZIMTA was formed in 1981 from the NTA founded in 1910 and ZITA in 1938



A water pipeline is laid by villagers in a self help effort near Nairobi. Curricula and training programmes have been developed in rural regions to maintain water supplies and sanitation facilities.

Photo UNICEF

fying many small denominational or sectional groups, i.e. Methodist, Church Missionary Society (CMS), Catholic, Presbyterian, Lutheran, Seventh Day Adventist; headmasters, headmistresses, primary, secondary: Black, White and Asian teachers. The need for the check-off system - dues collected at source - became a priority as did employment of full time staff, particularly the post of Secretary General. It is important to recall the period in order to understand some of the problems encountered. Africanization - the filling of posts vacated by European civil servants - had only one source of educated manpower to draw from. This was African teachers from the secondary or

tween 1960 and 1965 this pool was practically drained as teachers moved into the public service and filled the new legislatures. Others went abroad for graduate studies. In French-speaking Africa there was less pressure. In 1962 in the whole of A.O.F. there were 11 African secondary teachers, the rest were expatriates from the mother country. Africanization did not occur as abruptly in the countries formerly linked to France. Nevertheless, the promises made by politicians in the pre-independence period throughout Africa were a direct response to popular pressure to increase educational opportunity.

This was well before the 1961 Ministers of Education Conference in Addis Ababa which recommended universal primary education by 1980. Expanding education, while Africanizing cadres, meant that teacher training institutions could not cope! Recruitment of expatriates, volunteer teachers from the United Kingdom and the United States, distance teaching, in-service training, even teaching machines were all tried to meet increased enrollments. Under budgetary pressure governments turned more and more to under-qualified pupil teachers as a cheap source of manpower.

Transnational exchanges and union leadership

All of these problems plagued the formation of teacher unions during the period under discussion. Pupil teachers swelled the ranks of struggling teacher unions keeping barely trained leaders under constant pressure to « get more money ». This hectic stage came to a close about 1970 when international efforts began to take hold particularly training teacher union leadership at all levels. A number of international groups were involved, but there seems little doubt that the World Confederation of Organization of the Teaching Profession was the first to re-

spond (10). Two African founding members helped give birth to the Confederation in 1952(11). Liberia and Nigeria pressed for assistance to sister organizations. Beginning in 1959, this took three forms: (A) seminars, training programs and material assistance to establish national secretariats; (B) travel opportunities to regional and world gatherings of teachers' leaders to learn from one another (C) teacher to teacher cooperation. While items A, B and C are all important, it is the latter, teacher to teacher cooperation that points the direction for the future. This began in 1962 when the Canadian Teachers Federation (CTF) responded to a request to help develop in-service training for under-qualified primary school teachers in English and later French-speaking Africa. The problem arose because government and international programs aiding Africa's newly independent countries were concentrating their resources on secondary and higher education to the exclusion of the primary level. Teacher unions that were trying to organize had a majority of partially qualified primary teachers who were receiving no further training. While the placement of resources was a correct priority in Africa at the time, it was nevertheless detrimental to the rank and file. Teacher leaders, then as now, wish to show their government

that they were responsible professional people anxious to assist in the formation of their own members. The appeal was innovative and the response creative. In 1962 the author had discussions with the Minister of Education from Malawi and with the Vice-Président of the Nigeria Union of Teachers, separately expressing the above need. The Canadian Teachers Federation largely because of its Commonwealth link with the two requesting countries was asked to pioneer a unique form of teacher to teacher cooperation never before tried. The CTF agreed to send several well qualified members, who volunteered their summer to carry out primary level in-service training in the two situations mentioned above. It is important to note that one was a government request, the other from a union. The humble beginning continues today in the tradition of self-help. It has prospered because of freely given service by professional teachers from Canada and the host country. Funds are contributed by the Provincial affiliates of the CTF from their membership dues and matched, dollar for dollar, by the Canadian International Aid Agency (CIDA). In the twenty-two year period 1962 to 1984 almost 1,000 CTF members have gone to 36 countries in Africa, the Caribbean, Asia and the South Pacific to work with professional equals on a host of development projects, using Canada's French-speaking capability, Francophone countries in Africa later participated (12). The Swiss Teachers Cooperation - the work of three national organizations has carried out specialized courses in several French-speaking countries since 1967. It is non-governmental in organization, control and execution, with some financial assistance from the Swiss Confederation's international assistance programs.

About 1976 the Nordic teacher unions « *discovered Africa* ». The particularly enlightened leadership of the Svenska Fackläraförbundet (SFL) - the Swedish Association of Specialist Teachers - had provided from its own budget small amounts of funds to conduct training seminars for members of teacher unions, particularly in early childhood education, home economics, technical and vocational education and the specialized subjects making up the SFL's membership. In almost all instances a Swedish resource person participated.

The seminars were organized and led by the host African organization. It proved particularly appealing to the SFL. In a rapid sequence, their tri-annual conference voted 1 % of its annual budget for international assistance; they suggested that a large scale project be presented by the SFL and their colleagues in the Sveriges Lärarfrbund (SL) - the Swedish Union of Secondary Teachers - to their trade union center the LO/TCO. This is a powerful organization of white-collar workers. It receives approximately 10% of the budget of the Swedish International Development

Agency (SIDA) for trade union training in developing countries. One result of the SFL initiative was a four-year program to train women leaders in 28 French and English-speaking teacher unions in Africa beginning in 1981. The results have exceeded expectation. Other Nordic countries joined in. With their aid agency participation, the Danmarks Lærereforening (DLF) of Denmark and the Opettajien Ammattijärjestö (OAJ) of Finland worked in East and Southern Africa. From their own budget, the Norsk Lærerlag (NL) - the Norwegian Union of Primary Teachers - has been extremely effective because of the intense personal contact with women leaders of African teacher unions. The above projects were administered by the WCOTP except for the CTF which had its own International Department through which it arranged the majority of its own programs. The CTF still responded to special requests through the WCOTP averaging about \$ 90,000 per year. Evaluations abound! There is little doubt that donors, recipients and administrative agencies have all been satisfied with progress to date. This example has prompted the New Zealand Education Institute, the Australian Teachers Federation and its state affiliates to begin similar work in the South Pacific. Very large unions like the National Education Association of the United States, the National Union of Teachers of England and Wales, the Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège de France have not yet participated in any comparable effort.

Inter-NGO cooperation and public money

This paper describes only one narrowly defined interest group - teachers. The call for professional solidarity came early (1962) and developed as an integral part of membership in the international non-governmental organization (INGO) concerned. Since assistance would hardly be given to national teacher organizations who were not members or at least potential members of the mother body, the project strengthened the sense of belonging, fostered reciprocal responsibility by training indigenous leadership in western oriented, democratically based, management techniques to run non-governmental organizations. But this is not all. Running an NGO cannot be divorced from the environment in which it is situated. People who keep track of such things say that between 1960 and 1960 there were in the whole of Africa, 78 attempted or successful military coups. Since that time Liberia, Nigeria and Burkina Faso raised the figure to 81. Leading a professional trade union with thousands of members, in a political situation that lacks representative institutions and is governed by the military, is an experience that few, if any, developed country trade union leaders have experienced. Thus, in the view of the author one conclusion to be drawn from two decades

of teacher to teacher assistance is that the contacts *have helped the African unions to survive* under a leadership that is outstanding in the world. Excellent men and women teacher leaders have grown out of these NGO efforts to play important parts in national development, particularly at the local level. In other words, while the intention of teacher to teacher cooperation was to strengthen teacher unions, it did this and more. Africans are self-help oriented. Perhaps as part of the missionary legacy they readily share with others what they have learned. The training opportunities afforded to thousands of men and women teachers have contributed, in an unrecorded way, to national development as well as to trade union development. *That is the good news.* Aid money going to African organizations tends to repeat the mistakes of colonialism while some of the project operations are hardly distinguishable from missionary work of fifty years earlier. Instead of religion, the new faith becomes « development » or « trade unionism » or « training » per se. To explain this requires a brief diversion into the complexities of giving away someone else's money called Official Development Assistance (ODA) (13). This is the sum total of all government funds available for development. It does not include generous private disbursements from churches, clubs and the like. In 1970 ODA totalled US \$ 8 billion (all figures are in US \$), in 1981 ODA reached 35.5 billion. Adjusted for inflation and US \$ currency, fluctuations macro-economists tell us the actual increase was only 70 %. In reality 35.5 billion is a lot of money to be given away. The process of doing so is handled by a small army of public servants employed by the United Nations (UN) its agencies dealing with development including the World Bank family. The UN system, however, does not produce the money, it only spends it. Funds come uniquely from member states in annual contributions. Member states of the UN, of course, raise money through taxation of their citizens. After making contributions to the UN and its agencies, many states are in the development business themselves. Some are mentioned herein. CIDA of Canada, SIDA of Sweden, DANIDA of Denmark, NORAID of Norway, FINNAID of Finland and so on are national development agencies. Whether the public servants work for the UN or a national government, they all have one responsibility in common - that is *accountability*. Everyone who receives a gift of money, whether a child from its father or the World Bank from a member country must account for it in one way or another. A public servant, who wishes to keep his or her job, will insure that all funds allocated in one budgetary year by the national legislature are properly accounted for within the time limits required by the Accountant General of the country. This is a universal process. Public money appropriated and spent must be verified and ac-

counted for. It means in many instances that the process of handling the money becomes more important than the objective for which it is to be used. In the early period of ODA it was a notorious joke that money given to developing countries would disappear or was wasted. ** The money was eaten ! » If the « money is eaten » accountability becomes difficult. The public servant dispensing it comes under fire from superiors because of poor judgement in « trusting 'those people' with the money ». This is oversimplified but true. Anyone who has operated development programs at any level will understand this lack of trust. The result then, of ODA growing from S 8 billion to S 35.5 billion in just ten years was an increase in the army of public servants, sometimes called bureaucrats, who were employed to spend and account for the additional billions. Accounting has become an end in itself since no « new money » would be appropriated by a national legislature until the use of the « old money » was verified.

Some observation may be drawn from this. First, the lack of trust between donor and recipient becomes a self-fulfilling prophecy. Trust is a two-way street, in a family, a marriage, a nation or among nations. Persons who are given no responsibility in handling funds can correctly be accused of being unable to handle funds. Second, the absorption capacity of many African NGO's to use project money is quickly reached. In a tight political situation a trade union or a teacher union cannot be seen to take too much money from abroad, no matter how worthy the cause. Third, the nature of membership INGO's, specifically trade unions and teacher organizations, is to be inward looking, defending narrow occupational interests. The INGO trade union fights in the world today are well known, for example, between the International Confederation of Free Trade Unions (ICFTU) and the World Federation of Trade Unions (WFTU). Between the WCOTP and its arch-rival the International Federation of Free Teacher Unions (IFFTU) affiliated to the ICFTU. These differences are exported to affiliates in the third world. Thus, development assistance given to INGO combatants deepens ideological differences among their affiliates.

Fourth, one of the very first development theories to originate in the third world was called the theory of dependence. Coming from Latin America, it is popularly known as *dependencia*. F. H. Cardoso, Faletto, Sunkel and Paz are some of the names associated with its evolution. Simply stated, *dependencia* claimed that dependent territories or countries i.e., the third world, could never, free themselves from the control of developed economies (14). Dependencia, in the view of this author is also applicable to INGO's and their affiliates. It would be difficult to find a European-based INGO led by a third world person. The latter abound on committees, as

assistants and an elected president, but seldom in the key position of Secretary General. Development assistance given to INGO's is used to reinforce dependence on the European-based organization. It may not be done deliberately - although the efforts of the major trade union centers to keep the Organization of African Trade Union Unity (OATUU) out of the International Labour Organization in 1981 and 1982 were deliberate. One can make a case, that the majority of INGO's are so preoccupied with the deteriorating situation of their members in the industrialized countries, that the leaders have neither the energy, the knowledge or the interest to understand what is happening in developing countries. The easy solution then is to provide small sums of project assistance from someone else's budget to « keep the members happy » - and dependent.

Conclusion

Development assistance is relatively new in the world having begun with the post World War II Marshall Plan. Thirty-five years in the course of human events is hardly a long period. The United Nations agencies, national aid groups, trade unions and churches are all learning by trial and error. All hope that development would take off more quickly, but in addition to trust, patience is required. The initial experiments of ODA going to European-based INGO's has been worthwhile, but as this paper attempted to show, the sought after objectives have been elusive. In the meantime, there are continental INGO's that are ignored by almost all development agencies because of the difficulty of accountability and lack of trust. Yet, development as perceived by the United Nations cannot possibly take place without taking African INGO's as full partners into the process. The European-based bodies should by all means continue to do what they do best, look after their industrialized affiliates. Many of these continental groupings are based in English-speaking Africa for the reasons given earlier, yet there is a proven record of bridging cultural and linguistic differences. African teachers are united in the All Africa Teachers Organization (AATO) with an office in Lomé; the Organization for African Trade Union Unity (OATUU) and the Association of African Universities (AAU) are both in Accra; the Association for Teacher Education in Africa (ATEA); the African Social Studies Program (ASSP), are both in Nairobi. These are only very few connected with education whose record is known to the author. Serious development in Africa means the cultivation of these and other continental INGO's. Cultivation means risk taking. Risk taking means *trust*. Perhaps only the World Bank has the stature, the money and the mandate to alter present practice. Establishing a continental clearing-house for NGO development assistance is re-

quired to train cadres, supply support personnel and regulate donor accountability using imagination to see development in its widest sense helping Africans develop their continent.

- (1) Between 1960 and 1980 primary education enrollments went from 16 to 56 million students, secondary from 1.6 million to 12.5 million and higher education from 142,000 to 1,169 million (address by Amadou-Matar M'bow, Director General UNESCO Harare, 28 June 1982).
- (2) EDIS2/MINEDAF/3 page 13. For an up-to-date assessment of education on a continental basis the working documents of the 1982 Conference of Ministers of Education and those responsible for economic planning in African member states. Organized by UNESCO with the cooperation of ECA and OAU: Harare, 28 June-3 July 1982 Series EDIS2/MINEDAF/Ref. 1 and II (5 Volumes) are invaluable.
- (3) This intriguing question of why and how teacher unity was achieved in Africa and not elsewhere in the world is beyond the scope of this paper. However, it is examined in depth in a major study being prepared by the author entitled - *The Founding and History of the Teachers Movement in Africa* -
- (4) A large number of sources in French are available to examine this period of African trade union history. Fewer exist in English; among them *Education and Colonial Rule in French West Africa: 1890-1945*, T.C. Weiskel, Yale University M.A. Thesis 1969, is valuable because the author collected and examined the experience of the - old boys -, the graduates of William Ponty and how they viewed teacher development. *Trade Unionism in French Speaking Africa During the Colonial Period*, by George Martens (cyclotyped) September 1981 is also valuable.
- (5) To examine how this worked in practice see *Nigeria Union of Teachers (NUT) An Official History* by R. Smyke and D. Storer. Oxford University Press, Ibadan (Nigeria) 1974. For a comparison of French and English African teachers unions see - *African Teacher Organizations 1931-1981* - by Raymond J. Smyke, Paper delivered to the Seminar on Industrial Relations for NUT Leaders. Pastoral Institute Bodija, Ibadan, April/May 1981.
- (6) *Options for population policies in West Africa* ». Volume 1 The Population Situation : No 7 in the series Population communication : Technical documentation, UNESCO, 1982.
- (7) - *Towards Tomorrow - The Story of the African Teachers Association of South Africa (ATASA)* - by R. L. Peters; Reference Publications, 1978.
- (8) *Ibid*: Official History - The NUT.
- (9) *Teachers and Their Profession in Uganda* by John Kiaka (manuscript in pre-publication) 1982. Typescript, *ibid*: Official History - The NUT.
- (10) The WCOTP is an international non-governmental organization with head Quarters in Switzerland. It has 7 million teacher members represented through their national associations in affiliation. From 1959 until 1984 the author was the Director of the African Program.
- (11) *The Continuing Education of William Carr: An Autobiography*; published by the National Education Association, 1978. Dr. Carr was the founding Secretary General of WCOTP and one of the greatest teacher leaders of the 20th century. His biography describes the formation of WCOTP in the post World War II period.
- (12) A valuable summary of how this cooperation assisted one African Organization may be seen in A *Brotherhood of Acts and Deeds - A Review of Bilateral Projects undertaken by the Ghana National Association of Teachers and the Canadian Teachers Federation : 1968-1979* by S. Y. Many and R. M. Buzza; Published by the CTF 1980.
- (13) See *Development Aid: A guide to Facts and Issues* by Lalananda de Silva, published by the Third World Forum, Geneva (1983), for a clear, concise examination of development assistance from the NGO point of view.
- (14) See the SARECO Report - *Development Theory and the Third World* by Bjorn Hettnre. Published by the Swedish Agency for Research Cooperation with Developing Countries, 1982. It is difficult but worthwhile reading.

MESSAGE DU COMITE FRANCAIS ONG/ONU

par Suzanne Gueydon de Dives *

Monsieur le Président,

Invitée à ce Colloque en tant que président du Comité français des ONG pour la liaison et l'information des Nations-Unies (1), il me semble important de vous dire combien les 65 organisations que regroupe ce Comité sont profondément attachées à cette commune recherche d'une action de solidarité plus efficace entre la France et l'Afrique. 6 à 7 de nos associations membres sont présentes à ce Colloque de l'Union internationale des associations, réunies pour un même objectif de justice et de paix. En effet, nous ne ménageons pas nos efforts à propos des différents programmes de l'ONU et de leur action concrète ;

- en direction de notre gouvernement et des différents ministères qui peuvent apporter un concours à l'Afrique ;
- en direction de l'opinion publique de notre pays, et ce, par l'intermédiaire de la presse et de la radio.

A ce sujet, je souhaiterais exprimer un vœu - voire une prière - auprès des différents journalistes chargés de l'information :

qu'ils soient des artisans de paix ! recherchant les points d'entente, de convergence et non les divergences seules. Je pense aux compte-rendus concernant *la Décennie de la femme*, lors des Conférences mondiales de Copenhague et de Mexico où les erreurs et l'ironie des journalistes étaient choses fréquentes, les incidents dangereusement grossis, donnant ainsi une triste image de ces rencontres qui, pourtant, malgré leurs imperfections, ont eu des effets positifs et stimulants !

Parmi nos ONG, plus d'une trentaine travaillent activement pour l'Afrique et son développement culturel et social.

A ce titre également, depuis plus de 28 ans maintenant, lors des préparations des indépendances de leurs Etats, de nombreux stagiaires africains devenus

depuis les responsables..., aujourd'hui à la retraite, nous ont demandé de créer, à Paris, une association culturelle d'accueil et de formation pour les femmes du tiers monde : l'ACAFOM (2) : Association culturelle et amicale des familles d'outre-mer et migrants qui accueille donc plus de 1.000 stagiaires chaque année.

Permettez-moi, Mesdames, Messieurs, de vous chanter les mérites de ces jeunes filles et jeunes femmes d'Afrique, cherchant par tous les moyens :

- à accroître leurs connaissances ;
- à franchir les paliers successifs d'une formation continue quels que soient leurs âges, leurs niveaux.

Savoir linguistique (s'exprimer oralement, par écrit).

Savoir sanitaire et social.

Savoir professionnel... examens...

Je vous épargnerai ici les programmes de cette éducation de base pour adultes extraordinairement motivés, mais gardant la liaison avec les associations de leur pays. La richesse de ces rencontres inter-culturelles à Paris avec les amies de tous pays : le monde arabe du Maghreb, les femmes du sud-est asiatique, aux familles déchirées, et les femmes françaises.

C'est une source de profit pour toutes et des liens d'amitié exceptionnelle se sont noués.

Nous voudrions vous dire notre admiration devant cet extraordinaire potentiel - souvent méconnu - que représentent les femmes dans tous les domaines : éducation, communication, information, documentation, comme dans le domaine agricole et tant d'autres. En tant qu'expert de la coopération technique internationale, je souhaiterais revenir sur deux points qui me semblent importants :

1. La démographie... que l'on dit galopante : encore un problème d'information, de communication et d'éducation. Certes, elle l'est dans de nombreux pays : Chine, Inde, Maghreb, Nigeria mais plusieurs pays d'Afrique ont peu d'habitants : je pense au Gabon si riche avec un million d'habitants seulement !

Il serait souhaitable, me semble-t-il, que les occidentaux soient plus nuancés sur ce point, et mieux informés des problèmes et orientations de chaque Etat., avant de se lancer sottement dans des campagnes quasi génocides. Les femmes devraient être mieux associées à ces problèmes dont elles sont les éléments primordiaux. 2. A ce sujet, comme sur bien d'autres, une concertation plus étroite entre les services économiques et sociaux, juridiques et politiques serait nécessaire pour une plus grande efficacité, référence : chefferie africaine...

C'est la raison pour laquelle il n'y a pas opposition ou succession en ce qui concerne les actions humanitaires et les actions de développement, mais actions complémentaires à tous les niveaux. Il faut être convaincu et faire partager cette conviction que les structures peuvent et doivent être améliorées, grâce aux hommes et aux femmes de bonne volonté, en liaison avec les décideurs politiques et financiers.

C'est tous ensemble que nous pourrions aller vers le *mieux-être*.

Et pour terminer, permettez-moi de rappeler que :

Si les hommes aiment la guerre... voir les petits garçons jouant avec leurs pistolets, flèches, pétards, les femmes souhaitent profondément travailler à la paix. Monsieur le président, je vous remercie.

(1) Comité français ONG/ONU, case postale 11 - UNESCO, 7 place Fontenoy 75007 PARIS.
(2) ACAFOM : 224, Bd St Germain 75007 PARIS - Tel 222.07.21.

ERRATUM

La communication du HCR parue dans le numéro 6/84 de notre revue a été attribuée par erreur à Bénédicte Harmel/Dandoy. Le document avait en fait été rédigé par une équipe du siège du HCR et présenté par l'observateur de l'Office, M. R. Inder.

* Présent du Comité français des ONG/ONU, directeur général de l'Association culturelle et amicale des familles d'outre-mer et migrants (ACAFOM).

L'ASSOCIATION D'ETUDES LINGUISTIQUES INTERCULTURELLES AFRICAINES

par Willy Bal*

L'AELIA (1) a été constituée à Dakar en mars 1979, à l'occasion de la IV^{ème} Table ronde des Centres de linguistique appliquée d'Afrique francophone. Elle réunit des chercheurs et des enseignants d'une bonne quinzaine de pays d'Afrique et d'Europe. Son siège se trouve actuellement à Paris et les statuts sont de droit français.

Cette association scientifique s'assigne un large programme qui, idéalement, aborde tous les problèmes linguistiques, psycholinguistiques et sociolinguistiques suscités par les contacts interculturels dans l'espace africain, ainsi que leurs aspects pratiques d'application.

Il s'agit donc notamment de promouvoir la recherche fondamentale dans les domaines ainsi définis, qui exigent généralement une approche pluridisciplinaire, et de proposer des applications dans les directions prioritaires: l'enseignement et le développement.

Il va de soi qu'au plan des langues, aucune limitation n'est fixée, dans le cadre des contacts interculturels en Afrique. Sont donc concernées en principe les langues négro-africaines mais aussi des langues comme l'anglais, l'arabe, le français, le portugais.

Concrètement, l'activité de l'AELIA se déploie essentiellement dans les directions suivantes :

- service de documentation;
- programmes spécifiques de recherches;
- publications spécialisées;
- tâches de coordination (par exemple, sous la forme d'organisation de réunions scientifiques).

Sans entrer dans le détail, ni prétendre à un relevé exhaustif, je signalerai, à l'actif de l'AELIA :

- l'édition d'un bulletin de liaison;
- rétablissement de bibliographies, en concertation avec le Conseil international de recherche et d'étude en linguistique fondamentale et appliquée (CIRELFA), avec le soutien technique du Centre de documentation en sciences humaines, l'appui du Centre national (français) de la recherche scientifique (C.N.R.S.) et de l'Association des Universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF);
- la participation à une entreprise documentaire : *bilan et promotion des études africaines en Europe*, menée par l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) avec la collaboration de l'Institut africain international;

- l'organisation scientifique de la V^{ème} Table ronde des Centres de linguistique appliquée d'Afrique francophone, tenue à Yaounde en avril 1981, grâce à l'aide de l'UNESCO, de l'AUPELF et de l'ACCT, et dont le thème était : « Le bilinguisme africano-européen. *Etudes linguistiques et lexicographiques et dialogue des cultures* »;

- la collaboration à des programmes linguistiques de l'ACCT, comme « *Lexiques thématiques de l'Afrique centrale* »;

- la réalisation du programme IFA qui, avec l'appui de l'AUPELF et de l'ACCT, a abouti, en fin 1983, à une publication (2);

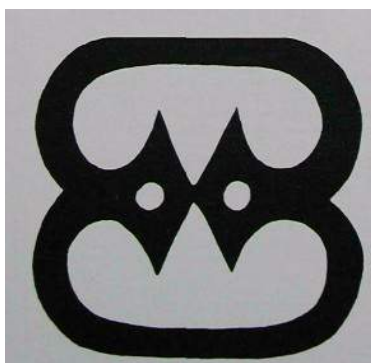
- la mise au point, lors de la Table ronde de Dakar (1983), du programme PELA (enseignement des langues en Afrique) décidé à Yaounde en 1981.

Sont en cours ou en projet, entre autres des études sur l'expansion actuelle de certaines langues africaines, les problèmes de terminologie, l'exploitation pédagogique des données de l'IFA.

(1) Le secrétaire général de l'AELIA est Jean-Pierre

de l'AUPELF. 192 bd St. Germain, F-75007 Paris.

(2) Inventaire des particularités lexicales du français en Afrique noire, AUPELF - ACCT. 1983, 551 p.



PARTICIPATION DES ONG AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DE L'AFRIQUE

par Paul Ghils*

2e partie

5. Typologies

Des exemples cités plus haut, il apparaît que les associations, mouvements, groupements, coopératives, fondations et autres organisations du secteur non gouvernemental sont d'une grande diversité. Les nombreuses classifications qui en ont été proposées recourent à des critères variables et ne sont donc pas comparables. Ces critères sont les suivants :

- *idéologie*: élitiste ou égalitaire, moderniste ou traditionaliste, économiste ou écologique, techniciste ou humaniste...
- *origine institutionnelle*: coutumière ou moderne, étatique ou confessionnelle...
- *origine géographique*: indigène ou étrangère;
- *structure juridique*: au sens occidental du terme, parfois absente;
- *dimension*: en effectifs, ressources et moyens financiers...
- *extension géographique*: villageoise, régionale, nationale, internationale, transnationale...
- *degré d'autonomie*: à l'égard de l'Etat, des organisations étrangères...
- *degré de participation*: des membres et des cadres aux décisions, à la gestion, aux réalisations et évaluations...
- *secteur d'activité*: agriculture, industrie, commerce, artisanat, transports, santé, alimentation, démographie, habitat, épargne et crédit, recyclage de produits, linguistique descriptive, reboisement, nutrition, pisciculture...
- *secteur de la population*: femmes, hommes, vieillards, enfants, handicapés...
- *fonction*: réalisation de projets, envoi de volontaires, organe de liaison ou de coordination, appui technique ou financier, évaluations, recherche, formation, enseignement et information...
- *objectifs et stratégies*: participatifs, directifs, charitables, moraux, sociaux, politiques, scientifiques, religieux...

Il est évident que certains de ces critères sinon tous se recoupent partiellement et se retrouvent sous différentes combinaisons dans les classifications existantes.

On trouvera donc parmi celles-ci aussi bien des répertoires simplifiés fondés sur deux ou trois critères généraux que des analyses plus détaillées confinant à l'analyse sociologique.

Ainsi, le répertoire publié par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), assez connu dans les milieux associatifs, se limite à deux grandes catégories fonctionnelles : opérations de développement réalisées dans les pays en développement, et activités d'information et de sensibilisation s'adressant à l'opinion ainsi qu'aux pouvoirs publics des pays de l'OCDE (en fait du Comité d'aide au développement, le CAD) (39).

La classification établie par James Aremo (40) pousse l'analyse un peu plus loin, en reprenant quatre critères:

1. ONG nées d'organisations communautaires et groupes autonomes;
2. ONG issues des Eglises;
3. ONG liées à des organisations volontaires d'outre-mer non confessionnelles;
4. ONG parrainées par les gouvernements.

On notera que la quatrième catégorie reconnaît le fait apparemment paradoxal que de nombreuses ONG africaines ont été créées par les gouvernements ou avec leur appui, et parfois intégrées à l'administration gouvernementale. A noter également la réduction de l'aspect idéologique à la dualité confessionnel/non confessionnel. C'est-à-dire au seul aspect institutionnel. Les critères confessionnel et politique ont fait l'objet d'un essai de classification original des ONG belges, dans le cadre d'une étude collective consacrée à l'aide de la Belgique aux pays en développement (41). Le critère « confessionnel » a été lui-même subdivisé en « missionnaire », « catholique », « neutre », « religieux non catholique ... » « indéterminé », tandis que l'axe politique était segmenté en « progressiste », « réactionnaire », « traditionaliste » et « indéterminé ». Les données recueillies par les auteurs font apparaître, comme dans les autres pays industrialisés, une majorité d'ONG d'origine confessionnelle, dont une bonne partie de missionnaires. Quant à l'étiquetage politique, il a imposé un effort de réflexion qui a abouti à distinguer les sous-critères suivants :

- discours de l'ONG vis-à-vis de son public en Belgique, et moment de ce discours;

- accueil et publicité faits autour de visites en Belgique de représentants des mouvements de libération du tiers monde;
- gestion du projet sur le terrain et rapports avec les autorités locales.

Dans la même étude, les auteurs classent également les ONG en fonction de leurs secteurs d'activité et de la localisation géographique de leurs projets.

Citons également la grille d'analyse du Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET), qui tente une autre approche en recoupant les objectifs et stratégies des ONG du Nord et le critère idéologique. Celles-ci se trouvent dès lors regroupées en deux grandes catégories (42) :

- celles qui favorisent le *transfert* d'idées et de modèles, de marchandises et de capitaux comme but en soi. Ce type d'activité peut recouvrir autant des opérations de pure propagande politique (c'est le cas de l'Institut linguistique d'été, expulsé de plusieurs pays d'Amérique latine pour cette raison) que des actions socio-économiques de grande envergure (distribution d'aliments, de médicaments...);
- celles qui cherchent à soutenir les partenaires associatifs du Sud et donc à se situer dans leurs systèmes sociaux et productifs en soutenant les efforts fournis pour accroître leur autonomie.

Les ONG du Sud, suivant le même schéma, sont caractérisées elles aussi par deux critères mutuellement exclusifs :

- capter la rente extérieure;
- accroître leur espace social et économique.

En recoupant les deux critères discriminant les ONG du Nord et les deux critères se rapportant à leurs partenaires du Sud, les auteurs définissent parmi les quatre catégories ainsi engendrées (2 x 2) celle qui leur semble la plus valable, à savoir la relation «... *qui s'établit entre les acteurs non gouvernementaux du Nord organisés pour soutenir la dynamique du partenaire et les acteurs non gouvernementaux du Sud organisés pour accroître leur espace social et économique* » (43).

Sans doute les deux critères doubles définis par le GRET représentent-ils davantage des cas limites que des catégories réelles : la description effective d'une ONG en fonction des critères énumérés en début de chapitre fait apparaître son inclusion relative dans l'une des catégories polaires, ou son exclusion de la catégorie Opposée. On aurait en effet quelque peine à imaginer une ONG dont l'action (et donc les interactions qu'elle implique) ne se réfère pas à l'un ou l'autre modèle de société : le partenaire ne pourra qu'en ressentir les effets, même indirects. Le modèle dit de « l'autonomie », par exemple, est bien un modèle social, et tout effort en vue de le renforcer ou de l'encourager concourt à sa diffusion. Comme quoi tout modèle dualiste n'est jamais loin de la contradiction. Le premier n'en perd pas pour autant sa fécondité : bien au contraire, dirions-nous, pourvu qu'il ne fuie pas la seconde.

Une autre typologie qu'il nous semble intéressant de mentionner est celle qui a été établie par Innovations et réseaux pour le développement (IRED) (44) à partir de la riche expérience accumulée par cette organisation non seulement au niveau des projets de développement, mais aussi, et surtout peut-être, au niveau des structures d'appui aux ONG et des projets de fédération de ces dernières à l'échelle des régions africaines. La classification proposée par Fernand Vincent utilise les critères suivants :

- *idéologie*: ONG religieuses (généralement chrétiennes, plus rarement islamiques), laïques, basées sur les structures traditionnelles (sans exclure les tentatives de modernisation) et d'inspiration gouvernementale;
- *audience*: locale, nationale, régionale, internationale;
- *catégorie*: nationale, étrangère, internationale;
- *ressources*: importantes, limitées, faibles;
- *approche sectorielle* : santé, agriculture, formation...
- *stratégies* : type associatif services d'appui technique ou pédagogique, type assistanciel et charitable, modification des rapports sociaux...

Azedine Mokrane, dans une étude consacrée aux ONG rwandaises et patronnée par l'APICA de Douala et l'IRED (45), complète cette classification par un critère *juridique*, en distinguant entre :

- ONG sans statut reconnu (groupements, coopératives, associations de fait);
- ONG dont la personnalité juridique est reconnue (projets para-confessionnels, associations, mouvements de jeunesse, coopératives).

L'auteur construit à partir de là une grille d'identification des ONG (ou organismes d'appui aux ONG) qui se présente comme un tableau à double entrée, avec en colonne les secteurs d'intervention, et en ligne les critères juridiques et de dimension. Les fiches signalétiques des ONG élaborées par l'IRED dans le but de saisir les données essentielles des ONG utilisent également un critère relatif au mode de direction, subdivisé en :

- *traditionnel*, basé sur l'autorité religieuse ou clanique, ou le chef coutumier;
- *militant*, fondé sur l'engagement des cadres;
- *démocratique*, basé sur la désignation par les membres;
- *mixte*, qui allie deux des formes précédentes.

Comme on peut le voir, la multiplication des critères permet de décrire les ONG de façon à la fois plus précise et plus nuancée. La grille de l'IRED évite ainsi la réduction qui est faite fréquemment entre idéologie et caractère confessionnel ou non, bien qu'elle présente le désavantage de regrouper sous la même rubrique « idéologie » des éléments proprement idéologiques (tradition et modernité) et des éléments institutionnels (origine étatique). Par contre, elle permet de tenir compte de cette catégorie hautement représentative qui constituent, en Afrique surtout, les groupements associatifs qui n'entrent pas dans le cadre juridique d'origine occidentale, d'où l'appellation « initiatives locales de développement ». préférée à « organisations non gouvernementales », d'usage courant. La grille de l'IRED se fonde par ailleurs sur des critères plus qualitatifs qui, comme l'appréciation du mode de décision ou de gestion, entreront également en ligne de compte dans l'élaboration des grilles d'évaluation des projets de développement ».

D'autres auteurs, assez rares à vrai dire, ont introduit ce genre de critères dans leurs grilles d'analyse, sans pour autant qu'il s'agisse déjà d'évaluations. Le « *degré de participation* », par exemple, est au centre d'une enquête menée par Jacques Bugnicourt auprès de groupements participatifs couvrant une trentaine de pays africains (46). Celui-ci admet toutefois que « *en dehors des cas qu'il connaissait personnellement, il lui fut impossible à partir des seules descriptions disponibles de déterminer si c'était de véritables cas de participation ou des expériences manipulées soit par les gouvernements, soit par des organisations étrangères ou nationales* » (47). Il en conclut à l'existence d'un phénomène de « *pseudo-participation* » - qu'il classe en trois catégories :

- organisation dont les décisions sont centralisées par un moniteur, et auxquelles la population n'apporte que quelques journées de travail;
- pseudo-coopératives : les statuts, règlements internes et modes de fonctionnement sont prédéterminés; les cadres ne sont pas choisis par les membres;
- cas fréquents de groupements créés dans des pays à parti unique.

Dans une étude approfondie des pratiques coopératives en Afrique, Dominique Gentil a également tenté de mesurer le degré de participation des populations concernées pour procéder à l'évaluation comparative des divers mouvements coopératifs africains. L'auteur désigne plusieurs indicateurs permettant d'effectuer de telles mesures (48) :

- participation aux activités économiques;

Ci-contre : planche extraite de la revue Agnepromo publiée par le centre africain de formation rurale non gouvernemental INADES-FORMATION (88 BP 8 Abidjan, Côte-d'Ivoire)

LE Puits du DÉPUTÉ agriflash



- participation aux réunions;
- participation aux décisions;
- degré d'information et opinions des coopérateurs.
D'autres critères sont introduits tout au long de l'étude, tels que le comportement des leaders, la fonction sociale de la coopérative, etc. Mais nous quittons ici les analyses purement descriptives pour entrer dans le champ des évaluations, dont les paramètres sont définis en fonction d'objectifs précis. L'examen de ce dernier type de critères, plus qualitatifs et en tout cas plus « téléologiques », sera repris dans un chapitre ultérieur.

6. Les ONG et les pouvoirs publics

Fortes de leur longue expérience de l'aide au développement et des aptitudes qu'elles ont démontrées à dynamiser les couches les plus défavorisées du corps social, les ONG parviennent depuis quelques années à mieux faire reconnaître le bien-fondé de leur action. Ce nouveau dynamisme s'exprime aujourd'hui avec d'autant plus de force qu'il contraste avec le désenchantement des gouvernements et de l'opinion publique, au Nord comme au Sud, à l'égard d'une « coopération au développement » dont on s'accorde de plus en plus à reconnaître, au mieux qu'elle est inefficace, au pire qu'elle aggrave la situation des pays du Sud, dans le domaine alimentaire notamment (49).

A cela s'ajoute le scepticisme de secteurs de plus en plus larges des gouvernements des pays pauvres à l'égard tant des approches libérales que des remèdes étatistes préconisés par les sociétés productivistes et techniciennes du Nord. Contraints de constater que le désordre international tend à s'installer, les gouvernements se trouvent souvent tentés d'explorer d'autres voies : sans doute est-ce là l'une des chances d'un mouvement associatif renaissant qui, sans attendre l'affaiblissement des Etats ni la décomposition sociale pressentie, a entrepris il y a longtemps déjà de reconstruire des formes sociales nouvelles. On retrouve dans ce mouvement les thèmes de la décentralisation, de l'auto-suffisance (à ne pas confondre avec l'autarcie) et du recentrage, de la satisfaction des besoins essentiels par des moyens socialement appropriés. Sur le plan international, rappelons-le, elles proposent la planification des échanges (Nord-Sud et Sud-Sud) et des débouchés et la rationalisation de l'utilisation des capitaux et des savoirs dans le cadre de stratégies nationales de développement. Les conceptions portées par le courant associatif ne seraient pas sans influencer les milieux gouvernementaux, si l'on en juge par les orientations nouvelles décidées par la troisième Conférence mondiale sur l'emploi, la distribution des revenus et le progrès social de l'Organisation internationale du travail (OIT) en 1976 en faveur de la satisfaction des besoins essentiels; par le Plan d'action de Lagos adopté par les gouvernements de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en 1980 et donnant priorité à l'auto-suffisance alimentaire et à l'intégration régionale par les échanges intra-régionaux; par le Plan d'action contre la faim de la CEE (1982) en faveur des stratégies alimentaires nationales, ou par le soutien du Conseil mondial de l'alimentation (CMA) aux mêmes stratégies alimentaires (50).

Mieux, les intentions proclamées par les organisations intergouvernementales ne sont pas toujours restées sans suite. Les micro-réalisations (projets ponctuels en collaboration avec les Etats ACP et les collectivités locales) du Fonds européen de développement (FED), les projets coordonnés par les comités nationaux (gouvernementaux, non gouvernementaux ou mixtes suivant les cas) de la Campagne mondiale contre la faim/Action pour le développement (CUCF/AD-FAO) Ou les réalisations du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui accorde depuis peu la priorité au secteur rural et au développement autonome des populations locales, sont des exemples significatifs de ces nouvelles orientations.

De leur côté, les ONG tentent de pallier certaines insuffisances de leur action, que les gouvernements ne manquent d'ailleurs pas - à juste titre - de leur reprocher : manque de planification et de coordination des projets entrepris, manque de formation des

cadres, manque de concertation entre les différentes ONG sur le terrain. Nombre de leurs responsables ont tiré les leçons de ces insuffisances, en s'efforçant de mieux identifier les méthodologies et techniques les plus appropriées, d'intégrer les femmes à tous les stades de leur action et de resserrer leurs liens avec les agents locaux. L'efficacité de l'action des ONG et le maintien de leur réputation sont à ce prix.

Le rapprochement, pour ne pas dire la convergence, esquissé entre les activités des ONG et les programmes gouvernementaux est un phénomène récent. Loin d'être généralisé, ni peut-être généralisable, il s'est concrétisé au cours de ces dernières années par le renforcement de la collaboration entre les deux parties, le plus souvent sous la forme de cofinancements de projets. Ces nouvelles formules ont nécessité la création d'organes centralisés représentatifs des ONG à l'échelon régional, national ou international ou de comités mixtes ONG/gouvernements (voir chapitre précédent) qui sont associés aux décisions concernant la sélection des projets susceptibles d'être cofinancés. Ces organes sont venus s'ajouter à des organes plus anciens comme les confédérations d'ONG ayant le statut consultatif auprès des grandes organisations intergouvernementales, essentiellement les agences spécialisées des Nations Unies. On trouvera plus loin les exemples les plus parlants de formules de collaboration, qui relèvent le plus souvent de la première catégorie, qui est aussi la plus récente. Ce sont sans doute celles qui, à l'heure actuelle, ouvrent les perspectives d'avenir les plus larges, même si elles ne vont pas sans comporter quelques ambiguïtés ni sans présenter quelques dangers pour la liberté d'action des ONG.

D'autres formes de collaboration existent, qui associent divers organismes gouvernementaux et non gouvernementaux dans le cadre de réalisations communes, comme le programme mis en œuvre au Rwanda par les collectivités locales avec l'appui d'un consortium composé de deux organismes gouvernementaux (l'Agence canadienne de développement international - ACDI - et l'Administration générale de coopération au développement (AGCD) belge, un organisme intergouvernemental (CEE) et plusieurs ONG (principalement OXFAM-Londres, le CNCND et Manu Tesi). Il peut également se faire qu'un gouvernement charge telle ou telle ONG de réaliser une tâche bien définie en établissant avec elle un contrat de service. Il arrive aussi à des ONG dont les compétences ou possibilités techniques sont limitées de recourir à d'autres ONG pour leur confier par contrat la réalisation de tâches spécifiques. Certaines ONG comme l'Association internationale de développement rural (AIDR) se sont spécialisées dans ce genre d'intervention.

Le cas le plus rare est celui d'une ONG qui « aide » une organisation intergouvernementale : c'est ce que fit la Fédération suédoise Radda Barnen en faisant don en 1979 de 2.4 millions de dollars au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR/NUR). Rare également, le cas d'un gouvernement du Nord appuyant directement une ONG du Sud: c'est ce que fait l'Agence norvégienne pour le développement international (NORAD), habilitée depuis 1977 à entreprendre ce type d'aide.

La création de collectifs d'ONG au niveau national et les aménagements administratifs prévus par les gouvernements en réponse aux nouvelles formes de coopération avec les ONG ont certainement assoupli les relations entre les deux partenaires. Dans les cas les plus favorables, on est allé jusqu'à mettre en place des organes spéciaux, généralement mixtes, destinés à superviser les entreprises communes ou cofinancées. En Suède par exemple, le Conseil d'administration de l'Agence (gouvernementale) d'assistance internationale (SIDA) est composé des représentants des principaux partis politiques et des principales ONG, qui sont donc à même d'influer directement sur la politique d'aide du gouvernement suédois. En Belgique, le gouvernement a mis sur pied un Conseil de la coopération au développement, dont les membres sont nommés par le gouvernement, et notamment parmi les représentants des organisations d'employeurs, des organisations syndicales et des ONG. Les représentants des ONG « doivent être préalablement consultés sur toutes les demandes d'intervention de l'Etat belge dans le financement de projets émanant d'ONG » (51). Le Conseil ne possède toutefois qu'un statut consultatif, et n'a pu

pour cette raison peser sur les choix gouvernementaux en matière d'aide au développement.

En Afrique, la situation se présente sous un jour différent : ce sont généralement les confédérations nationales d'ONG qui accueillent en leur sein des représentants des gouvernements. Dans la plupart des pays, il existe par ailleurs un organe, habituellement dans un ministère déterminé, chargé des relations avec les ONG. Des rencontres de concertation sont parfois organisées, comme la Table ronde qui a réuni les ONG et le gouvernement rwandais en 1977 et 1983.

Interrogations

Malgré la multiplication des rapports entre les gouvernements et les ONG et peut-être à cause d'elle, ces dernières se posent avec insistance des questions d'ordre moral quant aux implications et aux effets de ce partenariat d'un type nouveau. Les avantages qu'y trouvent les ONG sont évidents : accroissement de leurs moyens financiers, stabilité et sécurité de leurs sources de financement, prestige conféré aux organisations ainsi reconnues par les gouvernements avec les effets multiplicateurs que l'on devine. Les gouvernements, quant à eux, trouvent dans l'approche non gouvernementale des avantages non moins évidents : transferts aisés de fonds souvent excédentaires, promotion de projets que, pour des raisons techniques ou politiques, les gouvernements évitent d'entreprendre, efficacité de l'aide des ONG au niveau « micro ». Les Etats peuvent ainsi se décharger d'une part parfois importante de leurs responsabilités dans des secteurs comme l'enseignement, la santé, l'aide alimentaire ou l'aide aux réfugiés. Ainsi, selon des informations recueillies par Misereor et la Commission médicale chrétienne (52), les institutions confessionnelles avaient fourni environ 20% des lits d'hôpitaux et de maternités en Afrique au cours de la période 1969-73. Ce qui néanmoins pose problème, non pour les gouvernements mais pour les ONG, est la dépendance directe ou indirecte de celles-ci à l'égard de leurs bailleurs de fonds, qui considèrent l'aide au développement comme un élément de leur politique étrangère et, par conséquent, les ONG comme les agents d'exécution naturels du pouvoir politique. Cette philosophie se trouve très clairement illustrée par les recommandations de la Commission Carlucci, créée à l'initiative du gouvernement américain actuel pour étudier la fonction de l'aide au développement, et dont le rapport a été remis au secrétaire d'Etat George P. Shultz en novembre 1983. La principale recommandation de la Commission est en effet de fonder l'administration de l'aide au développement et l'administration de l'aide militaire en un seul et unique organe, c'est-à-dire de supprimer l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) et autres programmes d'aide humanitaire et de les remplacer par une organisation commune qui s'appellerait « Mutual Development and Security Administration » (53). Sans doute est-ce là un cas extrême, mais qui illustre la tendance, heureusement moins marquée parmi les autres pays « donateurs », à soumettre la politique d'aide au développement aux impératifs économiques et politiques des gouvernements.

Les inconvénients qu'entraîne la dépendance des interventions des ONG à l'égard des fonds qui leurs ont alloués ont fait l'objet de nombreuses études et réunions. Ainsi, le groupe de travail chargé par le CIAB de formuler les principes à respecter par les ONG allocataires a repéré les inconvénients suivants :

- les incompatibilités (surtout politiques et économiques) entre les buts poursuivis par les gouvernements et ceux des ONG peuvent mener les ONG à s'abstenir de critiquer la politique étrangère de leurs gouvernements ou à modifier les informations qu'elles diffusent dans ce domaine;
- les restrictions ou corrections budgétaires des gouvernements peuvent perturber les programmes établis par les ONG, en cas d'interruption des aides accordées;
- la gestion par les ONG des fonds reçus leur impose des obligations administratives et l'emploi du personnel adéquat. Toute restriction budgétaire a des lors pour effet de désorganiser leurs

activités (finances et personnel), et donc d'affecter les bénéficiaires. Si de tels soubresauts se répètent, c'est toute la crédibilité de l'ONG du Nord qui se trouve remise en jeu face à ses partenaires du Sud;

- les ONG du Sud peuvent être affectées défavorablement si les gouvernements (du Nord) tentent d'établir avec elles des contacts directs;
- les ONG financées par des fonds publics peuvent être tentées de délaisser leurs sources de financement traditionnelles (54).

Jorgen Lissner (55) a classé les interventions des Etats dans l'action non gouvernementale en quatre catégories; en argent comptant (subventions régulières et subsides ponctuels, contribution aux frais de formation et d'envoi de volontaires...), en nature (aide alimentaire, médicaments, équipements divers), en services (transports...) et avantages (exonérations d'impôts et réductions sur tarifs des services publics comme les P.T.T., etc.). On mesurera également les dangers d'interférence gouvernementale (même potentielle) à la part de leur budget que les ONG tirent de cette manne : 75 % pour les organisations religieuses allemandes (et jusqu'à 90 % pour la Evangelische Zentralstelle für Entwicklungshilfe - EZE), de 70 % à 80 % pour des organisations américaines comme Church World Service ou Catholic Relief Services, et le plus gros du budget des ONG danoises d'éducation au développement. Au total, le CAD estime à une moyenne de 50 % la part des dépenses des ONG couverte par les gouvernements pour ce qui est des projets de développement réalisés dans des pays du Sud.

Le problème se posait donc, pour beaucoup d'ONG, de fixer une limite « acceptable » à la dépendance que leur imposent les transferts gouvernementaux. Certaines l'ont résolu de façon radicale en n'acceptant aucune aide de ce genre, tandis que d'autres se conformaient pleinement aux souhaits de leur gouvernement dans l'espoir d'accroître leurs revenus au maximum. Cependant, la plupart des ONG naviguent entre ces deux extrêmes en s'efforçant de concilier contraintes budgétaires et responsabilité morale. Un certain nombre d'entre elles ont choisi de dissimuler ou de supprimer les interventions ayant des implications politiques, telles les organisations religieuses qui, après avoir participé au pont aérien du Biafra, refusèrent de participer au Programme de lutte contre le racisme lancé par le Conseil oecuménique des Eglises (COE), qui estimait pour sa part que la solution des conflits raciaux d'Afrique australe passait par un choix politique. D'autre ONG ont adopté l'attitude inverse, soit accepter l'aide de l'Etat sans tenir compte des conditions politiques qui y sont attachées de façon implicite ou explicite. C'est ainsi que certaines organisations américaines ont perdu leurs avantages fiscaux pour avoir mené des actions de mobilisation de l'opinion publique considérées par leur gouvernement comme trop politisées, et que des membres (Quakers) de l'Américain Friends Service Committee ont risqué la prison en enfreignant l'embargo du gouvernement des Etats-Unis sur certaines formes d'aide au Viet-Nam. De même, en Grande-Bretagne, où la loi ne reconnaît pas aux ONG le droit d'informer l'opinion dans le but d'obtenir une modification de la législation ou de la politique du gouvernement.

Il existe encore d'autres solutions, comme celles qui consistent à se prémunir contre des « sanctions » gouvernementales a posteriori. C'est ce que font les organisations regroupées au sein de l'Assistance luthérienne mondiale aux Etats-Unis, qui s'oppose à ce que ses affiliés acceptent qu'une grande partie de leurs revenus proviennent des subventions publiques, ou les Eglises protestantes allemandes, en exigeant que les sommes versées par l'Etat soient exemptes de toute obligation, politique ou autre, quant à la sélection et à la réalisation des projets auxquels les fonds sont destinés.

Si donc les ONG reconnaissent dans leur majorité l'intérêt que présente pour elles l'aide de l'Etat, nombre d'entre elles ont pris l'initiative d'en limiter le volume. Le Groupe de travail du CIAB (ICVA) mentionné plus haut s'est rallié à cinq principes généraux qui devraient régir les formules de cofinancement et autres formes d'aide publique :

- préservation de l'intégrité, de l'autonomie et de l'efficacité des ONG;
- préférence accordée aux subventions globales ou non liées;
- vérification des comptes et évaluations établies d'un commun accord;
- concertation avec les partenaires du tiers monde préalablement à l'octroi des aides gouvernementales;
- appui aux organes nationaux de coordination inter-ONG.

Le Groupe recommande en outre aux ONG de suivre certaines directives de fonctionnement interne relatives à la sélection des projets, à l'examen de la politique étrangère du gouvernement à l'égard des pays bénéficiaires, à la proportion du budget alimentée par les subventions, à la prévision budgétaire à long terme de façon à prévenir tout déséquilibre géographique ou sectoriel résultant d'éventuelles modifications des subsides, et enfin à l'évaluation des effets des subsides sur le fonctionnement interne des ONG et de ses partenaires du tiers monde et à l'adoption de mesures qui permettent d'amortir les effets de l'acceptation ou de l'interruption de ces subsides. De nombreuses ONG ont d'ores et déjà appliqué de telles directives à la gestion de leurs activités et à leurs relations avec les gouvernements.

7. Les ONG et les OIG

Ce n'est que depuis une dizaine d'années que s'est instaurée une collaboration régulière entre les grandes organisations intergouvernementales et les ONG. Collaboration quelque peu paradoxale car, dans le même temps, celles-ci continuent d'adresser aux premières des critiques sévères quant aux types de projets qu'elles mettent en œuvre et au modèle de développement appliqué par les OIG. De là les nombreuses activités parallèles que les ONG continuent d'organiser à l'occasion notamment des conférences internationales sur l'alimentation, la santé, la population ou le dialogue Nord-Sud. Les liens établis entre les deux réseaux d'organisations apparaissent donc comme ambivalents: ils sont le lieu d'une convergence-divergence révélatrice des interrogations que le bilan peu encourageant de trois décennies du développement suscite parmi les dirigeants des OIG.

Le récent rapprochement entre ONG et OIG a bénéficié sans aucun doute du doublement de l'aide publique multilatérale enregistré au cours de la dernière décennie en termes de pourcentage du PNB des pays donateurs, alors que l'aide publique au développement (APD) a eu tendance dans son ensemble à baisser légèrement. D'autre part, l'augmentation constante des ressources propres des ONG leur a permis de multiplier leurs interventions, et notamment celles menées conjointement avec les OIG.

7.1. Les ONG et la Banque mondiale

Devant la constatation de la baisse continue de la production agricole en Afrique (1,4 % par an entre 1970 et 1980), la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), mieux connue sous le nom de Banque mondiale, a réorienté une partie de ses projets de développement agricole vers des investissements couvrant la totalité des besoins locaux : cultures vivrières, enseignement primaire, soins de santé. C'est ainsi qu'un nouveau type de projet a fait son apparition, fournissant un ensemble intégré de services sociaux et d'éléments d'infrastructure dépassant le seul soutien de la production agricole. Dans le domaine énergétique également, l'un des objectifs actuels de la Banque est de contribuer à la mise en œuvre de stratégies de maîtrise des choix énergétiques fondées sur des investissements modestes mais permettant des économies d'énergie.

Ce sont là, assurément, des entorses faites à la priorité généralement accordée aux cultures d'exportation, mais qui ont permis précisément la collaboration de la Banque et des ONG engagées dans des projets de développement intégré et endogène. Les relations entre les deux partenaires ont mené à la mise sur pied, en 1981,

d'un Comité Banque mondiale/ONG, chargé de renforcer leur collaboration et d'en évaluer les résultats.

Dans un document publié en 1982 (56), la Banque précise que, de 1975 à 1982, 100 projets de la Banque ont bénéficié du concours d'une ONG, dont la moitié appartiennent à des pays en développement. Les secteurs concernés comprennent l'agriculture (40 %), le développement urbain (13%), les transports (12%), l'enseignement (11 %), les petites entreprises et le crédit (9 %), la population, la santé et la nutrition (9 %), l'électrification rurale (5%) et l'assistance technique (1 %). Les ONG concernées ont réalisé la totalité ou une partie des projets, dont le financement était assuré soit directement par la Banque, soit par l'intermédiaire de l'Etat (25 %). Dans 20 % des cas, les ONG ont entrepris des activités complémentaires à celles des projets financés par la Banque. Leurs fonctions sont multiples, allant de l'expertise au cofinancement. Les secteurs où elles sont intervenues se répartissent comme suit: nutrition, planification des naissances et santé (26 %); enseignement parascolaire et formation professionnelle (20 %); création d'institutions (15 %); vulgarisation, coopératives et crédit (15 %); évaluations des projets (11 %). Le reste concerne les infrastructures et la promotion de techniques appropriées.

7.2. Les ONG et le PNUD

La caractéristique principale du Programme des Nations Unies pour le développement, si on le compare à d'autres organismes spécialisés des Nations Unies, est le caractère - universel - de son action : il est en effet le seul organisme de ce type à ne pas limiter ses activités à certaines régions du monde ou à des secteurs déterminés. La seule orientation préférentielle est celle que commandent les objectifs mêmes du PNUD : une priorité de fait est en effet accordée de plus en plus aux pays les plus démunis (les 36 PMA). A noter également, la polarisation des sources de financement : si les Etats-Unis contribuent pour 20,4% du budget en 1983, les pays Scandinaves (Suède, Norvège et Danemark) et les Pays-Bas, avec un total de 29 %, constituent le pilier de l'organisation. Ce n'est pas là le fait du hasard, si l'on sait que ces quatre petits pays sont, parmi les pays riches, ceux dont l'opinion publique est la plus consciente des problèmes qui se posent au tiers-monde, et donc la plus favorable à une aide politiquement neutre et dégagée des préoccupations géopolitiques des grandes puissances. La préférence du PNUD pour les projets concernant les besoins essentiels et pour la promotion d'une économie rurale sont d'autres caractéristiques qui en font un partenaire tout indiqué pour les ONG, à tel point que le représentant de l'une d'elles n'hésite pas à voir dans cette organisation « la première institution internationale qui souscrive clairement aux objectifs des ONG... » (57). Le PNUD a créé un service chargé des relations avec les ONG, le Service de liaison PNUD/ONG, situé à Genève. L'éventail des ONG participant aux activités du PNUD est particulièrement large : associations professionnelles, éducatives, syndicales, scientifiques, techniques, commerciales, industrielles, etc. C'est également le PNUD qui gère le Fonds spécial des Nations Unies affecté aux projets lancés à l'occasion de la décennie de la femme.

En 1975, le PNUD a adopté des directives sur le « renforcement de la collaboration avec les ONG ». Cette collaboration s'établit fréquemment par l'intermédiaire des 115 bureaux régionaux du PNUD et porte sur des activités très diverses : séminaires, recherches, création de fédérations d'ONG, missions de programmation, coordination d'opérations conjointes (gouvernements / OIG/ONG...), dans le cadre notamment de la coopération technique entre pays en développement (CTPD). Aux termes du Plan d'action de Buenos Aires, la CTPD devrait promouvoir la contribution des « organisations professionnelles et techniques », c'est-à-dire les ONG (58). Ce dernier aspect explique sans doute que le PNUD ait pu établir des liens plus étroits et plus nombreux avec les ONG du Sud qu'avec celles du Nord.

Au niveau de l'identification des besoins, les rapports annuels établis par les représentants du PNUD énumèrent les projets de développements de toutes provenances implantés dans leurs pays de

résidence et qui bénéficient d'un apport extérieur: ces rapports peuvent être consultés par les ONG avant l'établissement de leur propre programmation. Arrivées au stade de la planification et de la conception, celles-ci disposent également des documents imprimés ou audiovisuels du PNUD, conçus à cet effet. La mise en œuvre des projets peut recourir à diverses formules : aide directe (à la demande d'un gouvernement), sous-traitance (confiée à une autre organisation des Nations Unies ou à une ONG), aide à la communication (contacts avec les communautés locales, animation, action pédagogique). Par la suite, le suivi et les activités ultérieures peuvent également être assurés par les ONG : la construction d'équipements nouveaux, l'alphabétisation exigent de nouvelles compétences et la pratique des savoirs acquis si l'on veut assurer la viabilité des projets.

Enfin, les ONG sont plus aptes, selon le PNUD, à informer et à sensibiliser l'opinion publique et à rallier les divers acteurs du développement aux buts qu'elles poursuivent avec l'appui du PNUD. Il semble donc que l'ouverture du PNUD au développement d'une économie rurale autonome telle qu'elle est conçue par les ONG présente pour celles-ci un potentiel d'action non négligeable. Si les objectifs du premier restent formulés en termes essentiellement économiques, les actions conjointes que cette ouverture permet n'en comporte pas moins la possibilité réelle d'une transformation sociale et d'une réappropriation culturelle des communautés rurales.

7.3. Les ONG et la FAO

C'est incontestablement l'implantation du réseau des comités nationaux de la Campagne mondiale contre la faim/Action pour le développement (CMCF/AD) qui représente la forme la plus intéressante de collaboration entre l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et les ONG. Le réseau a été lancé en 1960 par B.R. Sen, alors directeur général de la FAO. Parti de manifestations internationales, le réseau s'est peu à peu constitué sur la base de comités nationaux dont certains sont gouvernementaux, d'autres non gouvernementaux. Il existe aussi des comités mixtes, particulièrement efficaces dans des pays comme le Sri Lanka, Madagascar, la France ou le Royaume-Uni. Les comités centralisent les activités, d'information principalement, organisées dans les pays participants. Le réseau africain ne s'est formé qu'assez récemment, en raison de la faiblesse relative des ONG locales et nationales du Continent. Ses activités suivent quatre grandes orientations (59) :

1. *Formation du personnel* des ONG et comités nationaux. La première consultation internationale réunissant ONG et comités CMCF/AD, organisée à Rome en décembre 1980, a été suivie d'une réunion de planification tenue à Nairobi en janvier 1982 (60) avec la participation de l'INADES et de la Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA), qui a elle-même été à l'origine de divers programmes de formation et séminaires d'études à l'échelon national. Les programmes sont conçus dans une optique participative et accordent une large place à l'insertion des secteurs les plus déshérités et des femmes.

2. *Identification* des ONG et réunions entre groupements locaux et ONG nationales.

3. *Identification, formation, financement et évaluation* de projets. Les comités CMCF/AD ont organisé à cet effet un séminaire régional sur l'établissement de projets participatifs en Afrique en Côte-d'Ivoire en décembre 1982 (61). Des études de cas relevant de 7 pays africains ont été présentées : Côte-d'Ivoire, Ethiopie, Kenya, Madagascar, Sénégal, Tanzanie et Togo. Les participants, parmi lesquels on trouvait des représentants des gouvernements, des comités CMCF et d'ONG nationales, ont constaté que la collaboration des villageois à la formulation des projets était indispensable à leur réussite et ont reconnu l'efficacité des ONG à cet égard. Us ont toutefois fait remarquer que la méthode participative,

lorsqu'elle est appliquée à la formulation des projets, double ou triple son coût, et rend dès lors nécessaire la mise au point de modes de financement originaux, tels que les fonds de roulement nationaux destinés à l'élaboration des projets participatifs.

4. Echanges d'expériences ou de personnel entre partenaires au niveau régional ou international.

Avec l'aide des centres de documentation africains, les comités CMCF/AD ont entrepris de collecter toutes les informations disponibles sur des questions aussi fondamentales que les causes et les conséquences de la pauvreté dans les campagnes, les rapports entre l'aide et le développement, l'impact de la modification des agricultures sur les paysans et le rôle des femmes dans le développement. Ces informations sont mises à la disposition des comités locaux et des ONG, notamment par la voie des deux excellents périodiques publiés par la CMCF/AD, l'un étant consacré aux questions de développement économique et social, l'autre à l'enseignement et à l'éducation au développement. Ces deux périodiques recueillent leurs informations auprès des agents du développement, dont les ONG pour une bonne part, et servent en même temps d'organe d'expression et de diffusion des expériences accumulées par ces dernières. C'est ainsi que la CMCF a pu lancer des études comparatives portant sur les programmes pédagogiques des pays industrialisés et proposer dès 1970, avec la collaboration du SIDA, un modèle pédagogique intégrant les problèmes du développement. D'autres enquêtes ont été réalisées parmi les syndicats, avec l'aide du NORAD, et sur les campagnes relatives aux produits d'exportation des pays en développement (thé, sucre, bananes, café...) entreprises par les ONG pour attirer l'attention de l'opinion publique sur les injustices du commerce international. Au fil de leurs numéros, les deux revues ont donné la parole à un grand nombre d'ONG sur la plupart des thèmes qui les concernent, dont certains d'apparition plus récente : auto développement, régimes fonciers, urbanisation, habitudes alimentaires,

image des PVD dans les médias. Nouvel ordre économique international (NOIE), développement alternatif, de-scolarisation, médecine traditionnelle, culture populaire et traditionnelle, etc. Certains numéros reproduisent des documents publiés par les ONG, comme la fameuse déclaration de Berne sur les relations Suisse/Tiers-monde. La documentation provenant des pays du Sud est encore rare : citons, pour l'Afrique, des études tirées du *Journal of Education* d'Accra, d'AGRIPROMO publié par INADES-FORMATION, de *Construire ensemble* (CESAO), de l'IPD (participation populaire) ou des textes comme la *déclaration d'Arusha 10 ans après* de Julius Nyeréré. Des ONG internationales comme le Forum du Tiers Monde, le Centre d'information et de documentation international sur les femmes (ISIS) ou la Fondation internationale pour un autre développement (FIAD/IFDA) ont également apporté leur collaboration.

Au cours de ces dernières années, une attention particulière a été portée à la documentation : Guide bibliographique du Mozambique, apprentissage par la radio au Botswana occidental, éducation et participation populaire avec la participation de l'Unicef, promotion féminine en Tanzanie, vademecum de la femme africaine publié par la CEA, numéro spécial sur l'environnement africain réalisé par ENDA, réactions au rapport Brandt publiées par l'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques (OSPAA), etc. Citons, pour terminer, le rapport de la deuxième consultation internationale CMCF/AD, tenue en septembre 1983 (62). Dans leurs conclusions, les participants (OIG et ONG) recommandent aux ONG d'améliorer leur formation, d'identifier des méthodologies appropriées, de resserrer leurs liens avec les organisations et mouvements ruraux et d'inclure les femmes dans la planification des projets, dont les participants constatent qu'elles en sont systématiquement exclues. Les ONG internationales et la CMCF/AD, enfin, se promettent pour ce faire d'accorder un appui maximum aux ONG nationales.

7.4. Les ONG et le HCNUR

Gilbert Jaeger relevait déjà, à l'occasion du Forum réuni par l'UAI en 1980, le rôle « capital » joué par les ONG auprès du Haut com-

missariat des Nations Unies pour les réfugiés dont l'attitude, disait-il, est dictée par des considérations purement humanitaires et excluent tous critères politiques. A l'heure actuelle, leur rôle reste « primordial », selon le mot de Guy Prim (63), qui situe à 250 le nombre d'ONG ayant collaboré avec le HCR. Les statuts du HCR prévoient d'ailleurs une telle collaboration, et autorisent expressément le Haut commissaire à coordonner les efforts des organisations privées et à distribuer des fonds à celles qu'il estime les plus qualifiées. Le HCR leur accorde le statut consultatif ainsi qu'un rôle complémentaire et un rôle exécutif. Les consultations se font soit par la participation des ONG aux réunions ordinaires ou extraordinaires du Comité exécutif du HCR, soit par la participation du HCR aux réunions d'ONG ou de fédérations d'ONG. Les opérations complémentaires et exécutives confiées aux ONG ou lancées à leur initiative concernent surtout l'assistance matérielle aux réfugiés, leur protection et leur intégration dans des projets plus vastes.

Sur ce dernier point, on notera avec intérêt la nouvelle orientation prise par les projets d'aide aux réfugiés, surtout en Afrique, dans le sens de l'intégration de l'assistance proprement dite et des projets globaux de développement. La deuxième Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique (CIARA II, 9-11 juillet 84), convoquée par le Secrétaire général des Nations Unies en collaboration avec le HCR et l'OUA, a témoigné de cette alliance nouvelle entre aide humanitaire et aide au développement : 128 projets, pour un montant de 362 millions de dollars, ont été soumis par 14 pays africains en vue de renforcer l'infrastructure des régions les plus touchées et de soutenir les plans de développement nationaux perturbés par le flux des réfugiés. Comme le HCR n'est pas un organisme de développement, les problèmes de tous ordres que pose l'insertion de cinq millions de réfugiés (ils n'étaient que 400.000 vers 1960) dépassent largement ses capacités. Aussi appelle-t-il expressément les ONG à participer à « l'évaluation, la planification et l'exécution des projets... » (64) et à réévaluer leurs projets dans la perspective de plans de développement à long terme. Il leur demande également d'aménager la gestion de leurs activités de façon à pouvoir y intégrer des actions d'urgence, qui sont souvent l'occasion d'entreprendre des actions à plus long terme.

La réunion organisée par l'OUA en mars 1983 à Arusha avec la participation du HCR et d'un grand nombre d'ONG africaines et internationales (l'Institut Scandinave d'études africaines en était le rapporteur) s'était également préoccupée des distinctions « floues et artificielles » faites entre projets « humanitaires » et projets de « développement » (65). Elle avait recommandé aux ONG de renforcer leur coordination et prie l'OUA de mettre en place les mécanismes permettant d'accroître les échanges d'informations, de proposer des programmes d'assistance intégrés. Ces instruments devraient réunir des représentants de l'OUA, du HCR, du PNUD. des gouvernements africains et des donateurs.

7.5. Les ONG et les autres organismes spécialisés des Nations Unies

Parmi les nombreuses formes de coopération établies entre les ONG et ces organisations, il en est quelques unes dont l'intérêt vaut d'être souligné. Ainsi, l'association d'une vingtaine d'ONG et de représentants de l'Unicef et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a permis de lancer un programme de promotion des soins de santé primaires. Il conviendra l'Afrique dans un premier temps, pour s'étendre au monde entier d'ici l'an 2000. L'une de ses caractéristiques est que les pays concernés (les PMA sont prioritaires; doivent disposer d'un réseau national d'ONG bien organisé, et adopter une approche globale reposant sur des stratégies nationales préétablies, ainsi que le préconisent les ONG. Signalons également la livraison des Carnets de l'enfance de l'Unicef (59/60, 1982) consacrée à la participation communautaire, en Afrique notamment. On y trouve des contributions de la Fondation interaméricaine, de la Fédération internationale pour le planning familial, du Collège coopératif, du Conseil international de l'éducation des adultes et, pour l'Afrique, de ENDA (66).

La collaboration des ONG avec l'OIT s'exerce principalement dans le domaine coopératif et syndical. Si la référence à la participation populaire comme principe politique fondamental est inscrite dans la résolution 1929 (LVIII) du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), c'est en 1976, à l'occasion de la troisième Conférence mondiale sur l'emploi, que l'OIT marque clairement son adhésion aux stratégies visant à satisfaire les « besoins essentiels » des populations. Le type de participation défendu par l'OIT est essentiellement la participation institutionnelle, comprise le plus souvent comme mécanisme tripartite où gouvernements, employeurs et travailleurs se réunissent pour traiter des problèmes du travail. Ces mécanismes sont présents dans la plupart des pays africains, généralement sous la forme de tribunaux chargés de régler les différends du travail ou de comités consultatifs, dont le rôle n'est toutefois bien établi que dans certains pays (67). La participation peut aussi jouer par le biais de la représentation des travailleurs aux conseils d'administration des entreprises publiques, mais elle y reste très minoritaire : le système le plus répandu reste, en dehors des négociations collectives, les conseils d'entreprise et les commissions paritaires. Dans son rapport de 1983, le directeur général du BIT, Francis Blanchard, insiste tout particulièrement sur les aspects sociaux du développement et recommande d'encourager la tradition participative africaine de cinq manières : par le partage du pouvoir économique et politique, par la création d'institutions décentralisées ayant pouvoir de choix, de décision et d'exécution, par la formation d'organisations rurales voulues par les travailleurs ruraux et par l'établissement des filières appropriées d'information (68).

Les coopératives africaines sont certainement le point faible des réseaux non gouvernementaux en Afrique. Manzi Bakuramutsa, ancien expert du CESAOC, attribue les échecs enregistrés jusqu'à présent au caractère inadéquat des conditions de leur apparition et à leur mauvaise intégration économique (69). C'est également dans ce sens que Francis Blanchard déplore les interventions de plus en plus nombreuses des gouvernements dans les coopératives : celles-ci ne devraient pas être assujetties à l'intervention ou au contrôle des pouvoirs publics, le contrôle excessif des gouvernements pouvant sonner le glas du mouvement coopératif même si, comme il le reconnaît, les coopératives dépendent pour leur survie de l'aide financière et de l'appui des gouvernements.

A l'évidence, le rôle des coopératives reste surtout potentiel. Les encouragements que lui prodigue l'OIT, s'ils sont les bienvenus, ne produiront leurs effets que si les gouvernements, de leur côté, adoptent des politiques nationales qui appuient le mouvement coopératif sans l'annexer aux ministères de tutelle.

7.6. Les ONG et la CEE

La coopération entre les institutions européennes et l'Europe « non officielle », inaugurée en 1976, n'a cessé de s'intensifier depuis cette date (70). Elle recouvre le cofinancement de micro-projets de développement dans les PVD et d'actions de sensibilisation de l'opinion publique européenne, l'organisation de l'aide alimentaire et de l'aide d'urgence et l'appui à la coordination entre ONG, le budget alloué au cofinancement en 1984 s'élevant à 35 millions d'Ecus (*). A cet égard, le Comité de liaison des ONG de développement auprès de la CEE, qui bénéficie lui aussi de subventions communautaires, joue un rôle essentiel dans la mesure où il permet la prise en compte des problèmes au niveau transnational et l'élimination des doubles emplois. De 1976 à 1983, la CEE a participé au financement de 1327 projets réalisés par 205 ONG pour un montant moyen de 78,740 Ecus par projet. Les subventions sont allées, pour les 107 PVD touchés, aux ONG allemandes, françaises et belges pour 55 %, le reste se répartissant entre le Royaume-uni (16%), l'Italie (14%), les Pays-Bas (8%), l'Irlande

(*) A cela il faut ajouter 146 projets de sensibilisation de l'opinion publique en matière de développement, réalisés par 38 ONG.
L'ECU valait, au 30 mai 1984 : 45,6 FB; 2,2 DM; 0,58 £; 6,9 FF ou 0,82 \$.

(3,5%) et le Danemark (3%). Signalons en outre que, depuis 1983, un membre grec assiste aux réunions du Comité de liaison. En juin 1984, des représentants espagnols et portugais y ont fait leur apparition.

La subvention communautaire représente en moyenne 37 % du coût des projets cofinancés. Bien que la CEE puisse participer à 50 % et même, exceptionnellement, à 75 % dans la réalisation des projets cofinancés, la subvention communautaire n'en a représenté en moyenne que 37 %.

La répartition géographique des projets cofinancés se concentre sur les pays les plus démunis, mais aussi sur les régions anciennement administrées par les pays d'origine des ONG. Ceci se vérifie particulièrement pour les ONG belges, françaises et britanniques, qui travaillent principalement en Afrique et en Asie. Globalement, les pays bénéficiaires se répartissent, pour les huit années mentionnées, entre l'Afrique sub-saharienne (47%), l'Amérique latine (25 %), l'Asie (20 %), la Méditerranée (7 %) et le Pacifique (1 %). Sur le total, les pays ACP réunissent 47 % des projets. La répartition sectorielle fait apparaître la priorité accordée au développement rural intégré (31 %) par rapport à l'éducation et à la formation (24 %), à la santé (17 %) et au secteur social (14 %). Toutefois, il est intéressant de constater que la plupart des projets relèvent de plusieurs secteurs à la fois, ce qui reflète l'approche intégrée caractéristique des projets ONG.

Le bilan de ces huit années de coopération entre la CEE et les ONG est nettement favorable, à voir la satisfaction exprimée dans les milieux de la Commission et l'intérêt croissant manifesté par les ONG pour les cofinancements. Le taux d'absorption des projets présentés avoisinant 95% des disponibilités budgétaires de la Commission. L'opinion publique, par ailleurs, semble tout aussi bien disposée: une étude d'opinion, réalisée en octobre 1983 dans les dix pays de la C.E. à la demande du European Consortium for Agriculture Development (ECAD) révèle que, sur le plan des principes, 80 % des Européens sont favorables à l'aide au développement, la proportion des personnes effectivement concernées par ces problèmes atteignant 48 % (16). On notera avec intérêt que ce sont surtout les formes d'aide au niveau local qui sont les mieux vues et que, du point de vue de leur utilité, l'aide des associations privées et celles des organismes internationaux comme l'ONU apparaissent davantage aux yeux des Européens que celle des gouvernements et de la Communauté. Parmi les demandes de cofinancement présentées par les ONG, le nombre croissant de celles qui concernent des actions de sensibilisation de l'opinion publique, et plus particulièrement au problème de l'interdépendance Nord-Sud, démontre s'il en était besoin le souci qu'ont les ONG d'établir un lien entre la vie quotidienne des Européens et les intérêts concrets des populations bénéficiaires du Sud. La Commission européenne a tenu compte de cette préoccupation des ONG et a révisé au début de cette année les conditions générales de cofinancement, en collaboration avec le Comité de liaison. Parmi les autres actions conjointes, signalons l'aide alimentaire, que les ONG regroupées au sein d'EURONAID s'efforcent de diversifier : elles ont obtenu récemment, outre les produits traditionnels comme le lait en poudre, les céréales et le beurre, la livraison de sucre, d'huile végétale, de haricots et de poisson séché, bien qu'en petites quantités. Il faut toutefois remarquer que les ONG restent opposées à l'aide alimentaire dans la mesure où exerce un effet de dissuasion sur les productions nationales des « bénéficiaires », et donc apparaît comme l'une des causes du recul constant, en Afrique plus qu'ailleurs, de l'auto-suffisance alimentaire. Seuls les cas d'urgence (soit 10% de l'aide en moyenne) justifient une telle aide. Les ONG ne sont d'ailleurs pas seules à critiquer l'aide alimentaire en général et de la CEE en particulier, puisque ses effets pervers ont été reconnus par la Cour des comptes européenne, par les Etats membres du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), et même par le Commissaire européen au développement. Celui-ci, en effet, n'hésite pas à parler de la « *perversion de l'aide alimentaire* » et de ses effets désstructurants, non seulement sur l'agriculture locale, mais aussi sur les structures sociales et culturelles par la modification des habitudes de consommation qu'un tel transfert implique pour les populations africaines (72).

La coordination des ONG européennes s'opère par le biais des assemblées nationales, de l'Assemblée générale européenne et du Comité de liaison, dont les membres représentent les ONG de leurs pays d'origine au niveau national (v. chap. 4). La mise sur pied de cet organe centralisateur a permis des réalisations conjointes d'un intérêt certain, comme l'étude multisectorielle sur les technologies appropriées (73), basée sur une majorité de cas africains, ainsi que la deuxième évaluation des projets ONG et le contrôle effectué par la Cour des comptes en 1983. La tendance qui se dessine en 1984 est celle d'un renforcement du système de cofinancement et son extension à certains secteurs d'aide aux réfugiés non couverts auparavant. Il est également un élément neuf qu'il est important de souligner : celui du souhait, exprimé de plus en plus par certaines ONG du Sud et transmis par les assemblées européennes, de pouvoir accéder directement au système de cofinancement communautaire.

8. Activités parallèles

L'insatisfaction née de l'état présent des relations Nord-Sud en général et des politiques de développement des Etats et des organisations intergouvernementales a mené de nombreuses ONG à organiser des réunions et autres activités destinées à proposer à l'opinion publique et aux gouvernements des solutions alternatives, dans des domaines aussi divers que les relations politiques et économiques au niveau international, les habitudes de consommation dans les pays riches, les gaspillages d'énergie. L'action des ONG est ici aussi multiforme, sinon plus, que les relations qu'elles ont établies de façon plus officielle avec les organes gouvernementaux et intergouvernementaux. Nous n'en donnerons donc que quelques exemples parmi les plus significatifs, de manière à rappeler l'importance de ce type d'actions qui, même si elles sont menées dans les pays du Nord le plus souvent, concernent directement les populations du Sud.

Les plus spectaculaires et les mieux connues de ces manifestations sont probablement les campagnes d'information relatives aux pratiques commerciales de certaines sociétés multinationales considérées par les ONG comme contraire au bien-être des populations, tant au Nord qu'au Sud. Dans certains cas, des actions de grande envergure ont favorisé l'adoption par les organismes spécialisés des Nations Unies de normes de conduite applicables aux multinationales. Ainsi, l'aggravation de la dénutrition et l'augmentation de la mortalité parmi les jeunes enfants causées par l'introduction d'aliments industrialisés pour nourrissons dans les pays pauvres ont été dénoncées avec virulence, dès 1974, par War on Want en Grande-Bretagne et l'Arbeitsgruppe Dritte Welt en Suisse. Après une campagne de plusieurs années assortie de boycotts divers (principalement contre Nestlé), l'OMS a fini par adopter des recommandations relatives à la composition des aliments pour nourrissons et encourageant l'allaitement maternel. A l'heure actuelle, de nombreux groupements locaux et organisations féminines réunis au sein d'International Baby Food Action Network (IBFAN) s'appliquent à protéger l'allaitement maternel, dont les avantages nutritifs ne sont plus contestés, et à contrer les pratiques commerciales abusives.

Des campagnes de même style ont été menées contre la commercialisation de toute une série d'autres produits. C'est ainsi que se sont constitués divers réseaux, comme Health Action International (HAI) dans le domaine pharmaceutique et Pesticides Action Network (PAN) dans le secteur des pesticides, tandis que l'OIT diffusait des informations relatives aux substances dangereuses employées dans l'industrie. Enfin, en 1981 était lancé Consumer Interpol, le premier réseau « d'alerte » des consommateurs du Sud, et en décembre 1982 l'Assemblée générale des Nations Unies adoptait la résolution 37/137 relative à l'exportation des produits dangereux vers le tiers-monde. Du côté de l'Afrique, signalons l'excellente revue « *Vivre autrement* », lancée par ENDA en novembre 1984, qui propose aux consommateurs africains une alternative aux modes de vie et de consommation inadaptés et coûteux venus du Nord (architecture, technologies, santé, enseignement, etc.).

Un autre domaine où la vigilance des ONG trouve à s'exercer est celui des grandes conférences internationales. Il est devenu cou-

rant aujourd'hui de trouver, à côté des réunions des représentants des gouvernements et des OIG, des assemblées d'ONG venues compléter ou corriger les déclarations issues des enceintes officielles. Les assemblées parallèles les plus connues sont celles qui accompagnent les réunions de la FAO: en 1979 par exemple, le Groupe de Rome a organisé une rencontre de ce type pour s'opposer aux vues des gouvernements sur les réformes agraires et le développement rural (74). De même en 1980 la réunion organisée par 32 ONG et 14 associations pour les Nations Unies a fait savoir aux instances gouvernementales de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE), réunie à Madrid, ce que leurs sympathisants (400 millions de personnes selon elles) pensaient des questions relatives à la paix et à la sécurité en Europe, ainsi que des relations que l'Europe devrait entretenir avec l'Asie. L'Afrique et l'Amérique latine pour accélérer leur développement (75). En juillet 1984, un groupe d'ONG et d'associations de pêcheurs du tiers-monde ont organisé une conférence complémentaire à la Conférence mondiale de la FAO sur l'aménagement et le développement des pêches, afin de dénoncer les ravages causés à l'écosystème marin et ses conséquences socio-économiques sur la pêche artisanale.

Dans un tout autre domaine mais dans le même esprit, un groupe d'ONG se propose de se réunir à l'occasion du 7ème Congrès des Nations Unies sur la prévention des crimes et le traitement des délinquants, qui doit se tenir en 1985.

Dans certains cas, les pressions des ONG s'exercent à l'intérieur même des OIG: des organisations syndicales et autres (CISL, CMT, FMS, FIPA) se sont émues du statut accordé aux représentants de l'industrie par la FAO (76), l'OMS ou l'Unicef (77). Par bonheur, les activités parallèles des ONG ne prennent pas toujours la forme de campagnes de protestation: les 34 ONG réunies à Lusaka en janvier 1984 ont voulu, au contraire, appuyer les actions de développement de la Southern Africa Development Coordination Conference (SADCC), qui se réunissait au lendemain de la réunion des ONG. Celles-ci se proposaient, entre autres choses, de défendre l'idée d'un « mini-NOIE » qui réunirait les pays de la SADCC et les pays Scandinaves, plus quelques pays du Nord (Australie, Autriche, Belgique, Canada, Finlande, France, Irlande, Italie, Pays-Bas) dont la politique de coopération est proche de la leur. Ce sont les mêmes conceptions qui sont défendues par les ONG européennes membres du Comité de liaison auprès de la CEE, dans la perspective notamment du renouvellement des accords de coopération entre la CEE et les pays ACP.

9. Evaluation des projets d'ONG

Le problème de l'évaluation de leurs réalisations n'a été posé que tardivement par les ONG. Les réticences de départ étaient dues moins aux difficultés inhérentes à l'entreprise qu'à la crainte des ONG, bien compréhensible en soi, de s'offrir au regard du « juge » et de devoir reconnaître d'éventuelles contradictions entre leurs réalisations effectives et leurs objectifs proclamés. En outre, les ONG ne peuvent pas accepter-sous peine de se renier - que leur soient appliquées des évaluations classiques de type purement quantitatif, alors que leur projet social fait largement appel à des concepts et objectifs qualitatifs, notamment en ce qui concerne la santé, l'éducation, la participation des femmes ou le rôle des langues locales. Enfin, l'évaluation coûte cher: son coût élevé a incité certaines ONG à l'inclure dans leur budget, notamment pour les demandes de subventions.

Il fallait donc mettre au point un outil d'évaluation qui tienne compte de ces facteurs, sans cependant faire fi de certains objectifs de développement plus classiques, comme l'augmentation de la production agricole, l'amélioration des conditions de financement ou celle des relations commerciales avec le monde extérieur. De nombreux évaluateurs, certaines ONG et OIG et des instituts de recherches s'efforcent, à partir des évaluations ponctuelles déjà réalisées (78), d'affiner leurs méthodes d'évaluation de façon à intégrer le mieux possible ces paramètres qualitatifs. Les évaluations ponctuelles sont déjà nombreuses: elles sont effectuées soit par les ONG elles-mêmes sur leurs propres projets, soit par des évaluateurs ou organisations extérieures, soit encore par les participants eux-mêmes (auto-évaluation). On peut les dis-

tinguer suivant leur situation dans le temps: les évaluations « ex ante », concomitantes et « ex post » ou rétrospectives fournissent des descriptions distinctes des mêmes projets. L'évaluation « ex ante » ou préalable est effectuée de manière systématique par les organes de coordination au niveau national ou international, par exemple, s'il entre dans leurs attributions de soumettre les projets des ONG membres aux gouvernements ou aux OIG pour obtenir des subsides ou un cofinancement. Il s'agit alors d'évaluer les effets attendus du projet par rapport aux moyens mis en œuvre et de sélectionner les projets suivant des critères clairement définis (mode de décision, degré de participation, effets sociaux et culturels, viabilité, etc.). Ce sont des besoins de ce genre qui sont à la base du projet de service d'évaluation de projets ONG que le NCOS et le CNCD ont conçu pour la Belgique (79). Les évaluations concomitantes servent à mesurer l'efficacité de l'action en cours pour en corriger éventuellement les orientations. C'est ainsi que le SPONG, au Burkina, a fait l'objet d'une évaluation réalisée par l'IPD/AOS en collaboration avec l'INADES. L'évaluation concomitante, si elle se répète régulièrement, peut donner lieu à une évaluation permanente. La troisième version est l'évaluation rétrospective ou « ex post », la plus complète: elle se fonde sur la collecte des informations permettant la description du projet et l'analyse des données, et est généralement suivie de recommandations. La méthode a été appliquée à de nombreux projets ponctuels, et présente un intérêt évident lorsque ceux-ci sont groupés. C'est le cas de l'étude de 17 projets de développement au Kenya et au Niger réalisée par Development Alternatives (80), ou des études faites par l'IREDA au niveau national et avec l'appui de l'ACDI et des réseaux locaux au Sénégal, au Cap Vert, au Mali, au Cameroun, au Rwanda et au Burkina, avec projet d'extension à d'autres pays de la région (Gambie, Mauritanie, Niger, Guinée-Bissau, Côte-d'Ivoire, Guinée, Togo, Bénin, Ghana, Sierra Leone, Libéria et Nigeria).

La coopération entre les ONG et la CEE a également donné lieu à des études intéressantes, comme l'évaluation comparative de projets cofinancés ONG/CEE et de micro-réalisations réalisées par le Fonds européen de développement (FED) (81). Cette dernière étude, qui couvre le Sénégal, le Burkina, le Cameroun, la Sierra Leone et le Bangladesh, présente la caractéristique de comparer des projets ONG à des réalisations du FED peu connues, mais de conception assez similaire à celle des projets ONG. Signalons également, toujours dans le cadre de la coopération ONG/CEE, l'évaluation réalisée à la demande de la Commission par l'Advisory Service of the Institute of Social Studies (ISSAS) de La Haye, qui porte cette fois non plus sur les réalisations d'ONG, mais sur la seule contribution du FED à l'enseignement général et à la formation dans les pays ACP (82).

Certains centres de recherches se sont penchés sur le problème de l'évaluation des projets de développement, en remontant parfois jusqu'à l'analyse des facteurs qui sont à l'origine des échecs enregistrés dans le passé. Les recherches actuelles portent donc à la fois sur les projets eux-mêmes et sur les différentes méthodes d'évaluation, qu'il s'agit de perfectionner pour les rendre opérationnelles sans qu'elles soient trop lourdes ni trop coûteuses. Le critère de la souplesse et de la clarté de la méthode revêt toute son importance dans le cas des auto-évaluations qui, comme leur nom l'indique, doivent permettre aux participants (agriculteurs et encadreurs) d'évaluer eux-mêmes les résultats de leur action. Des cycles de formation à l'auto-évaluation ont été mis sur pied dans cette perspective, par des organisations comme INADES-FORMATION (83) et l'IPD (84). Le « collectif de réflexion » de Thiès (Sénégal), organise conjointement par les Groupements locaux du Sénégal, l'IREDA, ENDA, des ONG et des spécialistes indépendants, s'est également assigné pour objectif de mettre au point des méthodes d'auto-planification et d'auto-évaluation. On ne s'étonnera pas de retrouver dans les méthodes d'évaluation élaborées dans cette optique les mêmes critères qui présidaient à la mise en œuvre des projets: développement intégral et intégré, interdépendance des facteurs sociaux, économiques, culturels et politiques, contraintes du milieu naturel, etc. On cherche ainsi à repérer l'ensemble des liens qui unissent un ensemble de composantes dans une situation considérée globalement. A l'opposé des

méthodes d'évaluation classiques qui tendent à considérer le projet comme un système fermé et isolé du monde extérieur, les méthodes mises au point dans l'otique évoquée situent le projet dans son contexte global. De là les références fréquentes à l'approche systemique, inspirée de l'analyse des systèmes et particulièrement féconde de ce point de vue (85). Ce type d'approche n'aura évidemment aucune peine à se placer dans une perspective « écologiste », puisqu'il s'attache à déceler les interactions entre le milieu « extérieur », (écosystème, milieu rural...) et les composantes « internes » au projet (86). L'outil d'évaluation devra alors être souple, adaptable à la diversité des situations et ouvert aux aspects qualitatifs d'un développement qui ne se réduirait plus à un progrès linéaire et unidirectionnel.

Ouvertures

Les voies empruntées par les ONG pour dynamiser le développement économique et social de l'Afrique, comme d'ailleurs du reste du tiers-monde, sont à ce point multiformes qu'on a parfois quelque peine à en appréhender la signification globale. La défense des droits de l'individu et de la diversité culturelle, la restructuration des relations politiques et économiques entre les Etats ou la construction lente de formes sociales à la fois plus respectueuses des rapports sociaux et moins agressives à l'égard des fragiles équilibres écologiques sont autant de facettes d'un mouvement qui a pour commun dénominateur, en marge de l'ordre ancien, l'intégration qu'il réalise des multiples composantes de nos sociétés, dans la recherche d'une dynamique globale. Verra-t-on dans la poussée du mouvement associatif une forme de désordre ? N'oublions pas que les formes sociales neuves ne sont perçues comme perturbatrices que par l'ordre ancien, avant de

s'établir elles-mêmes comme un ordre nouveau. Nous voyons aujourd'hui les cadres de référence des idéologies classiques éclater sous la pression de créations sociales dont, ni au Nord ni au Sud, elles ne parviennent à rendre compte. S'il est encore trop tôt pour établir un bilan du mouvement associatif en Afrique, ses théoriciens tentent cependant d'en dessiner les grandes orientations et de rassembler les acquis dans une nouvelle « Méthode ». Sur le terrain, ses animateurs continuent de renforcer les réseaux de groupements locaux et ont entrepris de les coordonner aux niveaux national, international et transnational. Si les ressources dont les associations disposent sont maigres, celles-ci ont été capables de les valoriser au maximum en intégrant l'apport des sciences contemporaines à leurs opérations de développement autant qu'aux évaluations qu'elles en font. Evoluant à la fois aux marges et au cœur de nos sociétés, le phénomène associatif est aussi un phénomène récurrent dont les racines sont profondes. Il est riche de potentialités dans la mesure même de sa diversité, dans le sens d'un avenir qu'il veut maintenir ouvert.

La « crise » qui secoue nos sociétés n'annonce certes pas un retour à l'état, ni à l'Etat, ancien. Pour les associations aussi, elle est l'occasion d'un renouveau : ce sont elles qui, les premières, ouvrent de nouveaux espaces culturels, sociaux, économiques et scientifiques qui, s'ils ne garantissent pas l'avènement d'un monde plus viable que l'ancien, en constituent du moins la possibilité.

Dans une société comme la société africaine, où tous les secteurs sociaux se cherchent de nouveaux équilibres, les voies associatives s'offrent, plus qu'ailleurs peut-être, comme une issue multiple à l'impasse actuelle.

Références

- (39) *Repertoire des organisations non gouvernementales des pays Membres de l'OCDE actives dans le domaine de la coopération pour le développement*, OCDE, 1981.
- (40) James Aremo. *La Participation des paysans au développement rural en Afrique*, deuxième consultation internationale CMCF/AD, Rome, 13-16 sept. 83.
- (41) *L'Aide de la Belgique aux pays en développement*, ouvrage collectif coordonné par Baudouin Piret et Pierre Galand, coed. Contradictions et Vie Ouvrière, Bruxelles, 1983.
- (42) A. Lalan-Keraly et Henri Rouille d'Oreuil. *Le Renouveau de l'action non gouvernementale en Afrique au sud du Sahara*. GREP, Paris, 1983.
- (43) Op. cit. p. 11.
- (44) Fernand Vincent, *Etude d'organisations non gouvernementales dans quelques pays du Sahel*. IRED, Genève, 1982.
- (45) Azedine Mokrane. *Etude sur les initiatives locales de développement du Rwanda*. APICA/IREP, Douala-Geneve, 1983.
- (46) Jacques Bugnicourt, *La Participation populaire au développement en Afrique*, ENDA in *La Participation communautaire*, Les Camels de l'enfance 59/60, Unicef, 1982.
- (47) Op. cit. p. 75.
- (48) Dominique Gentil, *Les Pratiques coopératives en milieu rural africain*, Centre d'études en économie coopérative, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec, 1979.
- (49) Voir notamment : K. Borin et K. Corbett, *The Destruction of a Continent : Africa and International Aid*, Harcourt Brace, 1982; Susan George, *Les stratégies de la faim*, Grounauer 1981, et *L'aide contre le développement*, in *Famines et pénuries*, Maspéro, 1982.
- (50) *Food Strategies in Africa - Progress and Critical Issues and Food Strategies in Africa - Selected Case Studies*, World Food Council, Tenth Ministerial Session, Addis Ababa, 11-15 juin 1984.
- (51) Article 9 de l'Arrêté royal du 2.1.1977.
- (52) Citées par John P. Lewis, *Coopération entre organismes publics et ONG. Le rôle des ONG dans la coopération pour le développement* OCDE, 1983.
- (53) Los Angeles Times, 8.2.1984.
- (54) *Government Funding of Non-governmental Organizations*, Second Draft, International Council of Voluntary Agencies, Mai 1984.
- (55) Jorgen Lissner, *The Politics of Altruism of the Voluntary Agencies*, Lutheran World Federation, 1977. Une version française abrégée a été établie par David Millwood sous le titre *Les organisations d'entraide et la politique de l'altruisme*, Centre Europe-Tiers Monde (CETM), 1979.
- (56) *La Coopération entre la Banque mondiale et les organisations non gouvernementales*, BIRD, 1982.
- (57) A.F. Peeters, *La PNJD*, Wereldwijd, 1983.
- (58) *Guide for Development - Guide for Non-Governmental Organizations wishing to collaborate with the U.N. Development Programme and Associated Funds and Programmes*, UNDP, 1982.
- (59) *Notre programme en Afrique*, Idées et Action 151, 1983/2.
- (60) Réunion CMCF/AD de planification régionale pour l'Afrique sur la formation à la formulation de projets, Nairobi 11-15 janv. 1982, FAO.
- (61) Séminaire régional CMCF/AD sur l'élaboration de projets participatifs en Afrique, Côte d'Ivoire 22 nov-8 dec. 1982, FAO.
- (62) Deuxième consultation internationale CMCF/AD, Rome 13-16 sept. 1983, FAO.
- (63) Guy Prim, Exposé sur les liens entre le HCR et les ONG, réunion HORIONG, New York, 14 fév. 1984.
- (64) On se reportera, pour plus de détails, à la communication présentée à ce colloque par le HCR sous le titre *Refugees in Africa : The Challenge to UNHCR and NGOs*.
- (65) *La participation communautaire : difficultés et voies nouvelles*, Les carnets de l'enfance 59/60, Unicef, 1982.
- (66) Réunion du Secrétariat de l'OJUA et des agences bénévoles sur les réfugiés, Arusha, mars 1983, Institut Scandinave d'études africaines.
- (67) *Le travailleur africain et la crise économique mondiale*, conférence panafricaine organisée par la CNTS et la CISEL, Dakar 7-9 mars 1984.
- (68) Francis Blanchard, *Les aspects sociaux du développement en Afrique*, Rapport du directeur général, 6ème Conférence régionale africaine du BIT, Tunis, oct. 1983.
- (69) Manzi Bakuramutsa, *Pourquoi l'échec de nos coopératives ?*, Idées et Action 146, CMCF/AD, 1982/3.
- (70) Rapport de la Commission au Conseil sur la coopération avec les ONG européennes s'occupant du développement, notamment dans le domaine des cofinancements (budget 1983), Commission des C.E., mai 1984.
- (71) *Res Européens et l'aide au développement*, The European Omnibus Survey, distribuée par SOS Faim (Belgique), Deutsche Welthungerhilfe (RFA), CFCF (France), Mani Tese (Italie), Novib (Pays-Bas) et les Bureaux des C.E.
- (72) Edgard Pisani, *La Main et l'outil*, Robert Laffont, 1984.
- (73) *Démarches portuises de développement* COTA, 1983, étude coordonnée par Genevieve de Crombrughe et portant principalement sur l'Afrique.
- (74) Les études réunies à cette occasion ont été publiées sous la direction de Jacques Berthelot sous le titre *Les Silences de la faim*, Harmattan, 1980.
- (75) Jose Antonio Garcia Vilar, *Las ONG ante la Reunion en Madrid de la Conferencia sobre la Seguridad y la Cooperación en Europa*, Universidad Pontificia, Salamangue, 1983.
- (76) *Challenging Transnational and How Transnationals React to their Critics*, ICDA, 1983.
- (77) Voir les commentaires de Susan George, *Les Stratèges de la faim*, Grounauer, 1981.
- (78) Judith Tendler, *Turning Private Voluntary Organizations into Development Agencies : Questions for Evaluation*, USAID, 1982.
- (79) *Voortset met Betrekking tot het Organizen van Evaluates van HGO-Projekten*, NCOS, 1984.
- (80) *Impact of Private ad Voluntary Organizations on Development in Kenya and Niger*, Development Alternatives, Inc., 1979.
- (81) *Evaluation comparative de projets cofinancés avec des ONG et de micro-réalisations*, Commission des C.E., 1981.
- (82) Edith de Boer-Sizoo, *Ressources humaines en formation : racines de co-développement*, colloque Lomé III et les ONG, 4-6 juin 1984, Comité de liaison.
- (83) *Formation pour l'auto-promotion rurale*, INADES-FORMATION.
- (84) *Traning Programme in Planning, Management and Evaluation of Rural Development Projects*, PAID.
- (85) Voir par exemple J.F. Barnes, R. Bilaz, M. Dufumet et D. Gentil, *Méthode d'évaluation des projets*, Institut de recherches et d'application des méthodes de développement (IRAM), 1980.
- (86) C'est la perspective adoptée par Genevieve de Crombrughe en collaboration avec le COTA.

ECHOS DE LA VIE ASSOCIATIVE

NEWS ON ASSOCIATIVE AFFAIRS



LES OING, L'UNESCO ET LES PVD

Le colloque qui a réuni des ONG internationales (OING) coopérant avec l'Unesco sur le thème de « *l'expérience des ONG et leur contribution future dans les pays en développement* » du 26 au 28 novembre 1984 à Paris a vu affluer 120 représentants de 81 ONG, ce qui est une participation record à une réunion de ce genre.

Un autre aspect à relever a été la diversité des OING représentées couvrant les principaux domaines d'activité : éducation scolaire et extrascolaire; sciences naturelles et sociales; culture, communication. Grâce aux bourses de voyage de l'Unesco, des participants d'une douzaine de pays d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et d'Amérique latine ont contribué à améliorer le profil international du Colloque.

Une partie considérable du Colloque a été consacrée à la description des structures et des activités générales des OING représentées. Si ces interventions ont peut-être été de quelque utilité aux participants moins familiers avec le paysage international des OING, il a été suggéré opportunément qu'un document écrit pourrait faire économie des interventions orales. L'utilisation de l'Annuaire de l'UAI a été mentionnée à cet égard.

Le centre de gravité du Colloque a été la contribution des OING au développement endogène. Le sujet a été introduit remarquablement par un spécialiste du Secrétariat M. Wing. Les caractéristiques du développement qu'il a relevées appellent invariablement une contribution organique des OING; prééminence des valeurs humaines; préoccupation pour une « *personnalité culturelle* » - une notion plus dynamique que « *l'identité culturelle* » reconnaissance du principe d'évolution

des cultures et de leur ouverture aux apports extérieurs.

De nombreuses interventions décrivant les activités des OING dans les pays en développement ont révélé des approches et des méthodes similaires; aide à la création et la consolidation de nouvelles associations; efforts tendant à cerner les besoins locaux, notamment dans les régions rurales; conférences régionales et internationales consacrées à l'étude de ces besoins; octroi des bourses de voyage destinées aux membres des associations des pays en développement. Nombre d'interventions ont insisté sur les structures spécifiques de certaines associations dans les pays en développement, notamment en Afrique, et sur la nécessité d'un effort de compréhension de cette spécificité de la part des associations occidentales. Il a été observé en même temps que certains usages archaïques des associations des pays en développement peuvent être atténués grâce au concours des OING.

Plusieurs conclusions ont été dégagées du débat et, après discussion, adoptées par les participants. Elles visent notamment les points suivants :

1. L'aspect humain du développement est une des préoccupations principales des OING.
2. La solidarité internationale est une dimension permanente de l'action des OING; il conviendrait que l'éducation pour le développement fasse partie des programmes de l'éducation pour la compréhension internationale.
3. Il conviendrait de développer l'action régionale sous ses différentes formes

pour approfondir la connaissance des réalités et des problèmes de chaque région.

4. Les OING sont invitées à approfondir leur coopération avec des associations locales dans les pays en développement, notamment dans les domaines des besoins essentiels comme alimentation, santé, analphabétisme.
5. Il est suggéré que, chaque fois que c'est faisable, plusieurs OING établissent une coopération concertée sur le terrain dans les pays en développement dans les domaines indiqués par des associations locales.
6. Il convient de renforcer la coopération entre l'Unesco et les OING, notamment en ce qui concerne :
 - a) intervention de l'Unesco auprès des Etats Membres afin qu'ils respectent l'indépendance des ONG sur le plan national et leur accordent des facilités pour des échanges internationaux,
 - b) assistance de l'Unesco aux OING en vue de faciliter leur extension géographique,
 - c) instauration d'une coopération effective entre les OING d'une part et les Commissions nationales pour l'Unesco et les Bureaux régionaux de l'Unesco d'autre part,
 - d) organisation par l'Unesco, en concertation avec les OING, de plusieurs réunions régionales pour examiner les moyens de donner effet aux propositions formulées par le Colloque.

Vladimir HERCIK

Qualité de la vie

« Au niveau mondial contribuer à l'humanisation du temps libre, à l'amélioration de la qualité de la vie, au bien-être humain et social », Tel est l'objet de la « World Association for free time and for human and social well being » fondée récemment à Bruxelles. L'association a pris la forme juridique d'une A S B L de droit belge (loi de 1921) et ses administrateurs sont tous belges. Citons parmi ceux-ci : le Baron Bekaert, MM. O. Deburne, J. van der Rest, G. Van Rompu. Le siège est établi rue d'Egmont 11. 1050 Bruxelles, Belgique.

Retraités

Créée en 1984, l'« European Union for Retired People » en abrégé EUR-P, a pour but de regrouper en son sein, les organisations nationales de retraités existantes ou créées par elles ayant pour but : la représentation et la défense des intérêts matériels et moraux des retraités.

- The International Federation for Housing and Planning (IFHP) elected its Bureau for 1984-1986 at its 37th World Congress, Berlin (West), 13 September 1984. President : R. Radovic (YU); Deputy Presidents : D. Fryer (GB), K. Muller-Irbo (D) and F. Parfait (F); Treasurer : J. Witsen (NL).
- At its last meeting in May 1984, the Environment Liaison Committee (ELC) Board of Directors appointed David Neill Bull to the Centre's top post of executive officer.
Until his present appointment, David Bull headed the Public Affairs Unit (PAU) at Oxfam, a UK voluntary development agency. He is replacing Delmar Blasco (Argentina) who has put in six years at the ELC, three of them at the helm of its leadership.
At Oxfam, the use, misuse, trade and marketing of pesticides and their impact on the health, agriculture and livelihood of the Third World formed the core of Bull's work. To put his argument across, Bull published his well known book, *A Growing Problem : Pesticides and the Third World Poor*.
He was one of the initiators of the Pest-

auprès
des pouvoirs publics nationaux
ainsi que
des institutions européennes
privées et
officielles. Le siège social est fixé à
1060
Bruxelles, avenue Molière 153-155.

Médias de groupe

La réunion du Comité directeur de l'Organisation catholique du cinéma et de l'audiovisuel (OCIC) à Madrid du 9 au 12 septembre dernier a provoqué un débat passionné autour du thème de « *médias de groupe* », aussi appelés « *communication de groupe* » ou de « *communica-*

ton participative ». Y ont été rappelées les différentes orientations qui paraissaient présentes dans la communication de groupe, les uns privilégiant les médias, les autres, le groupe. Plusieurs membres ont insisté sur les distinctions à faire entre méthodologie et médias utilisés. Le Comité s'est prononcé en faveur des propositions qui lui étaient faites, dont celle de mettre en place un comité international pour les médias de groupe, qui devrait assurer la coopération des différentes institutions spécialisées (Sonolux, Proa, CRECAVEU, Unda, OCIC, etc.). Ce comité mettra en œuvre le programme proposé à Nairobi, lequel porte sur l'organisation de rencontres internationales sur les médias de groupe et sur la réalisation d'une revue spécialisée.

Contact: OCIC, rue de l'Orme 8B. 1040
Bruxelles.

Super-OPEP

Les ministres des treize pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), réunis en conférence ordinaire les 27 et 28 décembre 1984, se sont entendus sur la mise en place d'un nouveau organe supranational. Celui-ci permettrait de contrôler les niveaux d'exportation de pétrole brut et de produits finis de chacun des pays membres ainsi que les prix de vente réels du pétrole brut. Ce système, qui pour la première fois dans l'histoire de l'OPEP dépasserait les limites de la souveraineté nationale de chaque Etat membre, prévoit

Personalia

[illegible]

- Mr. Donald Kay SMITH (Canada) has been appointed Deputy Secretary-General of the World Meteorological Organization (WMO) and took up office in London. Mr. Wiebrand Dijkstra, offered a cocktail at the International

la création d'un - comité exécutif ministériel » de trois à cinq membres, assisté d'un secrétariat permanent et pouvant ordonner les services d'au moins une société d'audit de réputation internationale.

Au pair

La multiplicité des échanges éducatifs internationaux comme la nécessité d'une réflexion plus approfondie concernant leur animation et la formation des cadres responsables ont amené plusieurs organisations à s'associer au sein d'une fédération internationale. C'est ainsi qu'est née la Fédération internationale pour les échanges éducatifs d'enfants et d'adolescents (FIEEEA). Elle regroupe d'ores et déjà des organisations européennes (Italie, Espagne, France) et maghrébines (Tunisie, Maroc) et organise des échanges internationaux.

EEC-CHINA

The European Communities have, at the request of the State Economic Commission (SEC) of the People's Republic of China (PRC), decided to assist in the launching of a Masters of Business Administration (MBA) programme in the People's Republic of China. The programme will be sponsored by the China Enterprise Management Association (CEMA) and is designed to train the future leaders of Chinese industry in modern management methods. It will initially be run from the CEMA's existing base in Beijing.

ing and will subsequently be transferred to a new National Management Centre currently under construction in the capital. The project will run from 1984 to 1989 and will accommodate two intakes of MBA students, the first of 35 and the second, starting in 1986, of 70 students. The EEC has concluded a project administration agreement with the European Foundation for Management Development (EFMD) to administer this 3.5 million ECUS project for the EEC. As a part of the project, the EEC have finally asked the EFMD to set up a non-governmental organization (NGO). The basic missions of this NGO can be described under three headings :

- To involve European or Chinese enterprises, institutions, and individuals with an interest in management and business development in China in the EEC China project,
- To harness the experience, and goodwill created by the EEC China project to complementary activities - both commercial and non-commercial - that are of interest to the NGO members.
- To maintain the continuity of the collaboration established by the EEC China project when the EEC project itself comes to an end in 1989.

Third World Fund

The 144-nation World Bank is considering the idea of creating a semi-independent subsidiary to help raise and channel additional funds for use in developing countries, according to a story in *The Wall Street Journal*.

The plan, still in the preliminary stages, would establish an affiliate with separate subsidiary status much like the International Development Association (IDA), which makes interest-free loans to poorer countries, or the International Finance Corporation (IFC), which finances private-sector development projects. The proposal would enable authorities to expand loan program for developing countries without the restrictions that limit the borrowing and lending efforts of the World Bank and its other affiliates. Under current rules, the World Bank may lend only one dollar for each dollar in assets, compared to the 20-to-1 ratio used by most commercial banks. If the proposed affiliate were to use even a 5-to-1 ratio, it would get five times the leverage the World Bank can get from its existing funds.

Planners say the affiliate could be given more flexibility in its methods of raising money, possibly by offering interest-paying certification of deposit to governments, central banks and various development institutions.

It could also be used to encourage countries to go along with other World Bank efforts. These initiatives include new joint-financing ventures with commercial banks, incentives to prod more advanced developing nations into weaning themselves from regular World Bank lending and a new multilateral investment-insurance plan being drafted by the Bank.

International journalism

The University of Southern California (USC) plans to open a centre for international journalism in September 1985 to offer « *the most intensive focus on foreign news reporting and analysis provided by any university in the nation* ». Classes will be conducted on the USC campus in Los Angeles, as well as in Mexico City (Latin America programme) and Tokyo (Asia programme). The centre, headed by former foreign correspondent Murray Fromson, will offer a programme of graduate studies, mid-career fellowships, seminars and research. Up to 10 paid fellowships a year will be offered to students in the U.S. and other countries.

The centre's two-year programme will include language training and studies in religion, culture, history, diplomatic policy, trade and economics. Graduates of the programme will receive masters' degrees in international journalism. (IAPA News).

The School of Journalism, Grace Ford Salvatore 315, University of Southern California, Los Angeles, CA 90089-1965, USA.

Establishment of ASTRO

After more than two years of intensive and co-ordinated efforts on the part of the secretariats of the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD), the International Centre for Public Enterprises (ICPE) and the United Nations Development Programme (UNDP), the minimum membership required for establishing the Association of State Trading Organizations of Developing Countries (ASTRO) as stipulated by its Statute has been achieved.

The establishment of ASTRO implements an important component of Economic cooperation between developing countries (ECDC) co-operation in the State trading sector as defined by the Group of 77 at Arusha and later mandated in resolution 127 (V) of the United Nations Conference on Trade and Development at its 1979 session. Its establishment provides a concrete example of a breakthrough in the area of ECDC through the support of the international community.

The first Assembly of the Association of State Trading Organizations was held in Manila, Philippines from 29 to 31 October 1984 at the headquarters of the Philippine International Trading Corporation (PITC). The main objectives of this new Association as defined in its Statute are as follows : (a) to promote the professional and business effectiveness of State trading organizations (STOs) in developing countries; (b) to promote a sense of identity and common interest among members of the Association; (c) to promote trade expansion and mutual collaboration among State trading organizations; (d) to provide a channel of communications to regional and international institutions working in the field of foreign trade; (e) to undertake all such activities in the fields of research, training, consultancy, information services and joint collaboration as may be considered necessary by the members for

strengthening their commercial and developmental interests. As of 21 October, 22 State trading organizations from the following 16 countries had formally acceded to the ASTRO : Bangladesh, Brazil, Dominican Republic, Gambia, Ghana, India, Malta, Nigeria, Pakistan, Philippines, Singapore, Sudan, Syrian Arab Republic, Tunisia, Turkey and Yugoslavia. Among countries having provided more than one member, India leads the list with five of its State trading organizations having become members, followed by Tunisia (two STOs) and Sudan (two STOs).

Association of African Universities

An Association of Eastern and Southern African Universities was founded during a meeting of Vice-Chancellors, Presidents and Rectors of universities in Eastern and Southern Africa which took place in Harare (Zimbabwe) from 4 to 6 June, 1984. The objectives of the Association shall be : to promote co-operation among the universities of Eastern and Southern Africa; to provide a forum for discussion on a wide range of academic and other matters relating to higher education; to help maintain high comparable academic standards; to strengthen the work of the Association of African Universities, especially on a regional basis.

As an immediate start to co-operation, the Vice-Chancellors agreed to promote programmes consisting of exchange of staff, students and external examiners, staff development, the strengthening of post-graduate teaching and research, and the execution of joint research projects amongst their universities. The Vice-Chancellors also agreed that a Secretariat headed by an Executive Secretary should be established and initially be located in Kampala. The first Chairman of the Association is Professor Walter Kamba, Vice-Chancellor of the University of Zimbabwe.

Muslim Minorities Commission

The Executive Council of the World Muslim Congress which met at Rawalpindi from Sept. 21 to 23, has set up a World Muslim Minorities Commission. The Secretary General of the World Muslim Congress said that the Chairman of the Minorities Commission is Shaikh Yousuf Al-Sayed Hashim Al Rifae, a former Minister of Kuwait while Mr. Khalid Sabir has been appointed Secretary of the Commission with headquarters in London. The Commission will have 15 members from 15 countries of Asia, Africa, America and Europe.

The Council also appointed an Africa Committee which will especially look into the problems of the Muslims of Africa and will « *counter anti-Muslim movements currently operating in the African Continent* ». The African Committee will be headed by Dr. Admimu N. Joya, Minister of Education, Cameroun, with Dr. Yousuf AN Eraj, as the Convenor (Secretary). The headquarters of the African Committee will be in Nairobi in Kenya.



HIGHER STANDARDS FROM HOTELS

Students were divided into smaller groups for practical activity in workshops, where they had to produce results from case studies-

All this and social events, too. » This is the best Seminar I know at this level - that is, for the people who actually do the work », said guest lecturer Robin Marchev, « All the information was useful and the Wolfsberg Management Center (of the Union Bank of Switzerland) at Ermatingen makes an ideal venue ».

The panel of speakers and discussion leaders consisted of : *Burt Campbell*, Managing Director of the International Federation of Consulting Engineers, Lausanne, Switzerland.

Lars Christensen, Managing Director of DIS Congress Service, Copenhagen, Denmark, and current IAPCO President.

Albert Cronheim, Managing Director of Holland Organizing Centre, The Hague, Netherlands; IAPCO Council member.

Erik Friis, Conference Advisor, Joint Secretariat IMF-World Bank, Washington D.C., U.S.A. : IAPCO member.

Joan Gross, Manager of McGill Conference Office, Montreal, Canada; IAPCO member and Chairman of the Seminar scientific programme committee.

Ole Hervit, Danish architect, designer and exhibitions specialist.

Clem Livingstone, Chairman of Management Centre Europe, Brussels.

Robin Marchev, Manager of Zurich Convention Bureau; President of the European Confederation of Conference Towns.

Participants came from Austria, Belgium, Bulgaria, Canada, Cuba, Cyprus, Denmark, Egypt, Germany, Hong Kong, Iceland, Italy, Kenya, Malaysia, Netherlands, Norway, Philippines, Singapore, Sri Lanka, Sweden, Switzerland, U.S.A. and Yugoslavia.

Not every hotel which describes itself as a
« the name conference To hotel offer a can truly live up to
meetings may To be held a is large not room in enough which
justify the title.

NOT A MINUTE LOST AT IAPCO SEMINAR

There was so much to pack into the 11 th IAPCO Seminar on Professional Congress Organization that the programme began as soon as participants landed in Switzerland.

They were on their way to a week (January 20-26) of training at the Wolfsberg Management Center, in hilly Swiss countryside, for the only course of its kind in the conference world.

On arrival at Zurich airport they were called on to give interviews which were video-recorded and replayed the following day. Later in the week students were able to apply their own interviewing techniques in mock PCO-client (professional congress organizer) interviews which were also recorded and evaluated. Thus the ice was broken right from the start and the deep January snows did little to cool the warm, friendly atmosphere of the Seminar for the 38 participants, plus a panel of guest speakers and IAPCO members.

Certainly the week achieved at least one of the aims of any good international conference : the bringing together of people from diverse geographical backgrounds who all have a common interest. On this occasion, of course, their interest was the conference industry. Twenty-two countries were represented by students from a cross-section of the travel, tourism, congress and other associated trades. For instance, a contingent of four from Egypt-comprising a Minister Plenipotentiary and Counsellor from the Ministry of Foreign Affairs, the Director of the Egyptian Tourist Office in Switzerland and a Cairo congress organizer - suggests a serious desire to promote that country as a conference venue, and to learn how to go about it.

Full programme

The schedule was a daunting one. The Seminar is held annually and regular subjects include « What is a PCO ? », « Basic rules of every meeting », « Organizing a scientific programme », « Behind-the-scenes administration », « On site management » and « Finances » (the all important budget). In addition this year there was « Promoting a destination », « Marketing a congress », « The PCO as a project manager », « The PCO as a service manager », « New communication technologies », « Exhibition management » and « How to suit the conference to the venue ».

This is the opinion of members of the International Association of Professional Congress Organizers (IAPCO) whose experiences in running meetings worldwide combine to form a powerful influence in the industry.

IAPCO has just published « PREREQUISITES FOR A CONFERENCE HOTEL », a booklet to assist hoteliers, congress organizers and convening committees in their objective to provide an effective meetings environment. It states clearly and positively what is expected from :

1. Hotel management and staff.
2. Meeting rooms and equipment.
3. Registration and access facilities.
4. Office and communication arrangements for use of organizers and delegates.
5. Meals service.
6. Ancillary services (such as cleaning and medical).

Points made in the booklet indicate that many tales could be told of the faults and inadequacies found in some hotels. But discretion prevails and hoteliers are left to take a long, hard look at their own amenities, with this checklist as a guide. Copies of the booklet can be obtained, free of charge, from the IAPCO Secretariat, 40 rue Washington, B-1050 Brussels, Belgium.



Participants at the 11 th IAPCO Seminar.

Geographical distribution of international meetings by continent, country and city - 1983

Répartition géographique des réunions internationales par continent, pays et ville - 1983

Introduction

For the past 35 years, the Union of International Associations has undertaken, for the benefit of its members, statistical studies on the international meetings that took place worldwide in the preceding year.

The statistics are based on information collected by the UAI Congress Department and selected according to very strict criteria maintained for the last years, this enabling a meaningful comparison. Meetings taken into consideration include those organized and/or sponsored by the international organizations which appear in the « Yearbook of International Organizations » and in the « Annual International Congress Calendar », i.e. : the sittings of their principal organs, congresses, conventions, symposia, regional sessions grouping several countries as well as some national meetings with international participation organized by national branches of international associations. Are excluded from the UAI figures : purely national meetings as well as those of an essential religious, didactic, political, commercial, sportive nature such as religious gatherings, courses, party conferences, fairs, sales meeting, contests etc... are also excluded : meetings strictly limited in participation such as committees, group of experts etc... most of those being held at an intergovernmental level and taking place mainly at the headquarters of the large IGO's in New York, Geneva, Rome, Brussels, Vienna... This is a typical situation made following the researches compiled by the UAI Congress Department and using the current available information from international organizations.

Introduction

Depuis 35 ans, l'UAI a établi à l'intention de ses membres, un relevé statistique des réunions internationales tenues dans l'année écoulée.

Les présentes statistiques reflètent la courbe ascendante du nombre total des réunions internationales et sont basées sur des données recueillies par le Département Congrès de l'UAI et retenues selon les critères spécifiques décrits ci-dessous.

Sont prises en considération, les réunions organisées et/ou patronnées par les associations internationales reprises dans l' « Annuaire des Organisations Internationales » et dans le « Annual International Congress Calendar », c'est-à-dire : les assises de leurs principaux organes, congrès, sessions régionales (groupant plusieurs pays), symposia, colloque, etc... ainsi que certaines réunions nationales à très large participation internationale, organisées par les branches nationales des OING.

Sont exclues des statistiques : les réunions nationales, cérémonies/manifestations à caractère essentiellement religieux, didactique (cours), politique, commercial (foires, salons), sportif (compétitions, tournois...) ainsi que les réunions très limitées dans la participation ou spécifiques : sessions régulières de comités, groupes d'experts etc... particulièrement nombreuses au niveau intergouvernemental; ces réunions se tiennent généralement au siège même des grandes OIG à New York, Genève, Bruxelles, Rome, Vienne...

Il s'agit d'une situation typique établie sur

Département Congrès de l'UAI.

AFRICA		Nigeria	
			9
Algeria	7	Niger	7
Angola	1	Senegal	12
Burundi	1	Sierra Leone	2
Cameroon	6	South Africa	6
Congo Brazza	4	Sudan	1
Egypt	15	Tanzania	8
Ethiopia	5	Togo	1
Gabon	16	Tunisia	10
Gambia	1	Zaire	1
Ivory Coast	4	Zambia	2
Kenya	20	Zimbabwe	7
Liberia	4	Others	10
Malawi	3		
Morocco	6		169

AMERICA		
ARGENTINA		30
Buenos Aires	22	
Others	8	
BAHAMAS		2
BARBADOS		1
BRAZIL		39
Rio de Janeiro	8	
Sao Paulo	5	
Others	26	
CANADA		128
Montreal	44	
Ottawa	14	
Quebec	4	
Toronto	18	
Vancouver	16	
Others	32	
CHILE		4
COLOMBIA		8
Costa Rica		7
CUBA		2
DOMINICAN REP		5
HAITI		2
JAMAICA		7
MEXICO		29
Mexico City	16	
Others	13	
NICARAGUA		2
PERU		11
PUERTO RICO		4
TRINIDAD		5
URUGUAY		3
USA		563
Atlanta	8	
Boston	16	
Chicago	20	
Honolulu	9	
Houston	11	
Los Angeles	12	
Miami	11	
New Orleans	11	
New York	65	
Philadelphia	11	
San Diego	14	
San Francisco	29	
Washington	45	
Others	301	
VENEZUELA		18
Caracas	15	
Others	3	
OTHERS		10
Total		880

ASIA		
CHINA		11
HONG KONG		52
INDIA New Delhi Others	19 17	36
INDONESIA		16
IRAQ		5
ISRAEL Jerusalem Tel Aviv Others	36 27 22	85
JAPAN Kyoto Tokyo Others	16 55 37	108
KOREA SOUTH Seoul	24	24
KUWAIT		3
MALAYSIA Kuala Lumpur Others	14 5	19
PAKISTAN		3
PHILIPPINES Manila Others	48 2	50
SINGAPORE		77
SRI LANKA		8
THAILAND Bangkok Others	27 3	30
OTHERS		16
Total		543

AUSTRALASIA		
AUSTRALIA Melbourne Perth Sydney Others	18 18 20 38	95
FIJI		4
NEW CALEDONIA		8
NEW ZEALAND		13
OTHERS		5
Total		125

EUROPE		
AUSTRIA	195	Venezia 19
Salzburg	18	Others 107
Vienna	142	LUXEMBOURG 21
Others	35	MALTA 4
BELGIUM	216	MONACO 12
Antwerp	8	NETHERLANDS 169
Brussels	145	Amsterdam 44
Liege	30	Rotterdam 20
BULGARIA	16	The Hague 26
CYPRUS	6	Others 32
CZECHOSLOVAKIA	81	NORWAY 20
Praha	31	Oslo 12
Others	50	Others 14
DENMARK	118	POLAND 5
Aarhus	14	Warsaw 9
Copenhagen	72	Others 36
Others	32	PORTUGAL 18
FINLAND	45	Lisboa 18
Helsinki	28	Others 4
Others	17	RUMANIA 4
FRANCE	496	Bucharest 4
Lyon	10	SPAIN 104
Nice	9	Barcelona 21
Paris	252	Madrid 51
Strasbourg	64	Others 32
Toulouse	16	PORTUGAL 70
Others	145	Lisboa 10
GERMAN DEM REP	18	Goteborg 39
BERLIN EAST	2	Stockholm 21
BERLIN WEST	62	Others 238
GERMANY FED REP	225	Geneva 153
Hamburg	39	Lausanne 20
Köln	19	Zurich 16
Munich	36	Others 49
Others	131	TURKEY 1
GREECE	32	UK 460
Athinal	19	Brighton 24
Others	13	Cambridge 17
HUNGARY	83	Edinburgh 27
Budapest	65	London 235
Others	18	Others 17
ICELAND	5	Oxford 140
IRELAND	61	Others 25
Dublin	49	USSR 8
Others	12	Moscow 17
ITALY	245	Others 53
Florence	21	YUGOSLAVIA 9
Milan	25	Beograd 12
Rome	73	Dubrovnik 11
		Others 21
		Total 3147

TOTAL	
AFRICA	169
AMERICA	880
ASIA	543
AUSTRALASIA	125
EUROPE	3147
	4864

YEARBOOK OF

INTERNATIONAL

ORGANIZATIONS

21 st edition 1984/85

3rd SUPPLEMENT

Changes of address and/or name

For each organization concerned, the reference number and the name in English are given. If the organization's name or the Secretary General's name only are given, the address in the Yearbook has to be considered still valid. The address is given in full in any case where one or several of its components has been modified.

Chaque organisation concernée est répertoriée avec son numéro de référence et son nom en langue anglaise. Lorsque seuls apparaissent le nom de l'organisation ou celui d'un secrétaire général, c'est que la modification porte sur ces noms et que l'adresse mentionnée dans le « Yearbook » peut être considérée comme toujours valable. L'adresse est donnée en entier dès que l'une ou plusieurs de ses composantes a subi une modification.

Section B

B 0160 Association of Secretaries General of Parliaments (ASGP)
Sec A R Kenson (address : no change).

B 0220 Catholic International Education Office
Sec R Br Paulus Adams (address : no change).

B 0419 Cooperative Centre for Scientific Research Relative to Tobacco
SG Pierre Ellesselles (address : no change).

B 1154 International
Amateur Basketball
Federation
SG Borislav Stankovic. 19 Rugendas Strasse, P O Box 71 0405, D-8000
Munchen 71. Germany FR T. (Munich) 796046. C. BASKETBALL.
MUNCHEN. Tx 5-213054.

B 1447 International Cartographic Association (ICA)
SG Don Pearce. 24 Strickland Road. Mt Pleasant. Perth 6153. Australia.

B 1737 International Council of Christian Churches (ICCC)
SG Dr J C Maris. P O Box 10. 3886 ZG Garderen, Netherlands.

B 1746 International Council of Jewish Women (ICJW)
Pres Lella Seigel. 1 rue de Varembe. CH-1202 Genève. Switzerland.

B 1834 International Federation for Physical Education
Has moved

B 1850 International Federation of Agricultural Producers (FIPA)
SG Michael P. Cracknell. 21 rue Chaptal, F-75009 Paris France T
(1) 526 05 53.

B 2020 International Federation of Surveyors
SG C W Youngs. P O Box 5458. Postal Station E. Edmonton T5P 4C4.
Canada.

B 2346 International Modern Pentathlon and Biathlon Union
SG Colonel Thor Henning. Lovangsvagen 21. S-18330 Tabby. Sweden.

B 2482 International Society for Education through Art (INSEA)
Hon Sec Ken Keynes. Design Education Unit, Royal College of Art Ken-
sington Gore, London SW7 2EU. UK.

B 2492 International Society for Music Education (ISME)
SG Ronald Smith. H Bedford Square. London WC1B 3JG. UK.

B 2575 International Sociological Association (ISA)
Exec Sec Dr F Geyer. Oude Hoogstraat 24, 1012 CE Amsterdam.
Netherlands.

B 2960 (English and French name) Trade Unions International of Miners and
Workers in Energy (TUIWE)

Union internationale des syndicats des mineurs et des travailleurs de l'énergie
(UISMTE).

B 3092 (English and French name) International Commission on Occupational
Health (ICOH)

Commission internationale de la médecine du travail (CIMT)
B 3456 World Assembly of Youth (WAY)
Pres Lovig Simonsen. 4 ved bellahøj. 2700 Bronshøj. Copenhagen. Den-
mark.

B 3501 World Council of Churches (WCC)
SG Emilio Castro. Route de Ferney 150. P O Box 66. CH-1211 Genève 20.
Switzerland.

B 3519 World Federation of Democratic Youth (WFDY)
SG Vilmos Cserevny (address : no change).

B 3612 World's Christian Endeavor Union (WCEU)
SG Rev David Jackson (address : no change).

B 3954 (French, Spanish and German name) World Federation for the Biblical
Apostolate
Federation catholique mondiale pour l'apostolat biblique - Federacion Biblica
Catolica Mundial - Katholische Welt-Bibelfederation (KWBF).

B 5367 International Society of Tropical Foresters (ISTF)
(French and Spanish name) Société internationale des ingénieurs forestiers tro-
picaux - Sociedad Internaconal de Ingenieros Forestales Tropicales
Pres Warren T Doolittle (address : no change).

B 5729 (French name) International Research Group on Wood Preservation

Groupe international de recherches sur la préservation du bois.

B 9351 Commission for the Geological Map of the World (CGMW)
SG Dr Olivier Dotin (address : no change).

Section C

C 0271 Christian Movement for Peace (CMP)
Eupn Sec Es-Sbanti Redonane (address : no change)

C 0368 Commonwealth Engineers Council (CEC)
Sec J C McKenzie MA FEng, c/o Institution of civil Engineers 1 / 7 Great George Street, London SW1 3AA, UK.

C 0432 Council for Mutual Economic Assistance (CMEA)
(Spanish name) Consejo de Ayuda Mutua Economica

C 1179 (English, French and German name) International Association for Cereal Science and Technology
Association internationale des sciences et technologies cerealières - Internationale Gesellschaft für Getreidewissenschaft und Technologie.

C 1204 International Association for Quality Research on Food Plants
Activity taken over by a German society.

C 1232 International Association for the Scientific Study of Mental Deficiency
Sec Dr M Mulcahy, 73 Merrion Road, Dublin 4, Ireland.

C 3023 Organisation for Economic Co-operation and Development
SG Jean-Claude Peyre (address : no change).
13567 World ORT Union
Dir M Henry, ORT House, Sumpler Close, Finchley Road, London NW3 5HR, UK.

C 3567 World ORT Union
Dir M Henry ORT House, Sumter Close, Finchley Road, London NW3 5HR, UK.

C 4259 World Association of Manufacturers and Distributors of Educational Materials (WORLDIDDAC)
Dr Alois Kappeler, Bollwerk 21, CH-3001 Bern, Switzerland

C 4331 International Association of French-Speaking Parliamentarians
SG André Delehedde, 235 Bd St Germain, F-75007 Paris, France.

C 4360 Universal Movement for Scientific Responsibility
Has moved

C 4399 World Pheasant Association
Chairman Gary Robins, Stone House, Old Market Street, Mendlesham IP14 5SA, UK.

C 9303 International Federation of Scientific Editors' Associations (IFSEA)
SG Dr Elisabeth M Zopf, BIOSIS, 2100 Arch Street, Philadelphia PA 19103-1399, USA.

Section D

D 0017 African Civil Aviation Commission
Delete the Spanish name.

D 0053 Arab Labour Organization
Delete the Spanish name.

D 0124 Delete the entry.

D 0390 Confederation of Asian Chambers of Commerce and Industry
Headquarters 10 F, 122 Tunhun North Road, Taipei 105, Taiwan.

D 0433 Council for Economic Arab Unity (CAEU)
Delete the Spanish name.

D 0580 European Association of Senior Hospital Physicians
Pres Prof Cottin, 60 Bd de Latour Maubourg, F-75007 Paris, France.

D 0695 European Conference of Ministers of Transport
Delete the Spanish name

D 1053 Inter - American Export Promotion Centre
Has moved.

D 1101 Inter-American Society of Psychology
SG Dr Betancourt, Casilla 52, Santiago 29, Chile.

D 1150 Scandinavian Packaging Association
Headquarters c/o Emballingselskabet, Meterbuen 15, DK-2740 Skovlunde, Denmark.

D 1172 Delete the entry.

D 1196 International Association for Life Saving and First Aid to the Injured
Work ceased 1 October 1984.

D 1477 European Union of Former Students of Catholic Teaching
Assist SG Jean Vilhel, 9 rue Bayard, F-75006 Paris, France.

D 1523 (English, German and Italian name) Union of European Glass and Pottery Wholesalers Associations
Vereinigung Europäischer Hohlglas- und Keramik- Grosshandels Verbande - Unione Europea delle Associazioni dei Grossisti in Vetro e Ceramica.

D 1644 Christian Temperance Council for the Nordic Countries
Exec Officer Bengt Taranger, c/o DKSN, Alvsjö Gardsvag 7, S-12530 Alvsjö, Sweden.

D 1681 (English name) Acoustical Society of Scandinavia
SG Arne Thorbjørn Christensen, Lundottevej 100
Lyngby, Denmark.

D 1734 Nordic Council for Orienteering
(Swedish name) Nordiska Orienterringsrådet (NORD)
Contact Knut Berglia, Furukollen 7, N-3300

D 1737 Nordic Research Group for Forest Conservation
Ceased to exist

D 1904 Nordic Folk High School Council
Chairman Hans Hovenberg (address : no change)

D 1905 Nordic Good Templar Council
Headquarters Burger Jarisgatan, 25, S-111 45 Stockholm, Sweden.

D 1920 (English name) International Friends of Nature (IFN)

D 1997 Standing Committee of Nordic Ironmongers
Exec Officer Torben Grub (address : no change)

D 2040 (English name) International Federation of Automotive Aftermarket Distributors

D 2514 International Association against Torture
Headquarters CP 207, CH-1211 Genève 16, Switzerland

D 2585 (English, French and German name) International Sporting Union of the PTT
Union internationale sportive des PTT - Internationale PTT - Sportvereinigung

D 2730 Commission for Cooperation between Universities of Northernmost Europe
c/o Umea University, Vice-Chancellor, S-90187 Umea, Sweden

D 3134 (English, French and German name) European Committee of the Manufacturers of Fire, Protection and Safety Equipment and Fire Fighting Vehicles
Comité européen des constructeurs de matériel d'incendie et de secours - Europäisches Komitee der Hersteller von Fahrzeugen, Geräten und Anlagen für den Brandschutz.

D 3650 Delete me entry

D 3757 (English name) Central American Association of Medical Schools

D 4215 East African Industrial Research Organization
Headquarters P O Box 30650, Nairobi, Kenya

D 4218 Delete the entry.

D 4229 Association for the Advancement of Agricultural Sciences in Africa (AAASA)
(French name) Association pour l'avancement en Afrique des sciences de l'agriculture (AAASA) - Delete the Spanish name

D 4251 Latin American Group for the Rehabilitation of the Disabled
Exec Dir Justina Neira da Forns (address : no change)

D 4265 Conference of the Methodist Church in the Caribbean and the Americas (MCCA)
Sec Riv Bruce Swapp, Belmont, P O Box 9, St John's, Antigua-Barbuda

D 4345 East African Tea Trade Association
Sec N G Sandoy-Lumsdaine (address : no change)

D 4351 Nordic Tourist Board
Sec Bengt Philstrom, c/o Centralen for Turistframjande, PB 53, Stinsgatan 128, SF-00511 Helsinki 10, Finland.

D 4390 no English name
(French, German and Dutch name) Union ouest-européenne des chambres de commerce et d'industrie des régions rhénane, rhodanienne et danubienne - Union Westeuropäischer Industrie- und Handelskammern des Rhein-, Rhone- und Donaugebietes - Unie van de Westeuropese Kamers van Koophandel en Fabrieken van het Rijn-, Rhone- en Donaugebied

D 4404 No official English name.

D 4425 (name) International Association for Business Research and Corporate Development (EVAF)
Delete all other names
SG A L Waddams, Gainsford House, 115 Station Road, West Wickham BR4 0DX, UK.

D 4445 Nordic Council for Wildlife Research
Pres Helmuth Strandgaard, Vildtbiologisk Station, Kalo, DK 8410 Ronde, Denmark.

D 4488 Nordic Forestry Union
is a non governmental organization

D 4528 Inter-American Confederation of Cattlemen
Has moved

D 4529 World Union of Karatedo Organizations
SG Fusajiro Takagi, Senpako Shinko Bldg. 1-15-16 Toranomon, Minatoku, Tokyo 105, Japan
D 4530 World Boxing Association
Has moved
D 4537 European Ramblers' Association
Has moved
D 4543 Union of Arab Banks (UAB) (Arab name) Itihad Al Massaref Al Arabiya
SG Dr Zouheir Achi (address : no change).

Organisation für die Zusammenarbeit in der Walzgiesserei.D 5253 International
Union for Public Welfare

D 4613 (names) Nordic Transport Workers Federation
* Federation nordique des travailleurs du transport - Nordiska Transportarbetare-Federationen (NTF) -
Nordisk Transportarbeiderforerasjon (NTF)
Pres Henrik Asarod, c/o Norsk Sjømannsforbund, Grev Wedeles plass 7,
N-0151 Oslo 1, Norway.

D 4729 Writers International
Has moved
D 4737 Continental Tournaments Players Association (CTPA)
Has moved
D 4742 International Corn Trade Confederation Has moved.
D 4758 International Council of Associations for Science Education (ICASE) Sec/Treas Dennis G
Chasman (address : no change).
D 4801 (English name) International Movement of Catholic Lawyers (MCL)
D 4826 General Union of Pastoral Group Action for Youth Has moved.
D 4862 International Scientific Association for Auriculotherapy
Has moved
D 4862 International Scientific Association for Auriculotherapy
Has moved.
D 4935 Nordic Booksellers Organization No reliable information.
D 4939 Nordic Federation of Trade and Technical Press Has moved.
D 5008 International Council for Technical Communication (INTECOM)
SG E N White, 477 Reading Road Wineresh, Workingnam RG11 5HX, UK.
D 5029 (English name) International Collegium for Radiology in Otorhinolaryngology.
D 5037 Delete the entry.
D 5047 (English name) Inter American Catholic Education Association
(Portug. name) Confederaçao Interamericana de Educacao Catolica.
D 5058 Permanent International Bureau of Motor Cycle Manufacturers
SG E C Wilson, 3 rue du Marechal de Lattre de Tassigny, F-78150 Le
Chesnay, France.
D 5144 International Apparel Federation (IAF)
Fédération internationale de l'industrie de l'habillement - Internationaler Verband
der Bekleidungsindustrie.
D 5156 European Association of Netting Manufacturers (EURONEM) SG Anne Jourdain (address :
no change).
D 5171 International Conference of Historians of the Labour Movement
(French name) Conférence internationale des historiens des mouvements ouvriers.
D 5203 Afro-Asian Paediatric Association
No activity reported.
D 5223 French-Language Society for Reanimation
Exec Officer A Tenailon, Fac de médecine de Paris, 12 rue de l'Ecole de médecine, F-75006 Paris,
France.
D 5233 Union of African Parliaments (UAPF)
SG H Adou Sess (address : no change)
D 5237 (English name) Nordic Surgical Society

D 5240 Nordic Council for Scientific Information and Research Libraries
is a governmental organization.
D 5249 (German name) Organization for Cooperation in the Roller Bearings
Industry (OGRBI)

Gen Pres Yvon Ambaud, Maison de la Mutualité, 24 rue Saint Victor, F-
75240 Paris CEDEX 5.

D 5261 European Council of Kitchen Constructors
Head Office c/o Sanitaire et Cuisine, av JB Desoivre, B 1020 Bruxelles.
D 5268 Delete the entry.
D 5289 Latin American Association of Schools of Social Work
Pres Sra Nydia Castillo de Zuniga, 125 Lomas de Villa Panama, Managua,
Nicaragua.
D 5298 African Insurance Organization
Head Office P.O.B 4180, Yaounde, Cameroon.
D 5316 Nordic Forest Work Study Council
is a governmental organization.
D 5321 International Business Travel Association (IBTA)
Has moved
D 5364 European Shock Absorbers Manufacturers Association (EUSAMA)
Sec M. Peal, Marwick, Mitchell Hancock Cy, 301 Glossop Road, Sheffield
S10, 2HN, UK.
D 5365 (English name) NORDTEST Nordic Cooperation Body for Technical
Testing
Dir Bo Lindholm (address : no change)
D 5404 International Society for Clinical Enzymology (ISCE)
Sec Prof Ellen Schmidt, Abt Gastroenterologie-Hepatology, Med. Hochs-
chule, D-5300
Hannover 51, Germany FR.
D 5444 Delete the entry.
D 5480 (French name) International Coalition for Development Action (ICDA)
Coalition internationale d'action au développement.
SG Jean Perras (address : no change).
D 5484 (German and Italian name) European Forum of National Laity Commit-
tees
Europäisches Forum der Nationalen Laienkomitees - Forum Europeo dei Comitati
Nazionali dei Laici.
D 5494 Inter-American Hotel Association (IAHA)
Head Office c/o Gran Hotel, calle Marcdot de Alvear 767, Buenos Aires,
Argentina.
D 5521 Commonwealth Committee on Defence/Operational Clothing and
Combat Equipment (CCD/OOCE)
Contact S.C. Gandhi, CCD/OOCE Secretariat, Ministry of Defence, Room
210, B Wing, Sena Bhawan, DHQ PO, New Delhi, India.
D 5552 (English name) International Workers' Aid
D 5554 (Add Danish title) Nordic Committee on Building Regulations
Nordisk Komite for Byggedestemmelse (NKB).
D 5560 (English name) Nordic Committee of Transport Research
D 5638 International Centre of the Neutral Esperanto Movement
Pres Prof. Dr Ivo Lapenna, 77 Grasmere ave, Wembley HA98TF, UK.
D 5660 Asia Pacific Real Estate Federation
Has moved
D 5677 International Towns Association
SG Jack Zapasnick, 45 Wassenarweg, Den Haag, Netherlands.
D 5743 (German and Italian name) European Federation of Associations of In-
sulation Contractors
Europäische Vereinigung der Verbände der Isolierunternehmung - Federazione
Europea delle Associazioni di Isolamento.
D 5777 International Council of Prison Medical Services
Has moved
D 5794 International Association for Structural Mechanics in Reactor Tech-
nology
Rue Washington, 40, B 1050 Bruxelles, Belgium
D 5822 European International Business Association (EIBA)
Rue Washington, 40 bte 11, B 1050 Bruxelles, Belgium.
D 5828 Latin American Council of Business Schools
Head Office Apartado Aero 3300, Medellin, Colombia.
D 5876 Association of European Manufacturers of Self-Adhesive Tapes
Sec G. Bresson, 24 rue Georges-Sizet, F-75116 Paris, France.
D 5948 Association of Medical Schools in the Middle East (AMSME)
Inactive 1984.

D 6005 International Intraocular Implant Club Sec Dr P Leonard. Lange Leemstraat 128, 8 2018 Antwerpen. Belgium	D 7414 (French, German and Italian name) European Independent Steelworks Association (EISA) Association des aciéries européennes indépendantes - Vereinigung der Europäischen
D 6013 (English and French name) International Committee for the Coordination of Clinical Application and Teaching of Autogenic Therapy (ICAT) Comité international pour la coordination de l'application clinique et de l'enseignement de la thérapie autogène.	Unabhängigen Stahlerzeuger - Associazione delle Acciatrici Europee Independenti.
D 6041 International Federation of Societies for Surgery of the Hand (IFSSH) SG Dr RM McFarlane, Dpt of Surgery, Victoria Hospital Corp. 391 South Street, London N6A 4G8 ON, Canada.	D 7425 International Society for Historical Linguistics (ISHL) Contact Prof Anna Giacalone Ramat, Istituto di Glottologia Università Strada Nuova, I-27100 Pavia, Italy.
D 6052 European Association of Urology SG A Steg, 67 rue de Miromesnil, F-75008 Paris, France	D 7427 (English name) Iberoamerican Astronomical League Head Office Apartado 700, Merida 5105-A, Venezuela.
D 6058 (English name) Nordic Society for Radiation Protection	D 7453 European Confederation of Youth Clubs (ECYC) Sec Niels H Eberling, Ormejev 45, DK-2400 Kobenhavn 6, Denmark.
D 6085 Caribbean Studies Association (CSA) Sec-Treas Angel Calderon-Cruz, POB 3682, San Juan PR 00936, USA.	D 7623 (English name) International Production Amalgamation for Manufacturing Textile Technological Equipment (Intertextilmash) Dr VI Chemshen, ul Shchepkina 49, Moskva 129110, USSR
D 6153 (English and French name) International Study Group of Diabetes in Children and Adolescents (ISGD) Groupe international d'étude du diabète de l'enfant et de l'adolescent.	D 7752 (English name) Arab Distributors' Union
D 6168 Medico-social Association of French-Speaking Protestants Pres Dr Dominique Bonnet, 68 rue Marcel-Bourdarias, F-94140 Afortville, France.	D 7875 (Spanish name) International Federation of Television Archives Federacion Internacional de Archivos de Television SG Fernando Labrada, Centre Documentation RTVE, Edificio Somosaguas, c/Saturno s/n, Madrid 23, Spain.
D 6184 International Society of University Colon and Rectal Surgeons Has moved.	D 7995 Nordic Theater Committee (NTC) Head Office Kongens gate 3, Postboks 611 Sentrum, N-0501 Oslo 1, Norway.
D 6329 African Association of Cartography Head Office BP 3, Hussein-Dey, Alger, Algeria.	D 8068 International Association for Bucco-Dental Health Contact Jan Erik Ahlberg, 89 Gloucester Terrace, London W23HB, UK
D 6410 World Association of Women Journalists and Writers Has moved	D 8074 Nordic Joint Group for Forest Nursery Questions Director is dead. No new address.
D 6411 Association of Tin Producing Countries (ATPC) Contact Victor Siahaan, Wisma Yeng Chong, 2nd floor, Jalan Punchak, Kuala Lumpur, Malaysia.	D 8078 (English name) International Democratic Union
D 6482 Conference of Directors of Danube Lines Sec Slavko M Zec, JRB, Kneza milosa 82, 11000 Beograd, Yugoslavia.	D 8081 (English name) Scandinavian Association of Paediatric Surgeons.
D 6487 Delete the entry.	D 8084 Delete the entry.
D 6509 (English name) Latin American Organization for the Welfare of the Blind and Visually Handicapped Pres T. S. Elisa Molina, de Stahl, 9a calle 3-07, zona 1, Guatemala, Guatemala.	D 8091 Association africaine des formateurs et directeurs de personnel (AF-DIP) Has moved.
D 6528 Delete the entry.	D 8107 Nordic Television Cooperation Not located at the Nordic Council
D 6554 (German and Italian name) Conference of the Peripheral Maritime Regions of the European Community (CPMR) Konferenz von Peripheren Küstenregionen der Europäischen Gemeinschaft - Conferenza delle Regioni Periferiche Marittime della Comunità Europea.	D 8190 Nordic Contact concerning State Building Activities Chairman Marius Kjeldsen, Boligministeriet Byggestyrelsen, Stormgade 10, DK-1470 Kobenhavn K, Denmark.
D 6570 African Purchasing and Supplies Association Never materialised.	D 8198 Nordic Atom Coordinating Committee No longer exists.
D 6572 International Federation of Trade Executives Dormant.	D 8240 (English name) International Society of Disaster Medicine (ISDM) Sec Dr Milan Bodi, PO Box 59, CH-1213 Petit-Lancy 2, Switzerland.
D 6611 Scandinavian Pulp, Paper and Board Testing Committee Is a governmental organization. SG Dr Per Olof Bethge, POB 5604, S-114 86 Stockholm, Sweden.	D 8265 (Spanish name) Pacific Telecommunications Council (PTC) Consejo de Telecomunicaciones del Pacifico Contact Richard Barber, 1110 University Avenue Suite 308, Honolulu HI, 96826, USA.
D 6689 Third World Coalition on Tourism Exec Sec Rev Peter Holden, POB 9-25, Bangkok 10900, Thailand.	D 8268 International Market Research Association Head Office 18 St Peters Steps, Brixham (Devon), UK.
D 6714 (English and French name) International Professional Association for Environment Affairs (IPRE) Association professionnelle internationale pour les affaires de l'environnement Pres R.K. Hewstone.	D 8327 (English name) European Society for Neurochemistry
D 6742 Caribbean Shipping Association Head Office 5-7 King Street, POB 40, Kingston 15, Jamaica.	D 8328 International Esperantist Cyclist Movement Pres Kees de Boer, Laan van Kanaän 93,1944 RN Beverwijk, Netherlands
D 6810 Federation of the European Cutlery and Flatware Industries (FEC) Has moved	D 8344 (English name) International Society for Laser Surgery and Medicine
D 7156 European Association for Humanistic Psychology (EAHP) Has moved	D 8365 (French name) European Young Christian Workers (EYCW) jeunesse ouvrière chrétienne européenne (JOC).
D 7158 Inter university Benelux Group of Transport Economists Head Office Rue de la Régence 39, B-1000 Bruxelles, Belgium.	D 8397 (English name) Caribbean Association on Mental Retardation and Children Developmental Disabilities (CAMRODD).
D 7213 Association of African Trade Promotion Organizations (AATPO) Exec Officer Mr Demeke Zewelde	D 8422 Association of International Fairs of America (AFIDA) Head Office Av Jose Pardo 497-503, Apart Postal 257, Lima 16, Peru
D 7401 (English name, International Association of Physicians in Audiology	D 8426 International Desalinization and Environmental Organization (IDEA) Head Office, Univ of Glasgow, Dept of Mech Engineering, Glasgow G12, 8QQ, UK
	D 8521 Asian Peace Research Association (APRA) Has moved
	D 8531 Inter-American Association of Juvenile Magistrates

D 8749 African Federalist Association
No recent activity

D 8819 North African Episcopal Conference
Experimental, no activity.

D 8945 (English name) Central American Educational and Cultural Co-ordination System
Has moved

D 8950 Federation of the International Donau-Symposia on Diabetes Mellitus
Pres Prof A. Beringer. Am Hof 11 . A-1010 Wien, Austria.

D 8955 (English name) Regional Episcopal Conference of French-Speaking West-Africa

D 9038 Association of Episcopal Conferences of English-Speaking West Africa (AECWEA)
Secretariat PO Box 297. Monrovia. Liberia.

D 9059 South Pacific Association for Teacher Education (SPATE)
Exec Officer Prof P Hughes. Univ of Tasmania. Tasmania, Australia

D 9071 (English name) Evangelical Fellowship of Asia
Contact 803/ 92 Deepali. Nehru Place, New Delhi , 110019 India

D 9073 (English and Spanish name) International Organization New Acropolis (IONA)
Organizacion Internacional Nueva Acropolis (OINA)
Int Pres Jorge Angel Lloraga Rizzo. 51 Bd Saint-Michel. B-1040 Bruxelles, Belgium.

D 9077 (English name) International Micro-surgical Society.

D 9131 Inter-American Federation of Construction Consortia
Has moved.

D 9142 World Union of Jewish Studies
Pres Prof Ephraim E Urbach. Hebrew University. Givat Ram, 91904 Jerusalem, Israel.

D 9187 (English and French name) Gulf Cooperation Council (GCC)
Conseil de cooperation du Golfe (CCG).

D 9231 European Union of Veterinary Food Hygienists
Pres Dr D Grossklaus. Institut für Veterinärmedizin des Bundesgesundheitsamtes, Postfach 330013, D-1000 Berlin, Germany FR.

D 9309 European Committee for the Protection of Seals and other Fur Animals
SG Madeleine Maupertuis. rue de Viere 16. B-1020 Bruxelles. Belgium.

D 9333 International Federation of Women's Travel Organisations (IFWTO)
Contact Carolyn J. Yarbrough. 7432 Caminito Carliotta, San Diego CA 92120. USA.

D 9472 (English, French, German and Italian name) International Confederation of Jewelry, Silverware, Diamonds, Pearls and Stones

Confederation internationale de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, des diamants, perles et pierres (CIBJO) - International Vereinigung Schmuck, Silberwaren, Diamanten, Perlen und Steine - Confederazione Internazionale Oreficiera Gioielleria Argentina Diamanti Pierre e Perle

Secretariat ECO Carneman. Van de Spiegelstraat 3. 2518 s'Gravenhage. Netherlands.

D 9558 (English name) International Society of Pediatric Genetics.

D 9559 (English name) Pédiatrie Association for French-Speaking Black Africa

D 9562 (English and Spanish name) Speleological Federation of Latin America and the Caribbean
Federacion Espeleologica de America Latina y el Caribe (FEALC)

D 9605 Inter-American University Council for Economic and Social Development (IUCESD)
Has moved

D 9635 European Assurance Advisers Union
Has moved.

D 9636 Delete the entry.

D 9638 Delete the entry.

D 9729 (French name) International Fragrance Association (IFRA)
Association internationale des matières premières pour la parfumerie.

D 9797 European Sports Youth Conference (ESYC)
No longer exists

D 9805 Nordic Association for Hydrology
Sec Elias Eliasson, Sveriges Meteo och Hydro. Institut, S-601 76 Nookope, Sverige.

D 9917 European Group of Rapid Laboratory Viral Diagnosis

Has moved

Section E

E 0040 International Research Centre On Anarchism

Has moved
E 0051 (English and Spanish name) Andean Institute of Popular Arts of the " Andrés Bello " Convention
Institute Andino de Artes Populares del Convenio " Andres Bello " (IADAP)

Exec Sec Boanerges Mideros Navarrete, Apartado 477, Casilla 91 - 84.

Sucursal 7. Quito. Ecuador

E 0115 Inter-Union Commission on Lunar Studies

Dissolved
E 0145 Regional Centre for the Promotion of Books in Latin America and the Caribbean

SG Peter Levy (address : no change)
E 0223 International Law Commission (ILC)

is a governmental organization
E 0240 Delete the entry.

E 0297 (English name) Committee of Agricultural Organisations in the EEC

E 0299 (English, French, German, Italian, Dutch and Danish name) European Federation of Building and Woodworkers (EFBWW)
Federation européenne des travailleurs du bâtiment et du bois (FETBB) - Europäische Federation der Bau- und Holzarbeiter (EFBH)- Federazione Europea de Lavori Edili e del Legno (FELEDL) - Europese Bond van Bouw - en Houtarbeiders (EBBHA) - Europeaisk Federation af Bygnings- og Treindustarbejdere (EFBTA)

E 0306 (English name) Organization of the Shipowners' Associations of the

European Communities.
E 0348 European Committee of the Consulting Engineers of the Common Market
Has moved.

E 0380 (French name) International Commission of Historians of Latin America

Commission internationale des historiens latinoaméricanistes (CIHL)

E 0482 ECSC Group of Wholesale Coal Merchants
Head Office 66 rue de Monceau. F-75008 Paris. France.

E 0499 European Committee of Food, Catering and Allied Workers' Union within the IUF (ECF-IUF)
SG Otto Staadt. rue Fosse-aux-Loups 38 - Bte 3, B-1000 Bruxelles

E 0664 ECSC Consultative Committee
Secretariat Bat. Jean Monnet. Luxembourg. Luxembourg.

E 0796 Institute for Ecumenical Research Strasbourg
Dr Dr Harding Meyer. 8 rue Gustave-Klotz. F-67000 Strasbourg. France

E 0945 (German and Dutch name) Federation of International Association Established in Belgium

Verband der in Belgien Niedergelassenen Internationalen Vereinigungen -
Verbond van Internationale in België Gevestigde Verenigingen
SG Ghislaine De Coninck (address + no change).

E 0995 International Tandem Class Association
Has moved

E 1725 CMEA Coordinating Centre for Problems in Animal Husbandry Production
Has moved

E 1790 CMEA Coordinating Centre for Increased Nutrient Value in Food Products and Creation of New High-Quality Foods

Has moved
E 1804 CMEA Coordinating Centre for Atmospheric Pollution and Contamination Control

Has moved
E 1970 Asian Islamic Coordinating Council (AICC)
Head Office: PO BOX 535. Mecca Saudi Arabia.

E 2248 International Mauthausen Committee
SG Jos Hammelmann 72 rue Dicks. L-4082 Esch/Alzette. Luxembourg.

E 2305 International Committee on Agricultural Cooperation
Has moved.

E 2502 International Committee for the Defense of Human Rights in Iran
Has moved.

E 2504 Delete the entry

